COUR SUPÉRIEURE

(Chambre des actions collectives)

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL

N° : 500-06-001164-215

DATE : Le 25 novembre 2025

SOUS LA PRÉSIDENCE DE L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, j.c.s.

STEVEN HOLCMAN
et
TARIQUE PLUMMER
Demandeurs

c.

LIGHTSPEED COMMERCE INC.,
LIGHTSPEED POS INC.,
DAX DASILVA,
JEAN PAUL CHAUVET,
MARIE-JOSÉE LAMONTHE,
PATRICK PICHETTE,
ROB WILLIAMS,
PAUL McFEETERS,
MERLINE SAINTIL,
DANIEL MICAK,
ASHA BAKSHANI
et

G2551

PRICEWATERHOUSECOOPERS
Défendeurs

et

FONDS D'AIDE AUX ACTIONS COLLECTIVES
Mis en cause

JUGEMENT
(approbation d'une transaction, d'honoraires et de déboursés)

---

[1] **CONSIDÉRANT QUE** le 1er octobre 2021, une *Application for Authorization of a Class Action and for Authorization to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec Securities Act* a été déposée à l'encontre des Défendeurs;

[2] **CONSIDÉRANT QUE** le 27 décembre 2024, à la suite de modifications apportées à la procédure, une *Re-Re-Amended Application for Authorization of a Class Action and for Authorization to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec Securities Act* a été déposée par les Demandeurs (la « *Demande d'autorisation* »);

[3] **CONSIDÉRANT QUE** l'audience portant sur la *Demande d'autorisation* était fixée du 9 au 11 juin 2025;

[4] **CONSIDÉRANT QUE** les parties, par l'entremise de leurs avocats respectifs, ont entamé des négociations de règlement sérieuses et de bonne foi;

[5] **CONSIDÉRANT QU**'à la suite de ces négociations et avant l'audition de la *Demande d'autorisation*, les parties sont parvenues à une entente pour régler le dossier en totalité, sans admission de responsabilité;

[6] **CONSIDÉRANT QUE** les Demandeurs sollicitent une ordonnance approuvant (a) l'Entente de règlement en date du 16 juillet 2025 (l'« **Entente** »), (b) le Deuxième avis aux Membres et le Plan de distribution des avis, (c) le Plan de répartition, (d) le Formulaire de réclamation, (e) la Date limite de réclamation, et (f) les Honoraires des Avocats du Groupe et leurs déboursés;

[7] **CONSIDÉRANT :**

(a) Les pièces au soutien de la Demande d'approbation d'une transaction, d'honoraires et de déboursés des Demandeurs;

(b) L'Entente, jointe en annexe A;

(c) Le rapport de l'Administrateur en date du 22 octobre 2025 portant sur la publication du Premier avis aux Membres, les objections et les demandes d'exclusion;

(d) Les déclarations sous serment de :

(i) M. Steven Holcman, en date du 5 novembre 2025;

(ii) M. Tarique Plummer, en date du 6 novembre 2025;

(iii) Me Elizabeth Meloche, en date du 31 octobre 2025; et

(e) Les représentations des avocats;

[8] **CONSIDÉRANT QU**'en vertu de l'article 590 Cpc, le Tribunal doit approuver la transaction si elle est juste, raisonnable et équitable et si elle répond aux meilleurs intérêts, non seulement du représentant, mais de l'ensemble des membres du groupe qui seront liés par l'entente;

[1] **CONSIDÉRANT QUE** la Cour d'appel dans l'arrêt *A.B.* c. *Clercs de Saint-Viateur du Canada*[1] résume ainsi l'état du droit :

> [33] Une transaction conclue dans le contexte d'une action collective n'est valable que si elle est approuvée par le tribunal, conformément à l'article 590 C.p.c.
>
> [34] Avant d'approuver une transaction, le juge doit être convaincu que celle-ci est « juste, équitable et qu'elle répond aux meilleurs intérêts des membres ». Dans le cadre de son analyse, il doit « garder à l'esprit les grands principes et objectifs sous-jacents aux actions collectives, soupeser les avantages et inconvénients du règlement, de même que les concessions réciproques, les risques d'un procès et les coûts à encourir ». En pratique, l'évaluation du caractère juste et raisonnable de la transaction s'articule souvent autour des critères suivants, importés du droit américain:
>
> - Les probabilités de succès du recours;
> - L'importance et la nature de la preuve administrée;
> - Les modalités, termes et conditions de la transaction;
> - La recommandation des avocats et leur expérience;

---

[1] 2023 QCCA 527.

- Le coût anticipé et la durée probable du litige;
- Le cas échéant, la recommandation d'une tierce personne neutre;
- La nature et le nombre d'objections à la transaction;
- La bonne foi des parties et l'absence de collusion.

[9] **CONSIDÉRANT QUE** l'Entente dont l'approbation est demandée atteint l'objectif premier du véhicule procédural de l'action collective, qui est de favoriser l'accès à la justice;

[10] **CONSIDÉRANT** la complexité de ce dossier et notamment le recours à des expertises contradictoires;

[11] **CONSIDÉRANT QUE** sans l'Entente, si l'action collective était autorisée, les parties et leurs avocats auraient eu à se préparer longuement pour un procès contradictoire au mérite, d'une durée de plusieurs jours voire semaines, lequel n'aurait pu être fixé avant deux ou trois ans;

[12] **CONSIDÉRANT QUE** les parties auraient ensuite eu à attendre le jugement, lequel aurait pu faire l'objet d'un appel, occasionnant des coûts et des délais supplémentaires importants;

[13] **CONSIDÉRANT QUE** l'Entente permet d'établir de façon précise le montant des réclamations des membres du Groupe;

[14] **CONSIDÉRANT** le plafond de recouvrement potentiel imposé par l'article 255.33 (2) de le *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

[15] **CONSIDÉRANT QUE** l'avis et le plan de diffusion atteignent l'objectif de diffusion large de l'information relative à l'Entente et à la procédure à suivre;

[16] **CONSIDÉRANT** l'état du droit sur la question des honoraires, suivant les arrêts *A.B.* c. *Clercs de Saint-Viateur du Canada* et *MacDuff* c. *Vacances Sunwing inc.*[2];

[17] **CONSIDÉRANT** la convention d'honoraires, la preuve démontrant les honoraires engagés, le temps et l'effort requis et consacrés à l'affaire, la responsabilité assumée et le montant total du règlement de l'ordre de 11 000 000 $;

[18] **CONSIDÉRANT QUE** le fractionnement du paiement des honoraires des avocats de la demande, bien que possible, n'est pas approprié en l'occurrence;

---

2 2025 QCCA 1225.

[19] **CONSIDÉRANT** la preuve au niveau des déboursés engagés;

[20] **CONSIDÉRANT SURTOUT QUE :**

(a) toutes les parties consentent au présent jugement, sans admission de responsabilité;

(b) en date du 22 octobre 2025, l'Administrateur n'avait reçu aucune objection au règlement proposé;

(c) en date du 22 octobre 2025, l'Administrateur n'avait reçu aucune demande d'exclusion des procédures en cours;

PAR CES MOTIFS, la Cour:

[9] **DÉCLARE** que les définitions de l'Entente, en annexe A, s'appliquent et sont incorporées au présent jugement;

[10] **DÉCLARE** que l'Entente est juste et raisonnable et dans le meilleur intérêt des Membres du Groupe;

[11] **APPROUVE** l'Entente;

[12] **DÉCLARE** que toutes les dispositions de l'Entente sont intégrées au présent jugement et lient les Défendeurs conformément à ses modalités, ainsi que les Demandeurs et tous les Membres du Groupe conformément aux modalités du présent jugement;

[13] **DÉCLARE** qu'en cas de divergence entre le présent jugement et l'Entente, le présent jugement s'applique;

[14] **APPROUVE** :

(a) le Deuxième avis, généralement sous la forme en annexes B

FOR THESE REASONS, the Court:

[9] **DECLARES** that the definitions in the Agreement, Schedule A, apply to and are incorporated into this Order;

[10] **DECLARES** that the Agreement is fair and reasonable and in the best interests of the Class Members;

[11] **APPROVES** the Agreement;

[12] **DECLARES** that all provisions of the Agreement form part of this Order and are binding upon the Defendants in accordance with the terms thereof, and upon the Plaintiffs and all Class Members in accordance with the terms of this Order;

[13] **DECLARES** that, in the event of a conflict between this Order and the Agreement, this Order shall prevail;

[14] **APPROVES**:

(a) the Second Notice, generally in the form attached as Schedules

(anglais) et C (français) au présent jugement;

(b) le Plan de distribution des avis, généralement sous la forme en annexe D au présent jugement;

(c) le Plan de répartition, généralement sous la forme en annexe E au présent jugement; et

(d) le Formulaire de réclamation, généralement sous la forme en annexes F (anglais) et G (français) au présent jugement;

[15] **DÉCLARE** que l'Administrateur peut mettre en œuvre une procédure permettant aux firmes de courtage de présenter des réclamations au nom de leurs clients;

[16] **ORDONNE** que les Membres du Groupe soient avisés du présent jugement, de l'approbation de l'Entente, du Plan de répartition et de la Date limite de réclamation, généralement sous la forme du Deuxième avis, lequel sera publié et diffusé conformément au Plan de distribution des avis;

[17] **ORDONNE** qu'après la publication et la distribution du Deuxième avis conformément au Plan de distribution des avis, les Avocats du Groupe déposeront une lettre confirmant la publication et la distribution dudit avis conformément au Plan de distribution des avis;

B (English) and C (French) to this Order;

(b) the Notice Plan, generally in the form attached as Schedule D to this Order;

(c) the Plan of Allocation, generally in the form attached as Schedule E to this Order; and

(d) the Claim Form, generally in the form attached as Schedules F (English) and G (French) to this Order;

[15] **DECLARES** that the Administrator may implement a procedure permitting brokers to make claims on behalf of their clients;

[16] **ORDERS** that the Class Members shall be given notice of this Order, the approval of the Agreement, the Plan of Allocation, and the Claims Bar Deadline, substantially in the form of the Second Notice, published and disseminated in accordance with the Notice Plan;

[17] **ORDERS** that after publication and distribution of the Second Notice in accordance with the Notice Plan, Class Counsel shall file with the Court a letter confirming the publication and distribution of said notice in accordance with and as required by the Notice Plan;

[18] **DÉCLARE** que la Date limite de réclamation est fixée à 90 jours de la dernière publication du Deuxième avis;

[19] **ORDONNE** que, pour participer à l'Entente, un Membre du Groupe doit transmettre un Formulaire de réclamation dûment complété, avec tous les documents justificatifs requis, à l'Administrateur au plus tard à la Date limite de réclamation, à moins que la Cour n'en ordonne autrement;

[20] **ORDONNE** que les réclamations des Membres du Groupe seront recouvrées collectivement, conformément à la structure du Plan de répartition;

[21] **ORDONNE** que l'Administrateur doit informer toute personne ou entité dont la réclamation est rejetée du processus de référence disponible lui permettant d'en appeler de sa décision;

[22] **DÉCLARE** que les parties, les Avocats du Groupe, l'Administrateur ou l'Arbitre peuvent demander à la Cour des directives concernant la mise en œuvre et/ou l'administration du Plan de répartition ou relativement à toute autre question;

[23] **ORDONNE** que toute Partie peut demander à la Cour des directives concernant la résiliation de l'Entente conformément à ses modalités ou toute question s'y rapportant;

[18] **DECLARES** that the Claims Bar Deadline is set at 90 days from the last publication of the Second Notice;

[19] **ORDERS** that to participate in the Agreement, a Class Member must file a duly completed Claim Form, and all supporting documentation, with the Administrator on or before the Claims Bar Deadline, unless the Court orders otherwise;

[20] **ORDERS** that the Class Members' claims are to be recovered collectively, in accordance with the structure of the Plan of Allocation;

[21] **ORDERS** that the Administrator must inform any Claimant whose claim is denied of the reference process available to appeal from its decision;

[22] **DECLARES** that the parties, Class Counsel, the Administrator, or the Referee may apply to this Court for directions in respect of the implementation and/or the administration of the Plan of Allocation or relating to any other matter;

[23] **ORDERS** that any Party may apply to this Court for directions in respect of the termination of the Agreement in accordance with its terms or any matter relating thereto;

[24] **ORDONNE** que nulle personne ne peut intenter une action contre les Demandeurs, les Défendeurs, l'Administrateur, l'Arbitre, ou leurs employés, assureurs, réassureurs, administrateurs, dirigeants, partenaires, agents, fiduciaires, préposés, compagnies mères, consultants, souscripteurs, prêteurs, conseillers, avocats, représentants, successeurs, prédécesseurs, ayants droit et chacun de leurs héritiers, exécuteurs testamentaires, avocats, administrateurs, tuteurs, successions, fiduciaires et ayants droit respectifs pour toute question relative à l'administration du Plan de répartition ou à l'exécution du présent jugement, sauf avec la permission de la Cour;

[25] **APPROUVE** les ententes d'honoraires conclues entre les Avocats du Groupe et Steven Holcman et Tarique Plummer;

[26] **DÉCLARE** que les Honoraires des Avocats du Groupe sont justes et raisonnables;

[27] **ORDONNE** que les Honoraires des Avocats du Groupe d'un montant de 1/3 (33,33 pourcent) de 11 000 000 $ CA plus les débours de 283,985.02 $, plus les taxes, seront payés à même le compte d'entiercement immédiatement après la Date d'entrée en vigueur;

[28] **RÉSERVE** au Fonds d'aide aux actions collectives le droit de prélever sur tout reliquat éventuel le pourcentage prévu par le *Règlement sur le pourcentage prélevé par le*

[24] **ORDERS** that no person may bring any action against any Party, the Administrator, the Referee, or their employees, insurers, reinsurers, directors, officers, partners, agents, trustees, servants, parents, consultants, underwriters, lenders, advisors, lawyers, representatives, successors, predecessors, assigns, or each of their respective heirs, executors, attorneys, administrators, guardians, estates, trustees, successors and assigns, for any matter relating to the administration of the Plan of Allocation or the implementation of this Order, except with leave of the Court;

[25] **APPROVES** the fee agreements entered into between Class Counsel and Steven Holcman and Tarique Plummer;

[26] **DECLARES** that Class Counsel Fees are fair and reasonable;

[27] **ORDERS** that Class Counsel Fees in the amount of 1/3 (33.33 percent) of CDN $11,000,000 plus disbursements in the amount of $283,985.02, plus taxes shall be paid from the Escrow Account forthwith after the Effective Date;

[28] **RESERVES** the *Fonds d'aide aux actions collectives'* rights to withhold from any balance the percentage provided for in the *Regulation respecting the percentage withheld*

Fonds d'aide aux actions collectives (RLRQ, c. F-3.2.0.1.1, r. 2);

[29] **PREND ACTE** de l'engagement des Avocats du Groupe de rembourser au Fonds d'aide aux actions collectives un montant de 275 175,13 $ en remboursement intégral de l'aide financière versée, à la réception du paiement des Honoraires des Avocats du Groupe, et leur **ORDONNE** de s'y conformer;

[30] **ORDONNE** à l'Administrateur de transmettre un rapport détaillé d'administration aux Parties, à la Cour et au Fonds d'aide aux actions collectives, indiquant notamment, le montant des Honoraires des Avocats du Groupe versés aux Avocats du Groupe, le montant des frais d'avis et Frais d'administration, le solde du fonds d'indemnisation après Distribution, le nombre et la valeur des fonds non encaissés, le reliquat, s'il en subsiste, le montant prélevé par le Fonds d'aide aux actions collectives, ainsi que le solde du reliquat qui sera versé à un organisme de bienfaisance, et ce, conformément aux articles 59 et 60 du *Règlement de la Cour supérieure du Québec en matière civile* (RLRQ, c. C-25.01, r. 0.2.1);

[31] **ORDONNE** que les firmes de courtage doivent présenter toute demande pour remboursement à l'Administrateur dans les trente (30) jours de calendrier

by the Fonds d'aide aux actions collectives (chapter F-3.2.0.1.1, r. 2);

[29] **ACKNOWLEDGES** the undertaking by Class Counsel to reimburse to the *Fonds d'aide aux actions collectives* an amount of $275,175.13 in full reimbursement of the financial assistance paid, upon receipt of payment of Class Counsel Fees, and **ORDERS** them to comply with it;

[30] **ORDERS** the Administrator to send a detailed report on its administration to the Parties, the Court and the *Fonds d'aide aux actions collectives*, indicating, among other things, the amount of Class Counsel Fees paid to Class Counsel, the amount of the notice costs and Administration Expenses, the balance of the Compensation Fund after Distribution, the number and value of the funds not cashed out, the remaining balance, if any, and the amount withheld for *Fonds d'aide aux actions collectives*, and any remaining balance to be distributed *cy-près* to a charitable organization, in accordance with sections 59 and 60 of the *Regulation of the Superior Court of Québec in civil matters* (chapter C-25.01, r. 0.2.1);

[31] **ORDERS** that brokerage firms must submit their request for reimbursement to the Administrator within thirty (30) calendar days of

de la réception du Deuxième avis de la part de l'Administrateur;

[32] **DÉCLARE** que toute partie peut demander la résiliation de l'Entente conformément à ses modalités et l'annulation du présent jugement, demande à laquelle les autres parties ne s'opposeront pas, si le présent jugement est infirmé en appel;

[33] **ORDONNE** aux Parties de demander un jugement de clôture lorsque l'administration du règlement sera complétée;

[34] **DÉCLARE** que la Cour demeurera saisie du dossier pour toute question pouvant être soulevée par les Parties relativement à la mise en œuvre de l'Entente, et ce, jusqu'à ce qu'elle ait rendu un jugement de clôture;

[35] **LE TOUT**, sans frais.

receiving the Second Notice from the Administrator;

[32] **DECLARES** that either Party may seek to terminate the Agreement in accordance with its terms and to vacate this Order, which motion the other Party shall not oppose, in the event that this Order is reversed on appeal;

[33] **ORDERS** the Parties to apply for a closing judgment when the administration of the settlement is completed;

[34] **DECLARES** that the Court will remain seized of the file for any issue that may be raised by the Parties in relation to the implementation of the Agreement until it has rendered a closing judgment;

[35] **THE WHOLE**, without costs.



L'HONORABLE LUKASZ GRANOSIK, J.C.S.

Me Shawn Faguy
Me Maryam d'Hellencourt
FAGUY & CIE AVOCATS
Avocats des demandeurs

Me Stéphanie Lapierre
Me Frédéric Paré
Me Melis Celikaksoy
STIKEMAN ELLIOTT LLP
Avocats des défendeurs Lightspeed Commerce inc. et al.

Me Eric Préfontaine
Me Josy-Ann Therrien
OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L./S.R.L.
Avocats de la défenderesse PriceWaterhouseCoopers LLP

Date d'audience : 21 novembre 2025

ANNEXE "A"

CANADA

PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
NO.: 500-06-001164-215

SUPERIOR COURT

(Class Actions)

STEVEN HOLCMAN

and

TARIQUE PLUMMER

Plaintiffs

v.

LIGHTSPEED COMMERCE INC., formerly known as LIGHTSPEED POS INC.

and

DAX DASILVA, JEAN PAUL CHAUVET, MARIE-JOSÉE LAMOTHE, PATRICK PICHETTE, ROB WILLIAMS, PAUL McFEETERS, MERLINE SAINTIL, DANIEL MICAK, ASHA BAKSHANI, BRANDON NUSSEY

and

PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

Defendants

SETTLEMENT AGREEMENT

Executed as of the 16th day of July, 2025

TABLE OF CONTENTS

SECTION 1 – RECITALS **5**
1.1 WHEREAS 5
SECTION 2 – DEFINITIONS **6**
2.1 Definitions 6
SECTION 3 – THE APPLICATIONS **12**
3.1 Nature of Applications 12
SECTION 4 – NON-REFUNDABLE EXPENSES **12**
4.1 Payments 12
4.2 Disputes Concerning Non-Refundable Expenses 13
SECTION 5 – THE SETTLEMENT AMOUNT **13**
5.1 Payment of Escrow Settlement Amount 13
5.2 Interim Investment of Escrow Account 14
5.3 Taxes on Interest 14
SECTION 6 – NO REVERSION **14**
SECTION 7 - DISTRIBUTION OF THE ESCROW SETTLEMENT AMOUNT **14**
SECTION 8 – EFFECT OF SETTLEMENT **15**
8.1 No Admission of Liability 15
8.2 Agreement Not Evidence 15
8.3 Restrictions on Information **16**
8.4 Best Efforts 16
SECTION 9 – LEAVE, AUTHORIZATION, AND SETTLEMENT APPROVAL **16**
SECTION 10 – NOTICE TO THE CLASS **17**
10.1 Form and Distribution of Notices 17
10.2 First Notice 17
10.3 Second Notice 17
10.4 Report to the Court 17
10.5 Notice of Termination 17
SECTION 11 – OPTING OUT **18**
11.1 Potential Opt-Outs 18
11.2 Opt-Out Procedure 18
11.3 Notification of Number of Opt-Outs 18
SECTION 12 – TERMINATION OF THE AGREEMENT **19**
12.1 General 19

12.2 Allocation of Monies in the Escrow Account Following Termination 20
12.3 Disputes Relating to Termination 21
SECTION 13 – DETERMINATION THAT THE SETTLEMENT IS FINAL 21
SECTION 14 – INSOLVENCY, BANKRUPTCY, OR FAILURE TO PAY 21
SECTION 15 – RELEASES AND JURISDICTION OF THE COURT 22
15.1 Release of Releasees 22
15.2 No Further Claims 22
SECTION 16 – ADMINISTRATION 23
16.1 Appointment of the Administrator 23
16.2 Appointment of the Referee 23
16.3 Information and Assistance from the Defendants 23
16.4 Claims Process 24
16.5 Disputes Concerning the Decisions of the Administrator 24
16.6 Conclusion of the Administration 24
SECTION 17 – THE PLAN OF ALLOCATION 25
SECTION 18 – CLASS COUNSEL FEES 25
18.1 Application for Approval of Class Counsel Fees 25
18.2 Payment of Class Counsel Fees 25
SECTION 19 – MISCELLANEOUS 26
19.1 Applications for Directions 26
19.2 Defendants Have No Responsibility or Liability for Administration 26
19.3 Headings, Terms, and Computation of Time 26
19.4 Governing Law and Jurisdiction of the Court 27
19.5 Entire Agreement 27
19.6 Modification of the Agreement 27
19.7 Binding Effect 27
19.8 Survival 28
19.9 Negotiated Agreement 28
19.10 Confidentiality 28
19.11 Recitals and Schedules 29
(a) Schedule "A" – First Order 29
(b) Schedule "B" – First Notice 29
(c) Schedule "C" – Notice Plan 29
(d) Schedule "D" – Second Order 29

(e) Schedule "E" – Second Notice 29
(f) Schedule "F" – Plan of Allocation 29
(g) Schedule "G" – Opt-Out Form 29
19.12 Acknowledgements 29
19.13 Authorized Signatures 29
19.14 Counterparts 30
19.15 Translation 30
19.16 Notice 30
19.17 Date of Execution 31

SETTLEMENT AGREEMENT

SECTION 1 – RECITALS

1.1 WHEREAS

A. On or about October 1, 2021, an Application for Authorization to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec *Securities Act* and Application to Institute a Class Action was filed. As amended, it alleges misrepresentations of material facts in Lightspeed's public filings and statements approved by the Defendants;

B. The Defendants have denied and continue to deny each and all of the claims and allegations of wrongdoing made by the Plaintiffs in this application and, more generally, in the Proceedings (defined below), including any and all allegations that the Plaintiffs and/or the Class Members have suffered any harm or damage whatsoever due to the Defendants' actions, and all claims and allegations of wrongdoing or liability against them arising out of any of the conduct, statements, acts, or omissions alleged in the Proceedings;

C. Neither leave to commence a secondary market securities claim under section 225.4 of the Québec *Securities Act* ("**Leave**"), nor authorization to bring a class action under article 574 of the *Code of Civil Procedure* ("**Authorization**") for primary and secondary market securities claims as well as for civil law liability, has been granted in the Proceedings;

D. The Plaintiffs and the Defendants, through their respective counsel, have engaged in hard-fought and extensive arm's-length settlement discussions and negotiations in respect of the Proceedings, resulting in this Agreement;

E. As a result of these settlement discussions and negotiations, the Parties have entered into the Agreement, without any admission of liability;

F. The Agreement embodies all of the terms and conditions of the Agreement binding the Parties, individually and on behalf of the Class, subject to approval of the Court;

G. The Parties enter this Agreement to fully, definitively, and permanently resolve, settle, release, and discharge all claims asserted, or which could have been asserted, against the Defendants by the Plaintiffs on their own behalf and/or on behalf of the Class they seek to represent, in connection with the causes of action alleged directly or indirectly in the Proceedings;

H. The Parties' objective in executing the Agreement is to put the Proceedings to rest to avoid the further expense, inconvenience, and distraction of burdensome litigation, as well as the risks inherent to uncertain, complex, and protracted litigation;

I. The Plaintiffs, Class Counsel, and the Defendants agree that neither this Agreement, nor any statement made in the negotiation thereof, shall be deemed or construed to be an admission by or evidence against the Defendants or evidence of the truth of any of the Plaintiffs' allegations against the Defendants, which allegations are expressly denied by the Defendants;

J. The Plaintiffs and Class Counsel have reviewed and fully understand the terms of this Agreement. Based on their analyses of the facts and law applicable to the Plaintiffs' claims, having regard to the burdens and expense in prosecuting the Proceedings, including the risks and uncertainties associated with trials and appeals, and having regard to the Settlement Amount to be paid by the Contributing Parties, the Plaintiffs and Class Counsel have concluded that this Agreement is fair, reasonable, and in the best interests of the Plaintiffs and the Class;

K. The Parties therefore wish to, and hereby do, finally resolve, without admission of liability, the Proceedings as against the Defendants;

L. The Defendants consent to the Leave and Authorization of the Proceedings solely for the purposes of implementing this Agreement and contingent on the approval of the Court, on the express understanding that such consent, Leave or Authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason;

M. The Plaintiffs assert that they are adequate representatives for the Class they seek to represent and will seek to be appointed representative Plaintiffs in the Proceedings for the purpose of implementing this Agreement.

NOW THEREFORE, in consideration of the covenants, agreements, promises, and releases set forth herein, the receipt and sufficiency of which are hereby acknowledged, the Parties agree that the Proceedings be settled, subject to the approval of the Agreement by the Court, and that all Released Claims against the Defendants be forever extinguished on the following terms and conditions:

SECTION 2 – DEFINITIONS

2.1 Definitions

For the purposes of the Agreement, including the recitals and schedules hereto:

(1) ***Administration Expenses*** means all fees, disbursements, expenses, costs, taxes, and any other amounts incurred or payable relating to the approval, implementation, and administration of this Agreement, including the costs of translating, publishing, and delivering notices and the fees, disbursements, and taxes paid to the Administrator, the Referee, and any other expenses approved by the Court. Administration Expenses shall be paid from the Settlement Amount. For greater certainty, Administration Expenses include the Non-Refundable Expenses, but do not include Class Counsel Fees;

(2) ***Administrator*** means XX or the third-party firm appointed by the Court to administer the Agreement, and any employees of such firm;

(3) ***Agreement*** means the settlement provided for in this agreement, including any recitals and schedules hereto;

(4) ***Authorization*** means authorization to bring a class action under article 574 of the *Code of Civil Procedure*, c-25.01;

(5) ***Authorized Claimant*** means any Class Member who has been approved for compensation by the Administrator;

(6) ***Claim Form*** means the form or forms to be approved by the Court, which, when completed and submitted in a timely manner to the Administrator, enable(s) a Class Member to apply for compensation pursuant to the Agreement;

(7) ***Claims Bar Deadline*** means the date by which each Class Member must file a Claim Form and all required supporting documentation with the Administrator, which date shall be set out in the Second Notice and which shall be by 5:00 p.m. EST on a date at least ninety (90) days after the date on which the Second Notice is last published;

(8) ***Class or Class Members*** means (other than Excluded Persons):

i. **Primary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding United States residents who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering in the United States between September 11, 2020 and September 28, 2021; and

ii. **Secondary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on the secondary market on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding investors who acquired Lightspeed

Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on a U.S. exchange between September 11, 2020 and September 28, 2021;

(9) ***Class Counsel*** means Faguy & Co. Barristers & Solicitors Inc. and LPC Avocats Inc.;

(10) ***Class Counsel Fees*** means the fees, disbursements, costs, GST and PST, and other applicable taxes or charges of Class Counsel, and a *pro rata* share of all interest earned on the Settlement Amount to the date of payment, as approved by the Court;

(11) ***Class Period*** means the period from March 7, 2019 to November 3, 2021, inclusively;

(12) ***Collateral Agreement*** means the agreement executed contemporaneously with this Agreement, which sets the Opt-Out Threshold, the terms of which shall be kept confidential unless the Court requires disclosure thereof.

(13) ***Contributing Parties*** means the Defendants (excluding PricewaterhouseCoopers LLP), in the amount of CDN$10,300,000, and PricewaterhouseCoopers LLP, in the amount of CDN$700,000;

(14) ***Court*** means the Superior Court of Québec;

(15) ***Defendants*** means Lightspeed Commerce Inc., PricewaterhouseCoopers LLP, Dax Dasilva, Jean-Paul Chauvet, Marie-Josée Lamothe, Patrick Pichette, Rob Williams, Paul McFeeters, Merline Saintil, Daniel Micak, Asha Bakshani, and Brandon Nussey;

(16) ***Effective Date*** means the date when the Second Order has been issued and the time for any appeals therefrom has expired;

(17) ***Eligible Securities*** means the securities held by the Class Members that are the basis for inclusion in the Primary Market or Secondary Market sub classes;

(18) ***Escrow Account*** means the interest bearing CDN currency trust account with one of the Canadian Schedule 1 banks or a liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to, or better than, that of an interest bearing account in a Canadian Schedule 1 bank in Québec, initially under the control of Class Counsel subject to the terms of the Agreement, and then after the funds are transferred to the Administrator on or after the Effective Date, the account controlled by the Administrator containing the funds transferred by Class Counsel;

(19) ***Escrow Settlement Amount*** means the Settlement Amount plus any interest accruing thereon as a result of investment thereof, after payment of all Non-Refundable Expenses;

(20) ***Excluded Persons*** means the Defendants and, at all relevant times, members of their immediate families, their legal representatives, heirs, successors and/or assigns, directors, officers, subsidiaries, and affiliates;

(21) ***First Application*** means the application brought before the Court for orders:

(i) granting Authorization and Leave for settlement purposes only;

(ii) setting the date for the hearing of the Second Application;

(iii) approving the form of the First Notice;

(iv) approving and authorizing publication and dissemination of the First Notice pursuant to the Notice Plan;

(v) approving the Opt-Out Form;

(vi) appointing the Administrator to receive and report on objections and opt-outs, if any; and

(vii) appointing the Referee;

(22) ***First Notice*** means, collectively, the notice to the Class in a form to be approved by the Court, which shall substantially be in accordance with the notice at Schedule "B", and a French translation thereof;

(23) ***First Order*** means the order made by the Court granting the relief sought on the First Application, substantially in the form of the orders at Schedule "A";

(24) ***Fonds d'aide aux actions collectives*** means the agency and legal person established in the public interest as per the *Act respecting the Fonds d'aide aux actions collectives*, CQLR c F-3.2.0.1.1, to whom the Administrator will remit the percentage provided for by the applicable legislation and regulations;

(25) ***Leave*** means leave to commence a secondary market securities claim under section 225.4 of the QSA (defined below);

(26) ***Non-Refundable Expenses*** means certain Administration Expenses stipulated in section 4.1(1) of the Agreement to be paid from the Settlement Amount;

(27) ***Notice Plan*** means the plan for disseminating the First Notice and the Second Notice to the Class, as approved by the Court, which shall substantially be in accordance with Schedule "C";

(28) ***NYSE*** means the New York Stock Exchange;

(29) ***Opt-Out Deadline*** means the date to be specified in the First Notice which shall be 30 days after the date on which the First Notice is last published;

(30) ***Opt-Out Form*** means the documents in English and French, as approved by the Court, which shall substantially be in accordance with the documents at Schedule "G", which, if properly completed and submitted by a Class Member to the Administrator before the expiry of the Opt-Out Deadline, shall exclude that Class Member from the Class, the Proceedings, and participation in the Agreement;

(31) ***Opt-Out Parties*** means, collectively, all persons who would otherwise be Class Members who validly opted out of the Proceedings, each individually being an "***Opt-Out Party***";

(32) ***Opt-Out Threshold*** means the total number of Eligible Securities required to be held by all Opt-Out Parties in order to trigger the Defendants' right to terminate this Agreement in accordance with section 12.2 hereof;

(33) ***Opting Out*** means properly completing and submitting an Opt-Out Form and all necessary supporting documents before the expiry of the Opt-Out Deadline;

(34) ***Parties*** means the Plaintiffs and the Defendants;

(35) ***Plaintiffs*** means Steven Holcman and Tarique Plummer;

(36) ***Plan of Allocation*** means the plan, as approved by the Court, which shall substantially be in accordance with Schedule "F";

(37) ***Proceedings*** means all the proceedings, exhibits, and argument plans filed (or that could have been filed in the future) by the Parties in the Superior Court record no. 500-06-001164-215;

(38) ***QSA*** means the Québec *Securities Act*, CQLR c V-1.1;

(39) ***Referee*** means Mtre Jonathan Nuss (https://www.jnuss.ca/) or such other person or persons appointed by the Court to serve in that capacity;

(40) ***Released Claims*** (or ***Released Claim*** in the singular) means any and all manner of claims, demands, actions, suits, causes of action, whether class, individual or otherwise in nature, whether personal or subrogated, damages whenever and wherever incurred, and rights and liabilities of any nature whatsoever, including interest, costs, expenses, Administration Expenses, penalties, Class Counsel Fees and lawyers' fees, known or unknown, suspected or unsuspected, in law, under statute, civil law, common law, or equity, that the Releasors, or any of them, whether directly, indirectly, derivatively, or in any other capacity, ever had, now have,

or hereafter can, shall, or may have as against the Releasees relating or connected in any way to the causes of action alleged in the Proceedings, including, without limitation, any such claims that have been asserted, would have been asserted, or could have been asserted, whether in Canada or elsewhere, as a result of or in any connection with the purchase, retention, or sale, or lack of purchase or sale, of Eligible Securities in the Class Period;

(41) ***Releasees*** means the Defendants and their respective past and present affiliates and subsidiaries, and each of their respective insurers, reinsurers, directors, officers, partners, employees, agents, trustees, servants, parents, consultants, advisors, lawyers, representatives, successors, predecessors, assigns, and each of their respective heirs, executors, attorneys, administrators, guardians, estates, trustees, successors, and assigns;

(42) ***Releasors*** means, jointly and severally, the Plaintiffs, the Class Members (excluding those who have validly opted out), including any person having a legal and/or beneficial interest in the Eligible Securities purchased or acquired by the Plaintiffs or these Class Members, and their respective past and present predecessors, affiliates, subsidiaries, directors, officers, employees, partners, parents, agents, trustees, servants, consultants, shareholders, advisors, representatives, lawyers, heirs, executors, attorneys, administrators, guardians, estate trustees, successors, and assigns, as the case may be;

(43) ***Second Application*** means the application brought in the Court for orders:

(a) approving the Agreement;

(b) approving the Second Notice;

(c) approving the Plan of Allocation;

(d) approving the Claim Form;

(e) setting the Claims Bar Deadline; and

(f) approving Class Counsel Fees;

(44) ***Second Notice*** means, collectively, the notice to the Class in a form to be approved by the Court, which shall substantially be in accordance with Schedule "E", and a French translation thereof;

(45) ***Second Order*** means the order made by the Court granting the relief sought on the Second Application, substantially in the form of the orders at Schedule "D";

(46) ***Settlement Amount*** means CDN$11,000,000, inclusive of capital, interest, additional indemnity, Administration Expenses, Class Counsel Fees, taxes, and any other costs or

expenses related to the Proceedings or the Agreement. The Settlement Amount will be distributed in accordance with the formula contained in the Plan of Allocation to be approved by the Court. For greater certainty, the Releasees shall have no obligation to pay any amount in addition to the Settlement Amount for any reason whatsoever; and

(47) **TSX** means the Toronto Stock Exchange.

SECTION 3 – THE APPLICATIONS

3.1 Nature of Applications

(1) The Parties shall use their best efforts to implement the Agreement and to secure the prompt, complete, and final resolution of the Proceedings.

(2) The First Application shall be brought as soon as is reasonably possible following the execution of the Agreement. The Defendants shall consent to the First Order provided that it is substantially in the form at Schedule "A".

(3) Following the ruling on the First Application, the First Notice shall be published in accordance with section 10.2 of the Agreement.

(4) Following the completion of all steps in the First Order, the Second Application will be brought and the Defendants shall consent to the Second Order provided that it is substantially in the form at Schedule "D".

(5) Following the ruling on the Second Application, provided that the Agreement is approved by the Court, the Second Notice shall be published in accordance with section 10.3 of the Agreement.

SECTION 4 – NON-REFUNDABLE EXPENSES

4.1 Payments

(1) Expenses reasonably incurred for the following purposes shall be the Non-Refundable Expenses and shall be payable from the Escrow Account when incurred:

(a) the costs incurred in connection with establishing and operating the Escrow Account;

(b) the costs incurred for translating, publishing, and disseminating the First Notice and the Second Notice;

(c) the costs of the Administrator and Referee in connection with receiving objections, ruling on contested Opt-Out Forms, managing References, and reporting to the Court, plus reasonable and documented disbursements and applicable taxes;

(d) the costs incurred in translating the Agreement and Opt-Out Form;

(e) if necessary, the costs incurred in translating, publishing, and disseminating the notice to the Class that the Agreement has been terminated; and

(f) if the Court appoints the Administrator or the Referee and, thereafter, the Agreement is terminated, the costs reasonably incurred by the Administrator or the Referee for performing the services required to prepare to implement the Agreement up to the time of termination, including any mailing expenses.

(2) Class Counsel shall account to the Court and the Parties for all payments they make from the Escrow Account. In the event that the Agreement is terminated, this accounting shall be delivered no later than ten (10) days after such termination. In any other scenario, the Administrator will provide a statement of account of the Escrow Account to the Parties, upon request, on a quarterly basis until the distribution is final.

4.2 Disputes Concerning Non-Refundable Expenses

Any dispute concerning the entitlement to or quantum of Non-Refundable Expenses shall be dealt with by application to the Court on notice to the Parties. All Parties shall have standing in respect of such application, should they deem it appropriate to intervene or otherwise make representations.

SECTION 5 – THE SETTLEMENT AMOUNT

5.1 Payment of Escrow Settlement Amount

Each Contributing Party's contribution will be paid to Class Counsel no later than ten (10) days after the execution of this Agreement. PricewaterhouseCoopers shall not be liable solidarily with the other defendants for their respective contributions. Only Lightspeed Commerce inc. and the individual defendants will be liable solidarily for their CDN$10,300,000 contribution.

5.2 Interim Investment of Escrow Account

Class Counsel, or (when the Agreement becomes final) the Administrator, shall hold the Settlement Amount in the Escrow Account and shall invest the Settlement Amount in a liquid money market account or equivalent security with a rating equivalent to, or better than, that of an interest bearing account in a Canadian Schedule 1 bank and shall not pay out any amount from the Escrow Account, except in accordance with the terms of the Agreement, including, but not limited to:

(a) Payment of Class Counsel Fees, pursuant to section 18.2 of the Agreement; and

(b) Payment to the *Fonds d'aide aux actions collectives*; each pursuant to the Agreement and Second Order.

5.3 Taxes on Interest

(1) Except as provided in section 5.3(2) of the Agreement, all taxes payable on any interest which accrues in relation to the Settlement Amount, shall be solely the Class' responsibility and shall be paid by Class Counsel or the Administrator, as required, from the Escrow Settlement Amount.

(2) The Defendants shall have no liability for any taxes payable on the interest, unless this Agreement is terminated, in which case the interest earned on the Settlement Amount in the Escrow Account or otherwise shall be paid to the Contributing Parties who, in such case, shall be responsible for the payment of all taxes on such interest not previously paid by Class Counsel.

SECTION 6 – NO REVERSION

Unless the Agreement is terminated as provided herein or otherwise by the Court, the Defendants shall not, under any circumstances, be entitled to the repayment of any portion of the Settlement Amount, the whole in accordance with the terms provided herein.

SECTION 7 - DISTRIBUTION OF THE ESCROW SETTLEMENT AMOUNT

(1) If the Agreement becomes final as contemplated by section 13 of the Agreement, Class Counsel shall transfer the amount in the Escrow Account, less Class Counsel Fees and Non-Refundable Expenses, to the Administrator.

(2) The Administrator shall then distribute the amount received from the Escrow Account in accordance with the following priorities:

(a) to pay all the costs and expenses reasonably and actually incurred in connection with the provision of notices, locating Class Members for the sole purpose of providing notice to them, and soliciting Class Members to submit a Claim Form (including the notice expenses reasonably and actually incurred by the Administrator in connection with the provision of notice of this Agreement to Class Members). For greater certainty, the Defendants are specifically excluded from eligibility for any payment of costs and expenses under this subsection;

(b) to pay all the costs and expenses reasonably and actually incurred by the Administrator and the Referee, relating to determining eligibility, the filing of Claim Forms, processing Opt-Out Forms and Claim Forms, resolving disputes arising from the processing of Claim Forms, and administering and distributing the Escrow Settlement Amount;

(c) to pay any taxes required by law to be paid to any governmental authority; and

(d) to pay a *pro rata* share of the balance of the Escrow Settlement Amount to each Authorized Claimant in proportion to his/her/its claim as recognized in accordance with the Plan of Allocation.

SECTION 8 – EFFECT OF SETTLEMENT

8.1 No Admission of Liability

Neither the Agreement, nor anything contained herein, shall be interpreted as a concession or admission of wrongdoing or liability by the Releasees, or as a concession or admission by the Releasees of the truthfulness or merit of any claim or allegation asserted in the Proceedings. Neither the Agreement, nor anything contained herein, shall be used or construed as an admission by the Releasees of any fault, omission, liability, or wrongdoing in connection with the matters alleged in the Proceedings or any oral or written statement, release or written document or financial report relating thereto. The Defendants expressly deny any and all allegations of fault, liability, wrongdoing, or damages.

8.2 Agreement Not Evidence

(1) Whether or not the Agreement is terminated, the Parties agree that neither the Agreement, nor anything contained herein, nor any of the negotiations or proceedings connected therewith, nor any related document, nor any other action taken to carry out the Agreement shall be referred to, offered as evidence, or received in evidence in any current or

future civil, criminal, quasi-criminal, regulatory, or administrative action or proceeding, in any jurisdiction, as being a presumption, concession, or admission:

(a) of the validity of any claim that has been or could have been asserted in the Proceedings by the Plaintiffs against any of the Defendants, or the weakness of any defence that has been or could have been asserted in the Proceedings;

(b) of wrongdoing, fault, neglect, or liability by any of the Defendants; or

(c) that the consideration to be given hereunder represents the amount that could be or would have been recovered in the Proceedings after trial.

(2) Notwithstanding section 8.2(1) of the Agreement, the Agreement may be referred to or offered as evidence in a proceeding to approve or enforce the Agreement, to defend against the assertion of Released Claims, and as otherwise required by law.

8.3 Restrictions on Information

The Parties and their counsel are prohibited from divulging to anyone for any purpose any non-public information obtained in the course of the negotiation, preparation, or execution of this Agreement, without the prior written consent of the other Party or unless ordered by the Court to do so.

8.4 Best Efforts

The Parties shall use their best efforts to implement the terms of the Agreement. The Parties agree to hold in abeyance all steps in the Proceedings, other than proceedings provided for in the Agreement, the First Application, the Second Application, and such other proceedings required to implement the terms of the Agreement, until the date the Agreement becomes final or the date of termination of the Agreement.

SECTION 9 – LEAVE, AUTHORIZATION, AND SETTLEMENT APPROVAL

The Defendants shall consent to the Leave application under section 225.4 of the QSA and Authorization to bring a class action under article 574 of the *Code of Civil Procedure* solely for the purposes of implementing this Agreement and contingent on the approval by the Court as provided for in this Agreement, on the express understanding that such consent, Leave, or Authorization shall not derogate from the respective rights of the Parties in the event that this Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect for any reason, and

will be deemed to have been without prejudice to any position that any of the Parties may later take.

SECTION 10 – NOTICE TO THE CLASS

10.1 Form and Distribution of Notices

(1) The notices shall be in a form agreed upon by the Parties and approved by the Court or, if the Parties cannot agree on the form of the notices, the notices shall be in a form ordered by the Court.

(2) The notices shall be disseminated by a method agreed upon by the Parties and approved by the Court or, if the Parties cannot agree on a method for disseminating the notices, the notices shall be disseminated by a method ordered by the Court.

10.2 First Notice

Class Counsel shall cause the First Notice to be translated, published, and disseminated in accordance with this section and the Notice Plan, and the costs of doing so shall constitute a Non-Refundable Expense as provided in section 4.1(1)(b) of the Agreement.

10.3 Second Notice

Class Counsel shall cause the Second Notice to be translated, published, and disseminated in accordance with this section and the Notice Plan, and the costs of so doing shall constitute a Non-Refundable Expense as provided in section 4.1(1)(b) of the Agreement.

10.4 Report to the Court

Forthwith after the publication and dissemination of each of the notices required by this section, Class Counsel shall file with the Court an affidavit confirming that the notices have been translated, published, and disseminated in accordance with the Agreement and the Notice Plan, or with an order of the Court.

10.5 Notice of Termination

(1) If the Agreement is not approved, is terminated, or otherwise fails to take effect, the Class shall be given notice of such event.

(2) Class Counsel shall cause the notice of termination to be translated, published, and disseminated, in a form approved by the Court, in accordance with this section. The costs

of so doing shall constitute a Non-Refundable Expense as provided in section 4.1(1)(e) of the Agreement.

SECTION 11 – OPTING OUT

11.1 Potential Opt-Outs

The Parties and their counsel represent and warrant that they will not encourage or solicit any Class Member to opt out of the Class.

11.2 Opt-Out Procedure

(1) Each Class Member who wishes to opt out must submit a properly completed Opt-Out Form, along with true copies of: (i) all trade confirmation slips regarding Eligible Securities during the Class Period (and ten days after the end of the Class Period); or (ii) all monthly statements with information concerning transactions of Eligible Securities during the Class Period (and ten days after the end of the Class Period) (the "**Supporting Documents**") to the Administrator and the Court on or before the Opt-Out Deadline, in accordance with the Opt-Out procedure approved by the Court.

(2) If a Class Member fails to submit a properly completed Opt-Out Form and/or all required Supporting Documents before the Opt-Out Deadline, the Class Member shall not have opted out from the Proceedings, subject to any order of the Court to the contrary, and will in all respects be subject to, and bound by, the provisions of the Agreement and the releases contained herein, and any orders made in the Proceedings.

(3) The Opt-Out Deadline shall not be extended unless the Court orders otherwise.

(4) All Opt-Out Parties will be excluded from any and all rights and obligations arising from the Agreement. Class Members who do not opt out shall be bound by the Agreement and the terms of the Agreement regardless of whether he/she/it files a Claim Form or receives compensation from the Settlement Amount.

(5) With respect to any potential Class Member who validly opted out from the Proceedings, the Defendants reserve all of their legal rights and defenses.

11.3 Notification of Number of Opt-Outs

Within five (5) days after the Opt-Out Deadline, the Administrator shall report to the Court and to the Parties as to the number of Opt-Out Parties, the number of Eligible Securities held by each Opt-Out Party, and the total number of Eligible Securities collectively held by all

Opt-Out Parties. The Administrator shall also provide a summary of the information provided by each Opt-Out Party.

SECTION 12 – TERMINATION OF THE AGREEMENT

12.1 General

(1) This Agreement may be terminated by the Parties if:

(a) the Second Order is not granted by the Court;

(b) the Second Order is granted by the Court, but the form of the order issued is substantially different from the form at Schedule "D";

(c) the Second Order is granted by the Court but is reversed on appeal and the reversal becomes final; or

(d) the Opt-Out Threshold is exceeded, as provided for in section 12.2 of the Agreement, at the Defendants' sole discretion.

(2) The failure of the Court to approve in full Class Counsel's request for Class Counsel Fees shall not be grounds to terminate the Agreement.

(3) In the event that the Agreement is terminated in accordance with its terms, or is not approved by the Court, or any order comprising the Second Order is reversed, vacated or terminated by any appellate court and/or the Second Order does not become final:

(a) the Parties will be restored to their respective positions prior to the execution of the Agreement (subject to the provisions of this Agreement);

(b) the Parties will consent to orders setting aside any order granting Leave under the QSA and Authorization of a class action under the *Code of Civil Procedure* for settlement purposes;

(c) subject to section 12.1(4) of the Agreement, the Agreement will have no further force and effect and no effect on the rights of the Parties;

(d) the Leave and Authorization of the Proceedings will be deemed to have been without prejudice to any position that any of the Parties may later take;

(e) any amounts paid to establish and operate the Escrow Account, translate, publish or disseminate the Agreement, the First Notice, the Second Notice, or the notice of termination, if any, are non-recoverable from the Plaintiffs and the Class Members in accordance with section 4.1(1) of the Agreement;

(f) the Settlement Amount plus any interest earned since the amounts were deposited will be returned to the Contributing Parties in the proportion in which they each contributed, less any Non-Recoverable Expenses that have already been properly incurred; and

(g) the Agreement will not be introduced into evidence or otherwise referred to in any litigation or proceeding against the Defendants.

(4) Notwithstanding the provisions of section 12.1(3)(c) of the Agreement, if the Agreement is terminated, the provisions of this section and sections 2, 4, 5.2, 5.3, 8.1, 8.2, 8.3, 10.5, 12.1(3), 12.1(4), 12.3, 12.4, 16.1(2), 16.3(4), 16.5(2), 16.6(2), 19.1, 19.2, 19.3, 19.4, 19.5, 19.7(2), 19.8, 19.9, 19.10, 19.11, 19.12, 19.13, 19.14, 19.15, 19.16, 19.17 shall survive termination and shall continue in full force and effect.

12.2 Effect of Exceeding the Opt-Out Threshold

(1) Notwithstanding any other provision in the Agreement, the Defendants, in their sole discretion, may elect to terminate the Agreement if the Opt-Out Threshold is exceeded provided its election is made within ten (10) business days of receiving notice from the Administrator or Class Counsel of the information described in section 11.3 of the Agreement. If the Defendants do not elect to terminate the Agreement (or do not notify Plaintiffs of their decision to terminate the Agreement) within this period, their right to terminate the Agreement pursuant to the provisions of this section will expire.

(2) If the Opt-Out Threshold is not exceeded, the Defendants' right to terminate the Agreement pursuant to the provisions of this section is inoperative.

(3) The Opt-Out Threshold shall be kept confidential by the Parties and their counsel, and may be shared with the Court under seal solely for the purposes of the Second Application, but shall not be otherwise disclosed by the Parties and their counsel, unless disclosure is ordered by the Court or the Defendants provide prior written consent to disclosure.

12.3 Allocation of Monies in the Escrow Account Following Termination

(1) The Administrator and/or Class Counsel shall account to the Court for the amounts maintained in the Escrow Account. If the Agreement is terminated, this accounting shall be provided no later than ten (10) days after termination.

(2) If the Agreement is terminated, the Defendants shall, within thirty (30) days after termination, apply to the Court for an order:

(a) declaring the Agreement null and void and of no force or effect, except for the provisions of those sections listed in section 12.1(4) of the Agreement;

(b) requiring the notice of termination to be sent out to the Class Members, and confirming the form and method of disseminating such a notice;

(c) setting aside, *nunc pro tunc*, all prior orders or judgments entered in accordance with the terms of the Agreement, except for those provisions that are deemed to survive or which should reasonably remain in effect;

(d) authorizing the payment to the Contributing Parties' counsel in trust, in accordance with their clients' respective contributions, directly or indirectly, to the Escrow Account, of:

(i) all funds received by Class Counsel from any of the Contributing Parties and not yet paid into the Escrow Account pursuant to section 4.1 of the Agreement; and

(ii) all funds in the Escrow Account, including accrued interest, minus any amounts paid out of the Escrow Account as Non-Refundable Expenses in accordance with the terms of the Agreement.

12.4 Disputes Relating to Termination

The Court shall rule on any dispute relating to the termination of the Agreement based on an application notified to all Parties.

SECTION 13 – DETERMINATION THAT THE SETTLEMENT IS FINAL

(1) The Agreement shall be considered final on the Effective Date.

(2) Within twenty (20) days after the Effective Date, Class Counsel shall transfer the Escrow Account to the Administrator.

SECTION 14 – INSOLVENCY, BANKRUPTCY, OR FAILURE TO PAY

If one or more of the Contributing Parties becomes insolvent, files for bankruptcy, or fails to pay its contribution to the Settlement Amount, the Plaintiffs may apply to the Court for the immediate homologation of the Agreement. The Defendants shall not oppose this application.

SECTION 15 – RELEASES AND JURISDICTION OF THE COURT

15.1 Release of Releasees

As of the Effective Date, provided that the Settlement Amount has been deposited into the Escrow Account, the Releasors, in exchange for and in consideration of the foregoing, and inasmuch as the terms and conditions of the Agreement are approved by the Court, fully, definitively, and permanently resolve, settle, and release the Releasees from all Released Claims related to or connected with, directly or indirectly, the Proceedings against the Defendants by the Plaintiffs on their own behalf and/or on behalf of the Class they seek to represent, to avoid the further expense, inconvenience, distraction, or burdensome litigation and risks inherent to this uncertain, complex, and protracted litigation, and thereby put to rest the Proceedings.

15.2 No Further Claims

(1) Upon the Effective Date and provided that the Settlement Amount has been deposited into the Escrow Account, the Releasors and Class Counsel shall not now nor hereafter institute, continue, maintain, or assert, directly or indirectly, whether in Canada or elsewhere, on their own behalf or on behalf of any class or any other person (including on behalf of any Opt-Out Party), any action, suit, cause of action, claim, or demand against any Releasee or any other person who may claim contribution or indemnity from any Releasee in respect of any Released Claim. Furthermore, Class Counsel shall not assist, support, encourage, or otherwise cooperate with any third party in the institution, continuation or assertion of any such action, suit, cause of action, claim, or demand against any Releasee or any other person who may claim contribution or indemnity from any Releasee in respect of any Released Claim.

(2) For greater certainty, the Releasors acknowledge that they may subsequently discover facts adding to those they now know, but nonetheless agree that on the Effective Date, they shall have fully, definitively, and permanently settled, waived, released, and discharged all claims, irrespective of whether they were unknown, unsuspected, nor disclosed. By this Agreement, the Releasors waive any right they might have under any statute, rule, regulation, law, common law, civil law, in equity or otherwise relating to the Proceedings, whether known or unknown, and accept to be barred against the commencement of new claims in this regard and each Class Member shall be deemed to have waived and relinquished such right. The Releasors agree to this waiver of their own volition, with full knowledge of its consequences. This waiver was negotiated and constitutes a key element of the Agreement.

SECTION 16 – ADMINISTRATION

16.1 Appointment of the Administrator

(1) The Court will appoint the Administrator to serve until further order of the Court, to implement the Agreement and the Plan of Allocation, in accordance with the terms and conditions and with the powers, rights, duties, and responsibilities set out in the Agreement and the Plan of Allocation.

(2) If the Agreement is terminated, the Administrator's fees, disbursements, and taxes will be set in the manner provided for at section 4.1(1)(f) of the Agreement.

(3) If the Agreement becomes final as contemplated by section 13 of the Agreement, the Court will set the Administrator's compensation and payment schedule.

16.2 Appointment of the Referee

(1) The Court will appoint the Referee, who will have the powers, duties, and responsibilities set out in the Agreement and the Plan of Allocation.

(2) The fees, disbursements, and taxes of the Referee will be set by the Court and shall not exceed CDN$10,000, exclusive of disbursements and applicable taxes. The Referee will be entitled to seek an increase of this sum, if required. When directed by the Court, the Administrator will pay the Referee from the Escrow Settlement Amount.

16.3 Information and Assistance from the Defendants

(1) Within thirty (30) days of the approval of the Agreement, upon request, the Defendants will provide whatever assistance the Administrator may reasonably require to identify Class Members.

(2) The Defendants will identify a person to whom the Administrator may address any requests for information in respect of section 16.3(1) of the Agreement. The Defendants agree to make reasonable efforts to answer any reasonable inquiry from the Administrator in order to facilitate the administration and implementation of the Agreement and the Plan of Allocation.

(3) Class Counsel and/or the Administrator may use the information obtained pursuant to sections 16.3(1) and (2) of the Agreement only for the purposes of delivering the Second Notice and administering and implementing the Agreement and the Plan of Allocation.

(4) Any information obtained or created in the administration of the Agreement is confidential and, except as required by law, shall be used and disclosed only for the purpose of distributing notices and the administration of the Agreement and Plan of Allocation.

16.4 Claims Process

(1) In order to seek payment from the Escrow Settlement Amount, a Class Member must submit a completed Claim Form to the Administrator, in accordance with the provisions of the Plan of Allocation, on or before the Claims Bar Deadline. Any Class Member who fails to do so shall not share in any distribution made in accordance with the Plan of Allocation, unless the Court orders otherwise.

(2) In order to remedy any deficiency in the completion of a Claim Form, the Administrator may require and request that additional information be submitted by a Class Member who submits a Claim Form. Such Class Member shall have until the later of thirty (30) days from the date of the request from the Administrator or the Claims Bar Deadline to rectify the deficiency. Any person who does not respond to such a request for information within the thirty (30) day period shall be forever barred from receiving any payment pursuant to the Agreement, subject to an order of the Court to the contrary, but will in all other respects be subject to, and bound by, the provisions of the Agreement and the releases contained herein.

16.5 Disputes Concerning the Decisions of the Administrator

(1) In the event that a Class Member disputes the Administrator's decision, in whole or in part, the Class Member may appeal the decision to the Referee in accordance with the Plan of Allocation. The decision of the Referee will be final with no right of appeal.

(2) No action shall be instituted against the Releasees, the Defendants, the Defendants' counsel, Class Counsel, the Administrator or the Referee for any decision made in the administration of the Agreement and Plan of Allocation without an order from the Court authorizing such an action.

16.6 Conclusion of the Administration

(1) Following the Claims Bar Deadline, and in accordance with the terms of the Agreement, the Plan of Allocation, and any further order of the Court, as may be necessary or as circumstances may require, the Administrator shall distribute the Escrow Settlement Amount to Authorized Claimants.

(2) No claims or appeals shall be instituted against the Releasees, the Defendants, the Defendants' counsel, the Contributing Parties, Class Counsel, the Administrator, or the Referee based on distributions made substantially in accordance with the Agreement and the Plan of Allocation.

(3) Upon the conclusion of the administration, or at such other time(s) as the Court may direct, the Administrator shall report to the Court on the administration and shall account for all monies it has received, administered, and disbursed. The Administrator must obtain an order from the Court to be discharged as Administrator.

SECTION 17 – THE PLAN OF ALLOCATION

(1) The Defendants shall have no obligation to consent to but shall not oppose the approval of the Plan of Allocation.

(2) Nothing in this Agreement shall be construed as an acknowledgement that the Defendants have standing to make any submissions regarding the Plan of Allocation.

SECTION 18 – CLASS COUNSEL FEES

18.1 Application for Approval of Class Counsel Fees

(1) At the hearing of the Second Application, Class Counsel shall seek the approval of Class Counsel Fees to be paid as a first charge on the Escrow Settlement Amount. Class Counsel are not precluded from making additional applications to the Court for expenses incurred as a result of implementing the terms of the Agreement. All amounts awarded on account of Class Counsel Fees shall be paid from the Escrow Settlement Amount.

(2) The Defendants acknowledge that they are not parties to the application concerning the approval of Class Counsel Fees. They will have no involvement in the approval process to determine the amount of Class Counsel Fees and they will not make any submissions to the Court concerning Class Counsel Fees.

(3) Any order or proceeding relating to Class Counsel Fees, or any appeal from any order relating thereto or reversal or modification thereof, shall not operate to terminate or cancel the Agreement or affect or delay the finality of the Second Order and the settlement of the Proceedings as provided herein. The Court's approval or determination of Class Counsel Fees shall have no effect on the validity of this Agreement, and any order or proceeding relating to the Class Counsel Fees, or any appeal of any order relating thereto or to their cancellation or modification, shall not have the effect of terminating or canceling the Agreement.

18.2 Payment of Class Counsel Fees

(1) Forthwith after the Agreement becomes final, as contemplated in section 13 of the Agreement, Class Counsel shall be entitled to and shall be paid the Class Counsel Fees approved by the Court from the Escrow Account.

SECTION 19 – MISCELLANEOUS

19.1 Applications for Directions

(1) Any one or more Parties, Class Counsel, the Administrator, or the Referee may apply to the Court for directions in respect of any matter relating to the Agreement and Plan of Allocation.

(2) All applications contemplated by the Agreement shall be on notice to the Parties.

19.2 Defendants Have No Responsibility or Liability for Administration

Except for the Contributing Parties' obligation to pay the Settlement Amount and the Defendants' obligation to provide the information and assistance contemplated by section 16.3(1) and (2), none of the Releasees, Defendants, or Defendants' counsel shall have any responsibility for or any liability whatsoever with respect to the administration or implementation of the Agreement and Plan of Allocation, including, without limitation, the processing and payment of claims by the Administrator.

19.3 Headings, Terms, and Computation of Time

(1) In the Agreement:

(a) the division of the Agreement into sections and the insertion of headings are for convenience of reference only and shall not affect the construction or interpretation of the Agreement;

(b) the terms "the Agreement", "herein", "hereto" and similar expressions refer to the Agreement and not to any particular section or other portion of the Agreement;

(c) unless otherwise indicated, all amounts referred to are in lawful money of Canada; and

(d) "person" means any legal entity including, but not limited to, individuals, corporations, sole proprietorships, general or limited partnerships, limited liability partnerships, or limited liability companies.

(2) In the computation of time in the Agreement, except where a contrary intention appears:

(a) where there is a reference to a number of days between two events, they shall be counted by excluding the day on which the first event happens and including the day on which the second event happens, including all calendar days; and

(b) only in the case where the time for doing an act expires on a holiday, the act may be done on the next day that is not a holiday.

19.4 Governing Law and Jurisdiction of the Court

(1) The Agreement shall be governed by and construed and interpreted in accordance with the laws of the Province of Québec.

(2) The Court shall exercise jurisdiction with respect to the implementation, administration, interpretation, and enforcement of the terms of the Agreement.

19.5 Entire Agreement

The Agreement constitutes the entire agreement between the Parties and supersedes all prior and contemporaneous understandings, undertakings, negotiations, representations, promises, agreements, agreements in principle, and memoranda of understanding in connection herewith. None of the Parties will be bound by any prior obligations, conditions or representations with respect to the subject matter of the Agreement, unless expressly incorporated herein.

19.6 Modification of the Agreement

The Agreement may not be modified or amended except in writing and on consent of all Parties and any such modification or amendment must be approved by the Court.

19.7 Binding Effect

(1) If the Agreement is approved by the Court and becomes final as contemplated in section 13, the Agreement shall be binding upon, and enure to the benefit of, the Plaintiffs, the Class Members, the Defendants, the Releasees, the Releasors, and all of their respective heirs, executors, predecessors, successors, and assigns. Without limiting the generality of the foregoing, each and every covenant and agreement made herein by the Plaintiffs shall be binding upon all Releasors and each and every covenant and agreement made herein by the Defendants shall be binding upon all of the Releasees.

(2) The person signing the Agreement represents and warrants (as applicable) that:

(a) he/she has all requisite corporate power and authority to execute, deliver, and perform the Agreement and to consummate the transaction contemplated hereby on his/her own behalf;

(b) the execution, delivery, and performance of the Agreement and the consummation of the Proceedings contemplated herein have been duly authorized by all necessary corporate action;

(c) the Agreement has been duly and validly executed and delivered by him/her and constitutes legal, valid, and binding obligations; and

(d) he/she agrees to use his/her best efforts to satisfy all conditions precedent to the Effective Date.

19.8 Survival

The representations and warranties contained in the Agreement shall survive its execution and implementation.

19.9 Negotiated Agreement

The Agreement has been the subject of negotiations and many discussions among the Parties. Each of the undersigned has been represented and advised by competent counsel, such that any statute, case law, or rule of interpretation or construction that would or might cause any provision to be construed against the drafters of the Agreement shall have no force and effect. Drafts of the Agreement, or any agreement in principle, shall have no bearing upon the proper interpretation of the Agreement.

19.10 Confidentiality

(1) The Plaintiffs and Class Counsel agree and undertake that they will not disclose, comment on or in any other way publicize the terms of the Agreement, or invite, encourage or assist the media in commenting thereon, other than in accordance with this section, and the Plaintiffs and Class Counsel warrant that they have put in place the necessary procedures and precautions to ensure compliance with this section.

(2) The Parties agree not to disclose the substance of the negotiations that led to this Agreement including the merits of any positions taken by any Party, except as required to provide the Court with information necessary to approve the Agreement. Notwithstanding the foregoing, any Defendants may disclose information contained in the Agreement to a regulatory authority if it determines that disclosure is required.

(3) In any public discussion of, comment on, press release or communication of any kind about this Agreement and the Plan of Allocation, the Parties and their counsel agree and undertake to describe the Agreement as fair, reasonable, and in the best interests of the Class, and refrain from:

(a) Contradicting this Agreement, including the recitals, or making statements which are inconsistent with the terms thereof; or

(b) Disparaging any of the Parties, their counsel, or their experts.

It being understood that Lightspeed Commerce Inc.'s press release dated June 16, 2025, does not contradict the present Agreement.

19.11 Recitals and Schedules

(1) The recitals and schedules to the Agreement are material and integral parts hereof and are fully incorporated into, and form part of, the Agreement.

(2) The schedules to the Agreement are:

(a) Schedule "A" – First Order

(b) Schedule "B" – First Notice

(c) Schedule "C" – Notice Plan

(d) Schedule "D" – Second Order

(e) Schedule "E" – Second Notice

(f) Schedule "F" – Plan of Allocation

(g) Schedule "G" – Opt-Out Form

19.12 Acknowledgements

Each of the Parties hereby represents, affirms, and acknowledges that:

(a) he, she or its representative has the authority to bind the Party with respect to the matters set forth herein and has read and understood the Agreement;

(b) the terms of the Agreement and the effects thereof have been fully explained to him, her or its representative by his, her or its counsel; and

(c) he, she or its representative fully understands each term of the Agreement and its effect.

19.13 Authorized Signatures

Each of the undersigned represents that he or she is fully authorized to enter into the terms and conditions of, and to execute, the Agreement on behalf of the Party for which he or she is signing.

19.14 Counterparts

The Agreement may be executed in counterparts, all of which taken together will be deemed to constitute one and the same Agreement, and a facsimile or PDF signature shall be deemed an original signature for purposes of executing the Agreement.

19.15 Translation

The Parties have requested that the Agreement and all related documents be prepared in English; *les parties ont demandé que la présente convention et tous les documents connexes soient rédigés en anglais*. Nevertheless, a French translation of the Agreement will be prepared, the cost of which shall be paid from the Settlement Amount. In the event of any dispute as to the interpretation or application of the Agreement, the English version shall govern.

19.16 Notice

Any notice, instruction, application for court approval, or application for directions or court orders sought in connection with the Agreement or any other report or document to be given by any of the Parties to any of the other Parties shall be in writing and delivered personally, by facsimile, or e-mail during normal business hours, or sent by registered or certified mail, or courier postage paid as follows:

For the Plaintiffs

FAGUY & CO.
Barristers & Solicitors Inc.
329 de la Commune Street West, Suite 200
Montreal, QC H2Y 2E1

ELIZABETH MELOCHE
Tel: 514.285.8100 x228
Fax: 514.285.8050
Email: emeloche@faguyco.com

SHAWN K. FAGUY
Tel: 514.285.8100 x225
Fax: 514.285.8050
Email: sfaguy@faguyco.com

For PricewaterhouseCoopers LLP:

OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000 De La Gauchetière Street West, Suite 2100
Montréal, QC H3B 4W5

ÉRIC PRÉFONTAINE
Tel: 514.904.5282
Fax: 514.904.8101
Email: eprefontaine@osler.com

For the Lightspeed defendants:

STIKEMAN ELLIOTT LLP
1155, René-Levesque Blvd W., Suite 4100
Montréal, QC H3B 3V2

STÉPHANIE LAPIERRE
Tel: 514.397.3029
Fax: 514.397.3222
Email: slapierre@stikeman.com

FRÉDÉRIC PARÉ
Tel: 514.397.3690
Fax: 514.397.3222
Email: fpare@stikeman.com

19.17 Date of Execution

The Parties have executed the Agreement as of the date on the cover page.

Tarique Plummer

Steven Holcman

PricewaterhouseCoopers LLP

By: _____
Name
Title

Docusign Envelope ID: 226675A2-74DE-4F22-85D6-954ABC0EB9E4

For PricewaterhouseCoopers LLP:

OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000 De La Gauchetière Street West, Suite 2100
Montréal, QC H3B 4W5

ÉRIC PRÉFONTAINE
Tel: 514.904.5282
Fax: 514.904.8101
Email: eprefontaine@osler.com

For the Lightspeed defendants:

STIKEMAN ELLIOTT LLP
1155, René-Levesque Blvd W., Suite 4100
Montréal, QC H3B 3V2

STÉPHANIE LAPIERRE
Tel: 514.397.3029
Fax: 514.397.3222
Email: slapierre@stikeman.com

FRÉDÉRIC PARÉ
Tel: 514.397.3690
Fax: 514.397.3222
Email: fpare@stikeman.com

19.17 Date of Execution

The Parties have executed the Agreement as of the date on the cover page.

DocuSigned by:
DFF4BC2FE86B4AA...

Tarique Plummer

Steven Holcman

PricewaterhouseCoopers LLP

By: _____
Name
Title

Docusign Envelope ID: 99AB7B81-88BF-490A-AA30-4A85AA688B4D

For PricewaterhouseCoopers LLP:

OSLER, HOSKIN & HARCOURT LLP
1000 De La Gauchetière Street West, Suite 2100
Montréal, QC H3B 4W5

ÉRIC PRÉFONTAINE
Tel: 514.904.5282
Fax: 514.904.8101
Email: eprefontaine@osler.com

For the Lightspeed defendants:

STIKEMAN ELLIOTT LLP
1155, René-Levesque Blvd W., Suite 4100
Montréal, QC H3B 3V2

STÉPHANIE LAPIERRE
Tel: 514.397.3029
Fax: 514.397.3222
Email: slapierre@stikeman.com

FRÉDÉRIC PARÉ
Tel: 514.397.3690
Fax: 514.397.3222
Email: fpare@stikeman.com

19.17 Date of Execution

The Parties have executed the Agreement as of the date on the cover page.

_____
Tarique Plummer

_____
Steven Holcman

PricewaterhouseCoopers LLP

By: DocuSigned by: [signature] 3BF6D64C60824DC...
Name Michael Paterson
Title Partner

Docusign Envelope ID: 72292F2F-32C2-437B-8CC0-8BFA3D289979

Lightspeed Commerce Inc.

DocuSigned by:

By: _____
ECAD37F9ECA94C5...
Dax Dasilva
Title CEO

DocuSigned by:

_____
ECAD37F9ECA94C5...
Dax Dasilva

DocuSigned by:
Paul McFeeters
3B579FF1817543D...
Paul McFeeters

DocuSigned by:
JP Chauvet
F2916456004A486...
Jean-Paul Chauvet

DocuSigned by:
Merline Saintil
9C05477BA57D4E2...
Merline Saintil

DocuSigned by:
Marie-Josée Lamothe
9B2CACE42C53439...
Marie-Josée Lamothe

DocuSigned by:
Dan Micak
F2B9CC5E68FE478...
Daniel Micak

DocuSigned by:
Patrick Pichette
1A90C1840924460...
Patrick Pichette

DocuSigned by:
Asha Baksani
D4B599E26B11478...
Asha Baksani

Signed by:
Rob Williams
EA9D60426B2F460...
Rob Williams

Signed by:
Brandon Nussey
558CF064FCE5485...
Brandon Nussey

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC

DISTRICT OF MONTRÉAL
No.: 500-06-001164-215

SUPERIOR COURT
(Class Action)

STEVEN HOLCMAN *ET AL.*

Plaintiffs

v.

LIGHTSPEED COMMERCE INC. *ET AL.*

Defendants

ORDER

---

[1] CONSIDERING that the Plaintiffs seek an order (1) granting, for settlement purposes only and without admission, their *Re-Re-Amended Application to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec* Securities Act *and for Authorization to Institute a Class Action* dated December 27, 2024; (2) setting the date for the hearing of the settlement approval application (the "**Approval Hearing**"); (3) approving the form, content, and method of dissemination of the first notice to class members; (4) approving the opt-out form; (5) setting the deadline for objections and opt-outs to be delivered; (6) appointing the administrator to receive and report on objections and opt-outs, if any; and (7) appointing the referee;

[2] CONSIDERING that:

(a) the parties have entered into a settlement agreement (the "**Agreement**"), subject to Court approval, a copy of which is attached as Schedule "A" to this Order;
(b) XX consents to act as administrator;
(c) the administrator shall report to the Court and the parties regarding opt-outs and objections;
(d) Mtre Jonathan Nuss consents to act as the referee;

FOR THESE REASONS, the Court:

DECLARES that the definitions set out in the Agreement apply to this Order, except if modified herein;

GRANTS the Plaintiffs' *Re-Re-Amended Application to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec* Securities Act *and for Authorization to Institute a Class Action* dated December 27, 2024 for settlement purposes only and without admission;

APPOINTS the plaintiffs Steven Holcman and Tarique Plummer as representative plaintiffs of the persons included in the Class described as:

"Class" and "Class Members" are comprised of the following, other than the Excluded Persons (as defined below):

(a) **Primary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding United States residents who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering in the United States between September 11, 2020 and September 28, 2021; and

(b) **Secondary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on the secondary market on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding investors who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on a U.S. exchange between September 11, 2020 and September 28, 2021;

DECLARES that the following persons are excluded from the Class ("Excluded Persons"): Defendants and, at all relevant times, members of their immediate families, their legal representatives, heirs, successors and/or assigns, directors, officers, subsidiaries, and affiliates;

APPOINTS XX as Administrator to receive opt-outs and objections to the proposed Agreement from putative Class Members;

APPOINTS Mtre Jonathan Nuss (info@jnuss.ca) as Referee;

APPROVES:

(a) the First Notice in French and English, generally in the form attached as Schedule "B" to this Order;

(b) the Plan of Notice, generally in the form attached as Schedule "C" to this Order; and

(c) the Opt-Out Form in French and English, generally in the form attached as Schedule "D" to this Order;

ORDERS that the deadline for providing objections and opt-outs shall be 5:00pm EST on •, 2025 the ("**Opt-Out Deadline**"), and shall not be extended unless ordered by the Court;

ORDERS that:

(a) each Class Member who wishes to opt-out must submit, by mail, email or courier, a properly completed Opt-Out Form and all required supporting documents to the Administrator and the Superior Court of Québec by the Opt-Out Deadline; and

(b) if a Class Member fails to submit a properly completed Opt-Out Form or all required supporting documents to the Administrator and the Superior Court of Québec by the Opt-Out Deadline, the Class Member shall be deemed not to have opted out of the Agreement, subject to any further order of the Court;

ORDERS that within five (5) days after the Opt-Out Deadline, the Administrator shall report to the Court and to the Parties as to the number of Opt-Out Parties, the number of Eligible Securities held by each Opt-Out Party, and the total number of Eligible Securities collectively held by all Opt-Out Parties. The Administrator shall also provide a summary of the information provided by each Opt-Out Party;

ORDERS that, if the Opt-Out Threshold is exceeded, the Defendants may elect to terminate the Agreement, provided that written notice of the election to terminate is provided to Class Counsel within ten business (10) days after they receive the report from the Administrator on Opt-Out Parties required by this judgment;

DECLARES that the Court will decide whether to:

(a) approve the Agreement;

(b) approve the Class Counsel Fees;

(c) approve the Second Notice advising Class Members that the Agreement has been approved and describing how they may submit Claim Forms to participate in the distribution of the Escrow Settlement Amount and the deadline by which to do so; and

(d) deal with any related matters;

at the Approval Hearing to be held on November 21, 2025, beginning at 9:30 a.m. at the Superior Court of Québec, 1 Notre Dame St. East, Montréal, Québec;

ORDERS that on or before •, 2025, the putative Class Members shall be given notice of this Order, including the Approval Hearing date, by:

(a) Class Counsel publishing

i. The First Notice in English XX

ii. The First Notice, in French XX

(b) Class Counsel posting the first Notice in English and French on their website www.faguyco.com;

(c) Lightspeed Commerce Inc. sharing the First Notice in English and French through a link accessible on its Investor Relations webpage at investors.lightspeedhq.com; and **[NTD: Modalities in connection thereto to be particularized by the parties (e.g. link identification, location on investor relations section of LSPD's website, period during which link will appear)]**

(d) The Administrator displaying internet banners containing abbreviated notice content as well as an embedded link to the website for 10 (ten) days as of XX;

ORDERS that Class Counsel shall, five (5) days prior to the commencement of the Approval Hearing, send a letter to the Court confirming compliance with the provisions above;

DECLARES that, at the Approval Hearing, the Court will consider objections to the Agreement if the objections are sent in written form to the Administrator by no later than •, 2025;

ORDERS that the written objections must include the following:

(a) the objector's full name, current mailing address, telephone number, and email address, as may be available;

(b) the number of securities purchased as of March 7, 2019 and held after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, along with all relevant trading records;

(c) a brief statement of the nature of and the reasons for the objection; and

(d) whether the objector or a representative intends to appear at the Approval Hearing in person or by counsel, and if by counsel, the name, address, telephone number, telecopier number, and email address of counsel.

ORDERS that the Administrator shall, on or before •, 2025, report to the Court the name of each person who objected and copies of any materials filed in connection with the objection;

ORDERS that the expenses relating to the implementation of this Order, including the costs associated with the translation and publication of the notice and the fees, disbursements, and taxes of the Administrator, shall be paid by Class Counsel from the Escrow Settlement Amount as Non-Refundable Expenses;

DECLARES that the Parties may apply to this Court for directions in respect of the implementation of this Order.

THE WHOLE, without costs.

THE HONOURABLE LUKASZ GRANOSIK, J. S.C.

NOTICE OF THE PROPOSED SETTLEMENT OF THE CLASS ACTION PROCEEDINGS RELATING TO LIGHTSPEED SECURITIES

READ THIS NOTICE CAREFULLY AS IT MAY AFFECT YOUR RIGHTS.

This notice is directed to all persons and entities, excluding certain persons associated with the Defendants, who acquired securities of LIGHTSPEED COMMERCE INC. or LIGHTSPEED POS INC. between March 7, 2019 and November 3, 2021 inclusively (collectively, the "Class" or "Class Members").

A proposed class action was commenced against Lightspeed Commerce Inc., several of its directors and officers, and PricewaterhouseCoopers LLP (collectively the "**Defendants**") before the Superior Court of Québec. The plaintiffs allege that the Defendants misrepresented material facts relating to Lightspeed Commerce Inc.'s financial performance in its public filings and statements.

The parties have reached a proposed settlement, without any admission of liability, subject to the approval of the Court. This notice provides a summary of the proposed settlement and of Class Members' rights.

THE TERMS OF THE PROPOSED SETTLEMENT

The Defendants will pay CDN $11 million, in full and final settlement of all claims against them. The settlement for the Class, less the lawyers' fees and disbursements, administrator's expenses, and taxes, if approved by the Court, will be distributed to the Class on a *pro rata* basis. The settlement agreement is available at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

OPTING OUT

If you do not wish to participate in the proposed class action or receive any benefits from the settlement, you must opt out by [date: 30 days after the last publication of the First Notice]. The opt-out form and additional instructions are available at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

LAWYERS' FEES, DISBURSEMENTS, AND TAXES

The lawyers for the Class will ask the Court to approve their legal fees in the amount of 1/3 (33.33%) of CDN $11,000,000, plus disbursements, plus taxes, in accordance with their agreement with the representative plaintiffs.

THE APPROVAL HEARING

The Superior Court of Québec will be asked to authorize the proposed class action for settlement purposes only, and to approve the proposed settlement and the lawyers' fees, disbursements, and taxes at a hearing to be held on November 21, 2025 at 9:30 a.m. at the courthouse located at 1 Notre-Dame Street East, Montréal, Québec. Class Members who do not oppose the proposed settlement are not required to appear at the hearing, although they may do so if they want, in person or virtually using the following Microsoft Teams link: •.

At this point in time, Class Members are not required to take any action to indicate their desire to participate in the proposed settlement. After the approval hearing, if the settlement is approved, further notice will be given with instructions for Class Members who wish to participate. Class Members who consider it desirable or necessary to seek the advice and guidance from their own lawyer may do so at their own expense.

OBJECTIONS

Class Members have the right to object to the proposed settlement. At the approval hearing, Class Members may assert their contentions regarding the proposed settlement and the distribution of any remaining balance. The Court will consider any objections to the proposed settlement by the Class Members if the objections are

submitted in writing, by prepaid mail or e-mail to: XX, Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings". Class Members who wish to object must do so before [30 days after the last publication of the First Notice], 2025.

A written objection can be submitted in English or French and must include the following information:

(a) the objector's full name, current mailing address, telephone number, and email address, as may be available;

(b) the number of securities purchased as of March 7, 2019 and held after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, along with all relevant trading records;

(c) a brief statement of the nature of and the reasons for the objection; and

(d) whether the objector or a representative intends to appear at the hearing in person or by counsel, and if by counsel, the name, address, telephone number, telecopier number, and email address of counsel.

The Court, the plaintiffs, and the Defendants will be informed of all objections made.

QUESTIONS

Questions regarding the process should be directed to:

XX
Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings"

Other legal questions may be directed to:

Mtre Lea Bruyere
LPC Avocats Inc.
276, Saint-Jacques Street, Suite 801
Montréal, Québec, H2Y 1N3
Tel: 514.379.1572
Fax: 514.221.4441
lbruyere@lpclex.com

FOR MORE INFORMATION

Further information, including opt-out forms, is available at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed. The main documents relating to the class action proceedings are available on the *Registre des actions collectives* at https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (search by court file no. 500-06-001164-215).

NOTICE TO BROKERAGE FIRMS

XX

This notice has been approved by the Court. Questions about matters in this notice should NOT be directed to the Court.

Une version française de cet avis est disponible au https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC

DISTRICT OF MONTRÉAL
No.: 500-06-001164-215

SUPERIOR COURT
(Class Action)

STEVEN HOLCMAN *ET AL.*

Plaintiffs

v.

LIGHTSPEED COMMERCE INC. *ET AL.*

Defendants

NOTICE PLAN

---

1. Capitalized terms that are not defined in this notice plan (the "**Notice Plan**") have the meanings ascribed to them in the *Re-Re-Amended Application to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec* Securities Act *and for Authorization to Institute a Class Action* dated December 27, 2024.

2. Class Counsel have posted key information about the nature and status of the proceedings in both English and French at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed ("**Website**"). The information posted on the Website will be updated regularly. Copies of important publicly available court documents, decisions, notices, and other information relating to the proceedings are and will be accessible on the Website and/or on the *Registre des actions collectives* at https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (under file no. 500-06-001164-215).

3. The Website also provides:

   a. a bilingual communication interface, a feature that allows Class Members to submit inquiries in English and French to Class Counsel. These inquiries will be received by a designated member of the Class Counsel team who will promptly respond to them; and

   b. information in English and French enabling Class Members to contact Class Counsel free of charge should they wish to make an inquiry in person.

4. Class Counsel will retain the services of XX ("**Administrator**") to administer the Notice Plan in both languages.

NOTICE OF AUTHORIZATION AND OPT-OUT PROCEDURE

5. A first bilingual notice ("**First Notice**"), attached hereto as **Schedules "A"** (English) and **"B"** (French), and a second bilingual notice ("**Second Notice**"), attached hereto as **Schedules "C"** (English) and **"D"** (French) (collectively, "**Notices**"), will be disseminated to the Class.

6. The First Notice shall be disseminated as follows:

   a. Class Counsel shall publish the First Notice in English XX

   b. Class Counsel shall publish the First Notice in French XX

   c. Class Counsel shall post the First Notice in English and French on the website www.faguyco.com;

   d. Lightspeed Commerce Inc. shall share the First Notice in English and French through a link accessible on its Investor Relations webpage at investors.lightspeedhq.com; **[NTD: Modalities in connection thereto to be particularized by the parties (e.g. link identification, location on investor relations section of LSPD's website, period during which link will appear)]**

   e. It shall also be published on the *Registre des actions collectives*; and

   f. Class Counsel shall display internet banners containing abbreviated notice content as well as an embedded link to the website for 10 (ten) days as of XX.

7. The Second Notice shall be disseminated in a similar fashion to the First Notice.

8. No later than ten (10) business days after the date of the judgment authorizing the Notice Plan, the Administrator shall cause a copy of the Notices to be sent by electronic mail to the brokers identified in **Schedule "E"** ("**Brokers**") and request that, within ten (10) business days of receipt of the Notices from the Administrator:

   a. Each Broker shall forward a copy of the Notices to all persons or entities for whose benefit the Broker purchased or otherwise acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. during the Class Period ("**Beneficial Owners**"). The Broker shall forward the Notices to the Beneficial Owners only by email, unless regular mail is absolutely required. Each Broker shall send a statement to the Administrator confirming that the mailing, by email or regular mail, of the Notices to Beneficial Owners is completed. Each Broker shall retain its mailing records for use in connection with any further notices that may be required in connection with these proceedings; and

   b. Each Broker shall also post the Notices on internal electronic bulletin boards to their retail investors, their institutional investors, internal investment advisor, and portfolio manager network.

9. Upon full compliance with the Administrator's request, the Brokers may seek reimbursement of their reasonable expenses actually incurred in compliance with this request by providing the Administrator with proper documentation supporting the expenses for which reimbursement is sought. The Brokers may only cumulatively request up to CDN$15,000 in total for the expenses relating to the distribution of the Notices to Beneficial Owners. If the amounts submitted in the aggregate exceed CDN$15,000, each Broker's claim shall be reduced on a *pro rata* basis. Each brokerage firm must submit its account by the date specified in the Second Order to be entitled to a *pro rata* payment within ten (10) business days of sending of notice.

MONTREAL, this XX day of ___, 2025

(S) Faguy & Co.

FAGUY & CO. BARRISTERS & SOLICITORS INC.
Class Counsel

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC
DISTRICT OF MONTRÉAL
No.: 500-06-001164-215

SUPERIOR COURT
(Class Action)

STEVEN HOLCMAN *ET AL.*

Plaintiffs

v.

LIGHTSPEED COMMERCE INC. *ET AL.*

Defendants

ORDER

---

[1] **CONSIDERING** that, on or about October 1, 2021, an Application for Authorization of a Class Action and for Authorization to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec *Securities Act* was filed against the Defendants;

[2] **CONSIDERING** that, after subsequent amendments, the Re-Re-Amended Application for Authorization of a Class Action and for Authorization to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec *Securities Act* was filed by the Plaintiffs on December 27, 2024 (the "**Re-Re-Amended Application**");

[3] **CONSIDERING** that the authorization hearing was scheduled to be heard from June 9 to 11, 2025;

[4] **CONSIDERING** that the Parties, through their respective counsel, engaged in settlement negotiations that were extensive, conducted in good faith and at arm's length;

[5] **CONSIDERING** that as a result of these negotiations the Parties came to an agreement without any admission of liability;

[6] **CONSIDERING** that the Plaintiffs seek an order approving (a) the settlement agreement dated X, 2025 (the "**Agreement**"), (b) the Second Notice, (c) the Plan of Allocation, (d) the Claim Form, (e) the Claims Bar Deadline, and (f) Class Counsel Fees, as these terms are defined in the Agreement, attached hereto as Schedule A;

[7] **CONSIDERING**:

(a) the application materials;

(b) the Agreement, Schedule A;

(c) the affidavits of:

(i) • , sworn on •, 2025;

(ii) • , sworn on •, 2025;

(iii) • , sworn on •, 2025;

(iv) • , sworn on •, 2025; and

(d) the submissions of counsel;

[8] **CONSIDERING** that

(a) all parties consent to this Order, without any admission of liability;

(b) as of •, 2025, the Administrator had received • objections to the proposed settlement;

FOR THESE REASONS, the Court:

DECLARES that the definitions in the Agreement, Schedule A, apply to and are incorporated into this Order;

DECLARES that the Agreement is fair and reasonable and in the best interests of the Class Members;

APPROVES the Agreement;

DECLARES that all provisions of the Agreement form part of this Order and are binding upon the Defendants in accordance with the terms thereof, and upon the Plaintiffs and all Class Members that did not opt-out of the current proceedings in accordance with the terms of this Order;

DECLARES that, in the event of a conflict between this Order and the Agreement, this Order shall prevail;

APPROVES:

(a) the Second Notice, generally in the form attached as Schedules B (English) and C (French) to this Order;

(b) the Plan of Allocation, generally in the form attached as Schedule D to this Order; and

(c) the Claim Form, generally in the form attached as Schedules E (English) and F (French) to this Order;

DECLARES that the Administrator may implement a procedure permitting brokers to make claims on behalf of their clients if they are authorized to do so;

ORDERS that the Class Members shall be given notice of the approval of this Order, the Agreement, the Plan of Allocation, and the Claims Bar Deadline substantially in the form of the Second Notice published and disseminated in accordance with the Notice Plan;

ORDERS that after publication and distribution of the Second Notice in accordance with the Notice Plan, Class Counsel shall file with the Court an affidavit confirming the publication and distribution of said notice in accordance with and as required by the Notice Plan;

ORDERS that to participate in the Agreement, a Class Member must file a Claim Form with the Administrator on or before the Claims Bar Deadline unless the Court orders otherwise;

DECLARES that the Parties, Class Counsel, the Administrator, or the Referee may apply to this Court for directions in respect of the implementation and/or the administration of the Plan of Allocation or relating to any other matter;

ORDERS that any Party may apply to this Court for directions in respect of the termination of the Agreement in accordance with its terms or any matter relating thereto;

ORDERS that no person may bring any action against any Party, the Administrator, the Referee, or their employees, insurers, reinsurers, directors, officers, partners, employees, agents, trustees, servants, parents, consultants, underwriters, lenders, advisors, lawyers, representatives, successors, predecessors, assigns, or each of their respective heirs, executors, attorneys, administrators, guardians, estates, trustees, successors and assigns, for any matter relating to the administration of the Plan of Allocation or the implementation of this Order, except with leave of the Court;

APPROVES the fee agreements entered into between Class Counsel and Steven Holcman and Tarique Plummer;

DECLARES that Class Counsel Fees are fair and reasonable;

ORDERS that Class Counsel Fees in the amount of 1/3 (33.33 percent) of CDN $11,000,000, plus disbursements, plus taxes shall be paid from the Escrow Account forthwith after the Effective Date;

ORDERS that the levy payable to the *Fonds d'aide aux actions collectives* shall be paid according to the applicable regulations;

[NTD: Include order re: date at which brokerage firms must submit their request for reimbursement to the Administrator after discussion with the Administrator.]

DECLARES that either Party may seek to terminate the Agreement in accordance with its terms and to vacate this Order, which motion the other Party shall not oppose, in the event that this Order is reversed on appeal;

THE WHOLE, without costs.

THE HONOURABLE LUKASZ GRANOSIK, J.S.C.

NOTICE OF THE SETTLEMENT OF THE CLASS ACTION PROCEEDINGS RELATING TO LIGHTSPEED SECURITIES

Read this notice carefully as it may affect your rights.

This notice is directed to all persons and entities, excluding certain persons associated with the Defendants, who acquired securities of LIGHTSPEED COMMERCE INC. or LIGHTSPEED POS INC. between March 7, 2019 and November 3, 2021 inclusively (collectively, the "Class" or "Class Members").

A proposed class action was commenced against Lightspeed Commerce Inc., several of its directors and officers, and PricewaterhouseCoopers LLP (collectively the "**Defendants**") before the Superior Court of Québec. The plaintiffs allege that the Defendants misrepresented material facts relating to Lightspeed Commerce Inc.'s financial performance in its public filings and statements.

On ●, 2025, the Honourable Lukasz Granosik, J.S.C., approved the settlement of these proceedings without any admission of liability on the part of the Defendants, who deny any and all claims of wrongdoing. This notice provides a summary of the settlement and of what Class Members must do if they wish to receive compensation under the settlement.

SUMMARY OF THE SETTLEMENT TERMS

The Defendants will pay CDN $11 million, in full and final settlement of all claims made against them. Class counsel fees, including out-of-pocket expenses and taxes, were fixed by the Court at CDN $ ●, plus disbursements and taxes, to be paid as a first charge on the settlement amount. The settlement amount, less class counsel fees and disbursements, the Administrator's expenses, and taxes, will be distributed to the Class on a *pro rata* basis, in accordance with the Court-approved plan of allocation. The settlement agreement and plan of allocation may be viewed at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

A CLAIM FOR COMPENSATION MUST BE MADE BY [●, 2026]

Each Class Member must submit a completed Claim Form on or before ●, 2026 to receive compensation under the settlement. The Claim Form can be accessed or downloaded at www.●.com or obtained by calling the Administrator at ●. If you do not submit a completed Claim Form by ●, 2026, you will not receive any part of the net settlement amount.

The Court appointed XX as the Administrator of the settlement to, among other things: (i) receive and process Claim Forms; (ii) decide eligibility for compensation; and (iii) distribute the net settlement amount to eligible Class Members. The Claim Form should be submitted to the Administrator by using the secure online claims system at www.●.com. You may submit a paper Claim Form only if you do not have internet access. The paper Claim Form may be sent by mail or courier to:

Administrator, XX
NAME & ADDRESS
Telephone:
Toll Free:
Fax:

QUESTIONS

All questions regarding the claims process, the Claim Form, the supporting documentation, or your eligibility as a Class Member must be directed to the Administrator:

[Name and Address of the Administrator]
Telephone: ● Toll-Free: ●

Email: ●
Fax: ●

Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings"

Other questions may be directed to:

Mtre Lea Bruyere
LPC Avocats Inc.
276, Saint-Jacques Street, Suite 801
Montréal, Québec, H2Y 1N3
Tel: 514.379.1572
Fax: 514.221.4441
lbruyere@lpclex.com

FOR MORE INFORMATION

Further information is available at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed. The main documents relating to the class action proceedings are available on the *Registre des actions collectives* at https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (search by court file no. 500-06-001164-215).

NOTICE TO BROKERAGE FIRMS

XX

This notice has been approved by the Court. Questions about matters in this notice should NOT be directed to the Court.

****Une version française de cet avis est disponible au* https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.**

PLAN OF ALLOCATION

***Holcman* et al. v. *Lightspeed Commerce Inc.* et al.**

TABLE OF CONTENTS

I- DEFINED TERMS 1
II- OVERVIEW 3
III- CALCULATION OF THE DISTRIBUTION 4
IV- GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION OF THE SETTLEMENT 4
V- ADMINISTRATOR 4
VI- REFEREE 8
VII- PROCEDURE FOR REFERENCE 8
VIII- ADMINISTRATION EXPENSES 9
IX- DISTRIBUTION TO AUTHORIZED CLAIMANTS 10
X- RESTRICTION ON CLAIMS 11
XI- NO ASSIGNMENT 11
XII- ADMINISTRATOR'S FINAL REPORT TO THE COURT 11

I- DEFINED TERMS

1. The definitions set out in the settlement agreement entered into between the Plaintiffs and the Defendants on ____ ("**Agreement**") apply to and are incorporated into this Plan of Allocation, except as modified herein:

(a) "**Acquisition Expense**" means the total sum paid by the Claimant (including brokerage commissions) to acquire Eligible Securities;

(b) "**Authorized Claimant**" means any Class Member who has been approved for compensation by the Administrator and who (i) submitted a properly completed Claim Form and all required supporting documentation to the Administrator prior to the Claims Bar Deadline and (ii) is eligible to receive a Distribution from the Compensation Fund;

(c) "**Claimant**" means a Class Member who submits a properly completed Claim Form and all required supporting documentation to the Administrator on or before the Claims Bar Deadline;

(d) "**Class Period**" means the period from March 7, 2019 to and including November 3, 2021;

(e) "**Compensation Fund**" means the Settlement Amount less Class Counsel Fees, Administration Expenses, Non-Refundable Expenses, and other expenses decided by the Court;

(f) "**Defendants**" means, as the context may require, Lightspeed Commerce Inc., the Individual Defendants, and PricewaterhouseCoopers LLP;

(g) "**Court**" means the Superior Court of Québec;

(h) "**Database**" means the web-based database in which the Administrator stores information received from the Claimants and/or acquired through the claims process;

(i) "**Distribution**" means payment to Authorized Claimants in accordance with this Plan of Allocation, the Agreement, and any order of the Court;

(j) "**Distribution List**" means a list containing the name and address of each Authorized Claimant, the calculation of his/her/its net loss, and the calculation of the Authorized Claimant's *pro rata* share of the Compensation Fund;

(k) "**Eligible Securities**" means the securities held by the Class Members that are the basis for inclusion in the Primary Market or Secondary Market Sub-Classes, defined as follows (other than Excluded Persons):

i. **Primary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding United States residents who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering in the United States between September 11, 2020 and September 28, 2021; and

ii. **Secondary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on the secondary market on or after

March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding investors who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on a U.S. exchange between September 11, 2020 and September 28, 2021;

(l) "**Escrow Account**" means the trust account holding the Compensation Fund and used by the Administrator to make the Distribution in accordance with this Plan of Allocation;

(m) "**Fonds d'aide**" means the *Fonds d'aide aux actions collectives*;

(n) "***Pro Rata* Distribution"** means the Distribution to each Authorized Claimant in accordance with her/his/its proportionate share of the Compensation Fund;

(o) "**Reference**" means the procedure by which a Claimant who disagrees with the Administrator's decision relating to eligibility for compensation, the determination of the number of Eligible Securities, or the amount of her/his/its compensation, may appeal the Administrator's decision and have it reviewed by the Referee;

(p) "**Settlement Amount**" means CDN $11,000,000, inclusive of capital, interest, additional indemnity, Administration Expenses, Class Counsel Fees, taxes, and any other costs or expenses related to the Proceedings or the Agreement;

(q) "**Securities**" means securities of Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. that are or were listed for trading on the TSX, the NYSE, or on alternative trading platforms;

(r) "**Sub-Class**" means each of the Primary and Secondary Market sub-classes; and

(s) **"Website"** means the website at www.●.com.

II- OVERVIEW

2. This Plan of Allocation lays out how eligibility and Distribution to each Authorized Claimant of a share of the Compensation Fund shall be determined or calculated.

III- CALCULATION OF THE DISTRIBUTION

3. The Distribution for each Authorized Claimant will be calculated as follows:

(a) If Eligible Securities are sold after September 28, 2021 but before November 17, 2021[1]: average purchase price for Eligible Securities - average sales price for Eligible Securities X number of Eligible Securities = Authorized Claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(b) If Eligible Securities are held until Nov 17, 2021: average purchase price for Eligible Securities - $87.40 (10 day avg) X number of Eligible Securities = Authorized Claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(c) Each Authorized Claimant's *Pro Rata* Distribution = (each Authorized Claimant's total damages (i.e. (a) + (b) above) X Compensation Fund) / Total damages of all Authorized Claimants on the Distribution List.

IV- GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION OF THE SETTLEMENT

4. The administration process shall:

(a) implement and conform to the Plan of Allocation;

(b) employ secure, paperless, web-based systems with electronic registration, claim form,and record keeping, wherever practical; and

(c) be bilingual (English, French) in all respects and include a bilingual website and a bilingual toll-free telephone helpline.

V- ADMINISTRATOR

5. The Administrator shall have such powers and rights reasonably necessary to discharge its duties and obligations to implement and administer the Escrow Account and the Plan of Allocation in accordance with their terms, subject to the direction of the Court.

---

[1] November 3, 2021 plus ten (10) trading days, as per section 225.28 of the QSA, is November 17, 2021.

6. The Administrator shall administer the Plan of Allocation under the oversight and direction of the Court and act as trustee in respect of the monies held within the Escrow Account upon receipt from Class Counsel.

7. The Administrator shall, wherever practical, develop, implement, and operate an administration system utilizing web-based technology and other electronic systems for the following:

(a) receipt of information from Computershare, TMX Equity Transfer Services, Broadridge Financial Solutions Inc., or a similar firm concerning the identity and contact information of registered holders or beneficial owners of Securities, respectively;

(b) Class notification, as required;

(c) claim filing and document collection;

(d) claim evaluation, analysis, and Reference procedures;

(e) distribution analysis and Distributions;

(f) *cy près* award distribution, if any, and reporting thereon;

(g) payments of Administration Expenses; and

(h) cash management, audit control, and reporting thereon.

8. The Administrator's duties and responsibilities shall include the following:

(a) receiving the monies in the Escrow Account and investing them in trust in accordance with the Agreement;

(b) paying the levy to the Fonds d'aide based on the applicable regulation;

(c) preparing any protocols required for submission to and approval of the Court;

(d) preparing and disseminating the notices pursuant to the Notice Plan;

(e) providing notice of (i) the Second Application, namely that the settlement was approved, and (ii) details of how, where, and by when to submit completed Claim Forms;

(f) providing the hardware, software solutions, and other resources necessary for an electronic web-based bilingual claims processing center to function in a commercially reasonable manner;

(g) providing training and instructing personnel as reasonably required for the performance of its duties in the most expedient and commercially reasonable manner;

(h) developing, implementing, and operating electronic web-based systems and procedures for receiving, processing, evaluating, and making decisions regarding the claims of Class Members, including making all necessary inquiries to determine the validity of such claims;

(i) if practicable, providing any Claimant whose Claim Form is not properly completed or does not include some of the required supporting documentation an opportunity to remedy the deficiency as stipulated in the Agreement;

(j) making timely assessments of eligibility for compensation and providing prompt notice thereof;

(k) paying all taxes accruing on the interest earned in the Escrow Account and adding that interest (net of taxes) to the Compensation Fund;

(l) making Distributions from the Compensation Fund in a timely fashion;

(m) dedicating sufficient personnel to communicate with Claimants in English or French as each Claimant elects;

(n) using its best efforts to ensure that its personnel provides timely, helpful, and supportive assistance to Claimants in completing the claims application process and in responding to inquiries respecting claims;

(o) preparing for, attending, and defending its decisions at all References;

(p) distributing and reporting on any *cy près* awards;

(q) making payments of Administration Expenses;

(r) maintaining a Database with all information necessary to enable the Court to evaluate the progress of the administration, as may, from time to time, be required;

(s) reporting to the Court regarding claims received and administered, and Administration Expenses; and

(t) preparing such financial statements, reports, and records as directed by the Court.

9. The Administrator shall pay the levy to the Fonds d'aide based on applicable regulations.

10. The Administrator shall pay all of the costs and expenses reasonably and actually incurred in connection with the provision of notices, locating Class Members for the sole purpose of providing notice to them, soliciting Class Members to submit a Claim Form, including the notice expenses reasonably and actually incurred by the Administrator and brokerage firms in connection with the provision of notice of the Agreement to Class Members (provided, however, that the Administrator shall not pay in excess CAD $15,000 in the aggregate to all brokerage firms and, if the aggregate amount claimed by such brokerage firms exceeds CAD $15,000, then the Administrator shall distribute the sum of CAD $15,000 to such brokerage firms on a pro rata basis).

11. The Administrator shall cause the information in the Database to be secured and accessible from the Website to an individual with a user identification name and password.

12. Information in the Database concerning a claim shall be accessible to the Claimant electronically. Each Claimant shall use a unique personal user identification name and personal password that will permit the Claimant to access only his/her/its own information in the Database.

13. Once a Claim Form and required supporting documentation is received by the Administrator, the Administrator shall:

(a) determine the number of Eligible Securities;

(b) decide whether the Claimant is eligible to participate in the Distribution; and

(c) calculate the *Pro Rata* Distribution.

14. Once the Administrator determines a Claimant's Authorized Claimant status, the respective number of his, her or its Eligible Securities and his, her or its *Pro Rata* Distribution from the Compensation Fund, the Administrator shall advise the Claimant of the Administrator's decision by posting it on the Claimant's online claim file.

15. The Administrator may deal with Claimants in a manner that is not through an electronic medium, as and when it determines that such a step is feasible and/or necessary. However, in all cases, the information acquired concerning Claimants shall be entered into the Database.

16. A decision of the Administrator in respect of a claim and any Claimant's entitlement to participate in or receive a share of the Distribution will be final and binding upon the Claimant and the Administrator, subject to the Claimant's right to refer the decision to the Referee for review.

VI- REFEREE

17. The Referee shall have such powers and rights as are reasonably necessary to discharge his duties and obligations.

18. The Referee shall establish and employ a summary procedure to review any disputes arising from a decision of the Administrator, and may enter into such mediation and arbitration proceedings as the Referee deems necessary.

19. All decisions of the Referee shall be in writing and shall be final and conclusive. There shall be no appeal therefrom.

VII- PROCEDURE FOR REFERENCE

20. If a Claimant disagrees with the Administrator's decision relating to eligibility to share in the Distribution, the determination of the number of Eligible Securities, or the amount of her/his/its compensation, a Claimant may elect a Reference by the Referee by delivering a written election for review to the Administrator within fifteen (15) days of receipt of the Administrator's decision.

21. The election for a Reference must set out the basis for the disagreement with the Administrator's decision and attach all documents relevant to the review which have not previously been delivered to the Administrator. This election for a Reference must be accompanied by a certified cheque or money order, payable to the Administrator, in the amount of $100.

22. Upon receipt of an election for a Reference, the Administrator shall provide the Referee with online access to a copy of:

(a) the election for a Reference and accompanying documents;

(b) the Administrator's decision on eligibility, the number of Eligible Securities, and its calculation of the Claimant's compensation, as applicable; and

(c) the Claim Form and supporting documents.

23. The Referee will carry out the Reference in an inexpensive, summary manner. The Referee will provide all necessary procedural directions, and the review will be in writing unless the Referee provides otherwise.

24. The Administrator shall participate in the process established by the Referee to the extent directed by the Referee.

25. The Referee shall deliver a written decision to the Claimant and the Administrator within thirty (30) days of having been granted access to the election for Reference and the related documentation.

26. If the Referee disturbs the Administrator's decision, the Administrator shall return the $100 deposit to the Claimant. If the Referee does not disturb the Administrator's decision, the Administrator shall add the $100 to the Compensation Fund.

VIII- ADMINISTRATION EXPENSES

27. The Administrator shall pay the fees, disbursements, taxes, levies, and other costs of:

(a) the Administrator;

(b) the Referee;

(c) the Fonds d'aide; and

(d) such other persons at the direction of the Court;

out of the Settlement Amount, in accordance with the provisions of the Agreement, the Second Order, and any other orders of the Court.

28. The costs of giving the notices required pursuant to the Second Order and the Plan of Allocation are not to be paid by the Administrator from its fee.

IX- DISTRIBUTION TO AUTHORIZED CLAIMANTS

29. As soon as practicable after the completion of the claims submission and election for review process, the Administrator will bring a motion to the Court for authorization to make Distributions from the Compensation Fund. In support of this motion, the Administrator will file the Distribution List with the Court in a manner that protects the privacy of persons on the Distribution List.

30. No Distribution shall be made by the Administrator until authorized by the Court.

31. No Distribution shall be made by the Administrator in respect of any amount under $50, and the name(s) of the Authorized Claimant(s) with claims under this amount shall be excluded from the Distribution List.

32. The Administrator may make interim Distributions if authorized by the Court.

33. Each Authorized Claimant whose name appears on the Distribution List shall comply with any condition precedent to Distribution that the Court may impose.

34. The Administrator shall make Distributions from the Compensation Fund forthwith after the Court grants authorization to make Distributions to the Authorized Claimants whose names are on the Distribution List.

X- RESTRICTION ON CLAIMS

35. Any Class Member who does not submit a Claim Form and the required supporting documentation with the Administrator on or before the Claims Bar Deadline will not be permitted to participate in the Distribution without the permission of the Court. The Administrator will not accept or process any Claim Form received after the Claims Bar Deadline unless directed to do so by the Court.

XI- NO ASSIGNMENT

36. No amount payable under this Plan of Allocation may be assigned without the written consent of the Administrator.

XII- ADMINISTRATOR'S FINAL REPORT TO THE COURT

37. Upon the conclusion of the administration, or at such other time as the Court directs, the Administrator shall report to the Court on the administration and shall account for all monies it has received, administered, and disbursed by Distribution or otherwise, and may obtain an order from the Court discharging it as Administrator.

OPT-OUT FORM
LIGHTSPEED CLASS ACTION

***Holcman* et al. v. *Lightspeed Commerce Inc.* et al.**

Court File No. 500-06-001164-215

COMPLETE THIS OPT-OUT FORM ONLY IF YOU WISH TO BE EXCLUDED FROM THE LIGHTSPEED CLASS ACTION AND RETURN IT NO LATER THAN [30 days after the date on which the First Notice is last published], WITH SUPPORTING DOCUMENTATION.

Name of Class Member:	
If Class Member is an organization, name and title of the legal representative of the organization:	
Phone number:	
Email:	
Address:	
Reason for opting out (optional):	

Additional information: Please indicate below the number and type of Lightspeed securities that you (or the person or entity that you legally represent) purchased as of March 7, 2019 and held after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021. Please use additional paper if necessary.

Type of Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. Security	**Purchase Date and Sale Date (if applicable)**	**Number of Securities**	**Supporting Documents** (you must provide proof of purchase and proof of sale if securities are no longer held[1])

[1] Proof should consist of all trade confirmation slips relating to Lightspeed securities between March 7, 2019 and November 17, 2021 OR all monthly statements with information concerning these trades between March 7, 2019 and November 17, 2021.

I, the undersigned, _____, DECLARE THAT:
(full name)

1. **I believe that I am,** or the person or entity that I legally represent, _____, is,
(full name of the person or entity)

   a member of the Class in the class action proceedings against Lightspeed Commerce Inc. *et al.*;

2. I understand that by opting out of these proceedings, I, or the person or entity that I represent, **will not be eligible** for any benefit that may be available to the Class upon resolution of this matter, if and when such resolution occurs;

3. I also understand that should I (or the person or entity that I legally represent) wish to pursue a claim against Lightspeed Commerce Inc. *et al.* after opting out, I (or the person or entity that I legally represent) will need to represent myself or retain a lawyer in separate proceedings, **at my own expense**.

4. **I wish** (or the person or entity that I legally represent wishes) **to opt out from the class action proceedings against Lightspeed Commerce Inc. *et al.* and I sign this form to exclude myself** (or the person or entity that I legally represent) **from these proceedings**; and

5. The information provided herein is complete and true.

_____ _____
(Date) **(Signature)**

IN ORDER TO VALIDLY OPT-OUT, YOU MUST COMPLETE AND SEND THIS OPT-OUT FORM WITH SUPPORTING DOCUMENTATION BY NO LATER THAN [30 days after the last publication of the First Notice] TO BOTH THE CLERK OF THE SUPERIOR COURT IN MONTRÉAL AND [Administrator XX]:

MONTRÉAL COURTHOUSE Clerk of the Superior Court of Québec Court File no. **500-06-001164-215** 1, Notre-Dame Street East Montréal (QC) H2Y 1B6	Administrator XX

C A N A D A

PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE MONTRÉAL
N° : 500-06-001164-215

COUR SUPÉRIEURE
(Action collective)

STEVEN HOLCMAN

et

TARIQUE PLUMMER

Demandeurs

c.

LIGHTSPEED COMMERCE INC., anciennement connu sous le nom LIGHTSPEED POS INC.

et

DAX DASILVA, JEAN PAUL CHAUVET, MARIE-JOSÉE LAMOTHE, PATRICK PICHETTE, ROB WILLIAMS, PAUL McFEETERS, MERLINE SAINTIL, DANIEL MICAK, ASHA BAKSHANI, BRANDON NUSSEY

et

PRICEWATERHOUSECOOPERS LLP

Défendeurs

ENTENTE DE RÈGLEMENT

Intervenue le 16 juillet 2025

TABLE DES MATIÈRES

SECTION 1 – PRÉAMBULE **5**
1.1 ATTENDU QUE 5
SECTION 2 – DÉFINITIONS **7**
2.1 Définitions 7
SECTION 3 – LES DEMANDES **12**
3.1 Nature des demandes 12
SECTION 4 – DÉPENSES NON REMBOURSABLES **13**
4.1 Paiements 13
4.2 Différends concernant les Dépenses non remboursables 14
SECTION 5 – LE MONTANT DU RÈGLEMENT **14**
5.1 Paiement du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement 14
5.2 Placement provisoire du Compte d'Entiercement 14
5.3 Impôts sur les intérêts perçus 14
SECTION 6 – AUCUNE RESTITUTION **15**
SECTION 7 - RÉPARTITION DU MONTANT DU RÈGLEMENT DANS LE COMPTE D'ENTIERCEMENT **15**
SECTION 8 – EFFET DU RÈGLEMENT **16**
8.1 Sans admission de responsabilité 16
8.2 L'Entente n'est pas une preuve 16
8.3 Restrictions relatives aux renseignements 17
8.4 Meilleurs efforts 17
SECTION 9 – AUTORISATION ET APPROBATION DU RÈGLEMENT **17**
SECTION 10 – AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE **17**
10.1 Forme et distribution des avis 17
10.2 Premier avis 18
10.3 Deuxième avis 18
10.4 Rapport à la Cour 18
10.5 Avis de résiliation 18
SECTION 11 – EXCLUSION **18**
11.1 Exclusions potentielles 18
11.2 Procédure d'exclusion 18
11.3 Notification du nombre d'exclusions 19
SECTION 12 – RÉSILIATION DE L'ENTENTE **19**

12.1 Général 19
12.2 Effet du dépassement du Seuil d'Exclusion 21
12.3 Attribution des sommes dans le Compte d'entiercement après la résiliation 21
12.4 Différends relatifs à la résiliation 22
SECTION 13 – CONSTATATION DU CARACTÈRE DÉFINITIF DE L'ENTENTE 22
SECTION 14 – INSOLVABILITÉ, FAILLITE OU DÉFAUT DE PAIEMENT 22
SECTION 15 – QUITTANCES ET COMPÉTENCE DE LA COUR 22
15.1 Libération des Renonciataires 22
15.2 Aucune autre réclamation 23
SECTION 16 – ADMINISTRATION 24
16.1 Nomination de l'Administrateur 24
16.2 Nomination de l'Arbitre 24
16.3 Information et assistance de la part des Défendeurs 24
16.4 Procédure de réclamation 25
16.5 Différends concernant les décisions de l'Administrateur 25
16.6 Conclusion de l'administration 25
SECTION 17 – LE PLAN DE RÉPARTITION 26
SECTION 18 – HONORAIRES DES AVOCATS DU GROUPE 26
18.1 Demande d'approbation des Honoraires des Avocats du Groupe 26
18.2 Paiement des Honoraires des Avocats du Groupe 27
SECTION 19 – DIVERS 27
19.1 Demandes d'instructions 27
19.2 Absence de responsabilité des Défendeurs à l'égard de l'administration 27
19.3 Titres, modalités et calcul des délais 27
19.4 Loi applicable et compétence de la Cour 28
19.5 Intégralité de l'Entente 28
19.6 Modification de l'Entente 28
19.7 Effet contraignant 28
19.8 Survie 29
19.9 Entente négociée 29
19.10 Confidentialité 29
19.11 Préambule et Annexes 30
19.12 Confirmations 30

19.13 Signataires autorisés 31
19.14 Exécution en plusieurs exemplaires 31
19.15 Traduction 31
19.16 Avis 31

ENTENTE

SECTION 1 – PRÉAMBULE

1.1 ATTENDU QUE

A. Le ou vers le 1 octobre 2021, une Demande d'autorisation d'intenter une action en vertu de l'article 225.4 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec et demande d'exercer une action collective a été déposée. Tel qu'amendée, cette procédure allègue que des faits importants ont été représentés de façon trompeuse ou fausse dans des documents publics de Lightspeed, approuvés par les Défendeurs ;

B. Les Défendeurs ont nié et continuent de nier toutes les prétentions et allégations d'actes répréhensibles formulées par les Demandeurs dans cette demande et, plus généralement, dans les Procédures (telles que définies ci-dessous), incluant toutes les allégations selon lesquelles les Demandeurs et/ou les Membres du Groupe ont subi un préjudice ou un dommage de quelque nature que ce soit en raison des actions des Défendeurs, et toutes les allégations d'actes répréhensibles ou de responsabilité formulées à leur encontre découlant de la conduite, des déclarations, des actes ou des omissions allégués dans les Procédures ;

C. Ni l'autorisation d'intenter une action en valeurs mobilières sur le marché secondaire en vertu de l'article 225.4 de la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec, ni l'autorisation d'exercer une action collective en vertu de l'article 574 du *Code de procédure civile* relativement à l'action statutaire proposée en lien avec les marchés primaire et secondaire ni celle basée sur la responsabilité civile (collectivement, l'« **Autorisation** »), n'ont été accordées ;

D. Les Demandeurs et les Défendeurs, par l'intermédiaire de leurs avocats respectifs, se sont engagés dans des discussions et des négociations de règlement âprement disputées et approfondies relativement aux Procédures, et sont parvenus à la présente Entente ;

E. À la suite de ces discussions et négociations de règlement, les Parties ont conclu une Entente sans aucune admission de responsabilité ;

F. L'Entente contient toutes les modalités et conditions de l'Entente liant les Parties, individuellement et au nom du Groupe, sous réserve de l'approbation de la Cour ;

G. Les Parties ont négocié et conclu cette Entente afin de résoudre, régler, et libérer de manière intégrale, définitive et permanente toutes les allégations formulées, ou qui auraient pu être formulées, à l'encontre des Défendeurs par les Demandeurs en leurs noms personnels et au

nom des Membres du Groupe qu'ils cherchent à représenter, relativement aux causes d'action alléguées directement ou indirectement dans les Procédures ;

H. L'objectif des parties lors de l'exécution de l'Entente est de mettre fin aux Procédures pour éviter les dépenses supplémentaires, les inconvénients et la distraction qu'un litige fastidieux pourrait entraîner, ainsi que les risques inhérents d'un litige incertain, complexe et contesté ;

I. Les Demandeurs, les Avocats du Groupe et les Défendeurs conviennent que ni la présente Entente, ni quelque déclaration faite lors de la négociation de celle-ci, ne peuvent constituer ou être interprétées comme un aveu de responsabilité, une preuve contre les Défendeurs ou une preuve de la véracité de l'une des allégations des Demandeurs contre les Défendeurs, allégations qui sont expressément niées par les Défendeurs ;

J. Les Demandeurs et les Avocats du Groupe ont examiné et bien compris les termes de la présente Entente. Basé sur leur analyse des faits et du droit applicables aux réclamations des Demandeurs, compte tenu des contraintes et dépenses liées à la poursuite des Procédures, incluant l'incertitude et les risques inhérents à un procès et des appels, et eu égard au Montant de Règlement à être versé par les Parties Contributrices, le Demandeur et les Avocats du Groupe ont conclu que la présente Entente est juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt du Demandeur et des Membres du Groupe ;

K. Les Parties souhaitent par conséquent régler les Procédures à l'encontre des Défendeurs, sans admission de responsabilité ;

L. Les Défendeurs consentent à l'Autorisation des Procédures uniquement aux fins de la mise en œuvre de la présente Entente et sous réserve de l'approbation de la Cour, étant expressément convenu que ce consentement ou cette Autorisation ne portera pas atteinte aux droits respectifs des Parties dans l'éventualité où la présente Entente n'était pas approuvée, était résiliée ou ne devenait pas exécutoire pour quelque raison que ce soit ;

M. Les Demandeurs déclarent qu'ils sont des représentants adéquats pour le Groupe qu'ils cherchent à représenter et qu'ils demanderont d'être nommés représentants des Demandeurs dans les Procédures aux fins de la mise en œuvre de la présente Entente.

PAR CONSÉQUENT, en considération des engagements, ententes, promesses et quittances énoncés aux présentes, dont la réception et la suffisance sont reconnues, les Parties conviennent que les Procédures seront réglées, sous réserve de l'approbation de l'Entente par la Cour, et que toutes les Réclamations quittancées contre les Défendeurs seront éteintes et libérées de manière permanente, selon les modalités et conditions ci-après :

SECTION 2 – DÉFINITIONS

2.1 Définitions

Aux fins de l'Entente, incluant le Préambule et les Annexes:

(1) ***Frais d'administration*** désigne tous les frais, débours, dépenses, coûts, taxes et tout autre montant encouru ou payable lié à l'approbation, la mise en œuvre et l'administration de la présente Entente, incluant les coûts de traduction, de publication et d'expédition des avis, ainsi que les frais, débours et taxes payés à l'Administrateur et à l'Arbitre et toute autre dépense approuvée par la Cour. Les Frais d'administration seront payés à partir du Montant du règlement. Il est entendu que les Frais d'administration comprennent les Dépenses non remboursables, mais ne comprennent pas les Honoraires des Avocats du Groupe ;

(2) ***Administrateur*** désigne XX ou la société tierce nommée par la Cour pour administrer l'Entente, ainsi que tout employé de cette société ;

(3) ***Entente*** désigne le règlement décrit dans la présente entente, y compris le Préambule et les Annexes ;

(4) ***Autorisation en vertu du CPC*** désigne l'autorisation d'exercer une action collective en vertu de l'article 574 du *Code de procédure civile*, c-25.01 ;

(5) ***Demandeur autorisé*** désigne tout Membre du Groupe dont la réclamation a été approuvée par l'Administrateur ;

(6) ***Formulaire de réclamation*** désigne le ou les formulaires qui doivent être approuvés par la Cour et qui, lorsqu'ils sont remplis et soumis en temps opportun à l'Administrateur, permettent à un Membre du Groupe de demander une indemnisation en vertu de l'Entente ;

(7) ***Date limite de réclamation*** désigne la date à laquelle chaque Membre du Groupe doit déposer un Formulaire de réclamation et tous les documents justificatifs requis auprès de l'Administrateur, laquelle date doit être indiquée dans le Deuxième avis et qui doit être à 17h00 HNE à une date au moins quatre-vingt-dix (90) jours après la date à laquelle le Deuxième avis a été publié pour la dernière fois ;

(8) ***Groupe ou Membres du Groupe*** désigne (autre que les Personnes exclues) :

i. **Sous-groupe du marché primaire** : Toutes les personnes et entités qui ont acquis des titres de Lightspeed Commerce Inc. ou de Lightspeed POS Inc. dans le cadre d'un placement le 7 mars 2019 ou après cette date, et qui ont détenu une partie ou la totalité de ces titres jusqu'après la clôture des marchés le (1) 28 septembre 2021 ou le (2) 3 novembre 2021, à l'exclusion des résidents des États-Unis qui ont acquis des titres de Lightspeed Commerce

Inc. ou Lightspeed POS Inc. dans le cadre d'un placement aux États-Unis entre le 11 septembre 2020 et le 28 septembre 2021 ; et

ii. **Sous-groupe du marché secondaire** : Toutes les personnes et entités qui ont acquis des titres de Lightspeed Commerce Inc. ou de Lightspeed POS Inc. sur le marché secondaire le 7 mars 2019 ou après cette date, et qui ont détenu une partie ou la totalité de ces titres jusqu'après la clôture des marchés le (1) 28 septembre 2021 ou (2) le 3 novembre 2021, à l'exclusion des investisseurs qui ont acquis Lightspeed Commerce Inc. ou Lightspeed POS Inc. des titres cotés à une bourse américaine entre le 11 septembre 2020 et le 28 septembre 2021 ;

(9) ***Avocats du Groupe*** désigne Faguy & Cie Avocats inc. et LPC Avocats inc. ;

(10) ***Honoraires des Avocats du Groupe*** désigne les honoraires, débours, coûts, TPS et TVQ, et toutes autres taxes applicables ou dépenses des Avocats du Groupe, ainsi qu'une *quote-part* de tous les intérêts obtenus sur le Montant de Règlement à la date du paiement, tel qu'approuvé par la Cour ;

(11) ***Période du recours*** désigne la période du 7 mars 2019 au 3 novembre 2021 inclusivement ;

(12) ***Convention collatérale*** désigne l'entente signée en même temps que l'Entente, qui fixe le Seuil d'exclusion, dont les conditions doivent rester confidentielles, à moins que la Cour n'exige leur divulgation ;

(13) ***Parties contributrices*** désigne les Défendeurs (à l'exclusion de PricewaterhouseCoopers LLP), pour un montant de 10 300 000 $ CAN, et PricewaterhouseCoopers LLP, pour un montant de 700 000 $ CAN ;

(14) ***Cour*** désigne la Cour supérieure du Québec ;

(15) ***Défendeurs*** désignent Lightspeed Commerce Inc., PricewaterhouseCoopers LLP, Dax Dasilva, Jean-Paul Chauvet, Marie-Josée Lamothe, Patrick Pichette, Rob Williams, Paul McFeeters, Merline Saintil, Daniel Micak, Asha Bakshani et Brandon Nussey ;

(16) ***Date d'entrée en vigueur*** désigne la date à laquelle la Deuxième ordonnance aura été rendue et le délai d'appel aura expiré ;

(17) ***Titres éligibles*** désigne les titres de Lightspeed détenus par les Membres du Groupe, qui constituent la base de leur inclusion dans les sous-groupes du marché primaire ou du marché secondaire ;

(18) ***Compte d'entiercement*** désigne le compte en fidéicommis en dollars canadiens portant intérêt, ouvert auprès d'une banque canadienne identifiée à l'Annexe 1 de la *Loi sur les banques*, ou un compte en argent liquide ou constitué de valeurs mobilières équivalentes ou supérieures à celles d'un compte portant intérêt d'une banque canadienne au Québec identifiée à l'Annexe I, initialement sous le contrôle des Avocats du Groupe, conformément aux termes de l'Entente, puis une fois les fonds transférés à l'Administrateur à la Date d'entrée en vigueur, ou après celle-ci, le compte sous contrôle de l'Administrateur contenant les fonds transférés par les Avocats du Groupe;

(19) ***Montant du règlement dans le Compte d'entiercement*** désigne le Montant du règlement plus les intérêts courus à la suite de l'investissement de ce montant, après paiement de toutes les Dépenses non remboursables ;

(20) ***Personnes exclues*** désigne les Défendeurs et, à tout moment pertinent, les membres de leurs familles immédiates, leurs représentants légaux, héritiers, successeurs et/ou ayants droit, administrateurs, dirigeants, filiales et sociétés affiliées ;

(21) ***Première demande*** est la demande présentée à la Cour pour qu'elle:

(i) accorde l'Autorisation en vertu du CPC et l'Autorisation en vertu de la LVM aux seules fins de règlement ;

(i) fixe la date de l'audition de la Deuxième demande ;

(ii) approuve la forme du Premier avis ;

(iii) approuve et autorise la publication et la diffusion du Premier avis conformément au Plan de distribution des avis ;

(iv) approuve le Formulaire d'exclusion ;

(v) nomme l'Administrateur pour recevoir les objections et les exclusions, le cas échéant, et faire rapport ; et

(vi) nomme l'Arbitre ;

(22) ***Premier avis*** désigne, collectivement, l'avis au Groupe sous une forme approuvée par la Cour, qui doit être conforme pour l'essentiel à l'avis figurant à l'Annexe « B », et une traduction française de celui-ci ;

(23) ***Première ordonnance*** désigne l'ordonnance rendue par la Cour accordant les conclusions recherchées dans la Première demande, essentiellement sous la forme en Annexe « A » ;

(24) ***Fonds d'aide aux actions collectives*** désigne l'agence et la personne morale de droit public instituée en vertu de la *Loi sur les Fonds d'aide aux actions collectives*, RLRQ c F-3.2.0.1.1, à qui l'Administrateur remettra le pourcentage prévu par la législation et les règlements applicables ;

(25) ***Autorisation en vertu de la LVM*** désigne l'autorisation d'introduire une action en valeurs mobilières sur le marché secondaire en vertu de l'article 225.4 de la LVM (définie ci-dessous) ;

(26) ***Dépenses non remboursables*** désigne certains Frais d'administration stipulés à l'article 4.1(1) de l'Entente qui doivent être payés à partir du Montant du règlement ;

(27) ***Plan de distribution des avis*** désigne le plan de diffusion du Premier avis et du Deuxième avis aux Membres du Groupe, tel qu'approuvé par la Cour, qui doit être conforme pour l'essentiel à l'Annexe « C » ;

(28) ***NYSE*** désigne la Bourse de New York ;

(29) ***Date limite d'exclusion*** désigne la date à spécifier dans le Premier avis, qui doit être 30 jours après la date à laquelle le Premier avis a été publié pour la dernière fois ;

(30) ***Formulaire d'exclusion*** désigne les documents en anglais et en français, tels qu'approuvés par la Cour, qui doivent être essentiellement conformes aux documents de l'Annexe « G », qui, s'ils sont correctement remplis et soumis par un Membre du Groupe à l'Administrateur avant l'expiration de la Date limite d'exclusion, excluent ce Membre du Groupe du Groupe, des Procédures et de la participation à l'Entente ;

(31) ***Parties exclues*** désigne, collectivement, toutes les personnes qui seraient autrement des Membres du Groupe qui se sont valablement exclues des Procédures, chacune étant individuellement une « ***Partie exclue*** » ;

(32) ***Seuil d'exclusion*** désigne le nombre total de Titres Éligibles devant être détenu par toutes les Parties Exclues afin de donner aux Défendeurs le droit de mettre fin à l'Entente conformément à l'article 12.2 de cette Entente ;

(33) ***S'exclure*** signifie remplir et soumettre correctement un Formulaire d'exclusion et tous les documents justificatifs nécessaires avant l'expiration de la Date limite d'exclusion ;

(34) ***Parties*** désigne les Demandeurs et les Défendeurs ;

(35) ***Demandeurs*** désignent Steven Holcman et Tarique Plummer ;

(36) ***Plan de répartition*** désigne le plan, tel qu'approuvé par la Cour, qui doit être conforme pour l'essentiel à l'Annexe « F » ;

(37) ***Procédures*** désigne l'ensemble des Procédures, pièces et plans d'argumentation déposés (ou qui auraient pu être déposés à l'avenir) par les Parties dans le dossier CSM no. 500-06-001164-215 ;

(38) ***LVM*** désigne la *Loi sur les valeurs mobilières* du Québec, RLRQ c V-1.1 ;

(39) ***Arbitre*** désigne Me Jonathan Nuss (https://www.jnuss.ca/) ou toute(s) autre(s) personne(s) nommée(s) par la Cour pour exercer cette fonction ;

(40) ***Réclamations quittancées*** (ou ***Réclamation quittancée*** au singulier) désigne toutes les réclamations, demandes, actions, poursuites, causes d'action, que ce soit individuelles, collectives ou autrement, personnelles ou subrogées, tout dommage encouru à tout moment et à tout endroit, ainsi que les droits et obligations de quelque nature que ce soit, incluant les intérêts, coûts, dépenses, Frais d'administration, pénalités, Honoraires des Avocats du Groupe et frais d'avocats, connus ou inconnus, soupçonnés ou insoupçonnés, en droit, en vertu de la loi, en droit civil, en *common law* ou en équité, que les Renonciateurs, ou l'un d'entre eux, directement, indirectement, de façon dérivée, ou en toute autre capacité, ont eu, ont, ou pourraient avoir à l'encontre des Renonciataires, liés de quelque manière que ce soit aux causes d'action alléguées dans les Procédures, y compris, sans limitation, toutes les réclamations qui ont été formulées ou pourraient avoir été formulées, au Canada ou ailleurs, en raison de, ou en lien avec, l'achat, la rétention, la vente ou l'absence d'achat ou de vente de Titres Éligibles au cours de la Période du recours ;

(41) ***Renonciataires*** désigne les Défendeurs et leurs sociétés liées et filiales respectives, anciennes et actuelles, ainsi que chacun de leurs assureurs, réassureurs, administrateurs, dirigeants, partenaires, employés, agents, fiduciaires, préposés, sociétés-mères, consultants, conseillers, avocats, représentants, successeurs, prédécesseurs, ayants droit, et chacun de leurs héritiers, exécuteurs testamentaires, avocats, administrateurs, tuteurs, successions, fiduciaires, successeurs et ayants droit respectifs ;

(42) ***Renonciateurs*** désigne, conjointement et solidairement, les Demandeurs, les Membres du Groupe (à l'exclusion de ceux qui se sont valablement exclus), y compris toute personne ayant un intérêt juridique et/ou une participation effective dans les Titres éligibles achetés ou acquis par les Demandeurs ou ces Membres du Groupe, et leurs prédécesseurs, sociétés liées, filiales, administrateurs, dirigeants, employés, partenaires, sociétés mères, agents, fiduciaires, préposés, consultants, actionnaires, conseillers, représentants, avocats, héritiers, exécuteurs testamentaires, procureurs, administrateurs, tuteurs, fiduciaires de succession, successeurs et ayants droit respectifs, passés ou actuels, selon le cas ;

(43) ***Deuxième demande*** est la demande présentée à la Cour en vue d'obtenir des ordonnances approuvant :

a. l'Entente ;

b. le Deuxième avis ;

c. le Plan de répartition ;

d. le Formulaire de réclamation ;

e. la Date limite de réclamation ; et

f. les Honoraires des Avocats du Groupe ;

(44) ***Deuxième avis*** désigne, collectivement, l'avis au Groupe sous une forme qui doit être approuvée par la Cour, qui doit être conforme pour l'essentiel à l'Annexe « E », et une traduction française de celui-ci ;

(45) ***Deuxième ordonnance*** désigne l'ordonnance rendue par la Cour accordant les conclusions recherchées dans le cadre de la Deuxième demande, essentiellement sous la forme des ordonnances de l'Annexe « D » ;

(46) ***Montant du règlement*** désigne la somme de 11 000 000 $ CAN, comprenant le capital, les intérêts, l'indemnité additionnelle, les Frais d'administration, les Honoraires des Avocats du Groupe, les taxes et tous les autres coûts ou dépenses liés aux Procédures ou à l'Entente. Le Montant du règlement sera distribué conformément à la formule contenue dans le Plan de répartition qui sera approuvé par la Cour. Il est entendu que les Renonciataires n'ont aucune obligation de payer un montant en plus du Montant du règlement pour quelque raison que ce soit ; et

(47) **TSX** désigne la Bourse de Toronto.

SECTION 3 – LES DEMANDES

3.1 Nature des demandes

(1) Les Parties feront de leur mieux pour mettre en œuvre l'Entente et pour obtenir le règlement rapide, complet et définitif des Procédures.

(2) La Première demande sera déposée dès que raisonnablement possible suite à la signature de l'Entente. Les Défendeurs consentiront à la Première ordonnance à condition qu'elle soit essentiellement conforme à celle en Annexe « A ».

(3) Suite à la décision sur la Première demande, le Premier avis sera publié conformément à l'article 10.2 de l'Entente.

(4) Lorsque toutes les étapes indiquées à la Première ordonnance seront complétées, la Deuxième demande sera présentée et les Défendeurs consentiront à la Deuxième ordonnance, à condition qu'elle soit essentiellement conforme à celle en Annexe « D ».

(5) Suite à la décision sur la Deuxième demande, si l'Entente est approuvée par la Cour, le Deuxième avis sera publié conformément à l'article 10.3 de l'Entente.

SECTION 4 – DÉPENSES NON REMBOURSABLES

4.1 Paiements

(1) Les dépenses raisonnablement engagées aux fins suivantes constituent des Dépenses non remboursables et sont payables à partir du Compte d'entiercement lorsqu'elles sont engagées :

(a) les frais occasionnés par l'ouverture et la gestion du Compte d'entiercement ;

(b) les frais occasionnés par la traduction, la publication et la diffusion du Premier avis et du Second avis ;

(c) les frais de l'Administrateur et de l'Arbitre liés à la réception des objections, aux décisions portant sur les Formulaires d'exclusion contestés, à la gestion des Références et à la présentation de rapports à la Cour, ainsi que les débours raisonnables et documentés et les taxes applicables ;

(d) les frais encourus pour la traduction de l'Entente et du Formulaire d'exclusion ;

(e) le cas échéant, les frais encourus pour la traduction, la publication et la diffusion de l'avis au Groupe indiquant que l'Entente a été résiliée ; et

(f) si la Cour nomme l'Administrateur ou l'Arbitre et que, par la suite, l'Entente est résiliée, les frais raisonnables engagés par l'Administrateur ou l'Arbitre pour l'exécution des services nécessaires à la mise en œuvre de l'Entente jusqu'au moment de la résiliation, y compris les frais d'expédition.

(2) Les Avocats du Groupe rendront compte à la Cour et aux Parties de tous les paiements qu'ils effectueront à partir du Compte d'entiercement. En cas de résiliation de l'Entente, cette reddition de comptes sera faite au plus tard dix (10) jours après la résiliation. Dans tout autre

scénario, l'Administrateur fournira un relevé de compte du Compte d'entiercement aux Parties, sur demande, sur une base trimestrielle jusqu'à ce que la distribution soit complétée.

4.2 Différends concernant les Dépenses non remboursables

Tout différend concernant les Dépenses non remboursables sera traité par voie de demande adressée à la Cour sur préavis aux Parties. Toutes les Parties ont l'intérêt pour agir à l'égard d'une telle demande, si elles jugent approprié d'intervenir ou de faire des représentations.

SECTION 5 – LE MONTANT DU RÈGLEMENT

5.1 Paiement du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement

La contribution de chaque Partie contributrice sera versée aux Avocats du Groupe au plus tard dix (10) jours après la signature de la présente Entente. PricewaterhouseCoopers n'est pas solidairement responsable avec les autres Défendeurs pour leurs contributions respectives. Seuls Lightspeed Commerce inc. et les Défendeurs individuels seront solidairement responsables de leur contribution de 10 300 000 $ CA.

5.2 Placement provisoire du Compte d'Entiercement

Les Avocats du Groupe, puis l'Administrateur une fois que l'Entente devient finale, détiendront le Montant du Règlement dans le Compte d'entiercement et investiront le Montant du règlement dans un compte en argent liquide ou constitué de valeurs mobilières équivalentes ou supérieures à celles d'un compte portant intérêt d'une banque canadienne identifiée à l'Annexe I, et ne devront pas effectuer de paiement à même le Compte d'Entiercement, excepté conformément à l'Entente, notamment, sans s'y restreindre, dans les cas suivants :

a) Paiement des Honoraires des Avocats du Groupe, conformément à l'article 18.2 de l'Entente ; et

b) Paiement au *Fonds d'aide aux actions collectives*; chacun conformément à l'Entente et à la Deuxième ordonnance.

5.3 Impôts sur les intérêts perçus

(1) À l'exception de ce qui est prévu à l'article 5.3(2) de l'Entente, tous les impôts payables sur les intérêts qui s'accumulent relativement au Montant du règlement seront à la charge exclusive du Groupe et seront payés par les Avocats du Groupe ou l'Administrateur, au besoin, à partir du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement.

(2) Les Défendeurs n'auront aucune responsabilité à l'égard des impôts payables sur les intérêts, à moins que la présente Entente ne soit résiliée, auquel cas les intérêts gagnés sur le Montant du règlement dans le Compte d'entiercement ou autrement seront payés aux Parties contributrices qui, dans ce cas, seront responsables du paiement de tous les impôts sur ces intérêts qui n'ont pas été payés précédemment par les Avocats du Groupe.

SECTION 6 – AUCUNE RESTITUTION

À moins que l'Entente ne soit résiliée conformément aux conditions prévues par l'Entente ou autrement par la Cour, les Défendeurs ne pourront en aucun cas récupérer une portion quelconque du Montant de Règlement, le tout conformément aux termes de l'Entente

SECTION 7 - RÉPARTITION DU MONTANT DU RÈGLEMENT DANS LE COMPTE D'ENTIERCEMENT

(1) Si l'Entente devient définitive, comme prévu à l'article 13 de l'Entente, les Avocats du Groupe verseront le montant du Compte d'entiercement, après déductions des Honoraires des Avocats du Groupe, à l'Administrateur.

(2) L'Administrateur distribuera ensuite le montant reçu du Compte d'entiercement conformément aux priorités suivantes :

(a) payer tous les frais et dépenses raisonnablement et effectivement engagés pour l'envoi d'avis, la localisation des Membres du Groupe dans le seul but de leur faire parvenir les avis et la sollicitation de Formulaires de réclamation (y compris les frais de notification de l'Entente aux Membres du Groupe, raisonnablement et effectivement engagés par l'Administrateur). Il est entendu que les Défendeurs sont expressément exclus de l'admissibilité à tout paiement de frais et dépenses en vertu du présent article;

(b) payer tous les frais et dépenses raisonnablement et effectivement engagés par l'Administrateur et l'Arbitre relativement à la détermination de l'admissibilité, le dépôt des Formulaires de réclamation, le traitement des Formulaires d'exclusion et de réclamation, la résolution des différends découlant du traitement des Formulaires de réclamation, l'administration et la distribution du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement;

(c) payer tous les impôts que la loi exige de payer à toute autorité gouvernementale; et

(d) payer à chaque Demandeur autorisé une *quote-part* du solde du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement, proportionnellement à sa réclamation admise conformément au Plan de répartition.

SECTION 8 – EFFET DU RÈGLEMENT

8.1 Sans admission de responsabilité

Ni l'Entente, ni son contenu, ne doit être interprété comme une concession ou une admission de responsabilité ou d'actes fautifs de la part des Renonciataires, ou comme une concession ou une admission par les Renonciataires du bien-fondé de toute réclamation ou allégation formulée dans les Procédures. Ni l'Entente, ni son contenu, ne doit être utilisé ou interprété comme une admission par les Renonciataires d'une faute, d'une omission, d'une responsabilité ou d'un acte répréhensible en lien avec les questions alléguées dans les Procédures, ou toute déclaration orale ou écrite, ou tout document ou rapport financier communiqué ou écrit s'y rapportant. Les Défendeurs nient expressément toutes les allégations de faute, responsabilité, acte répréhensible ou dommages.

8.2 L'Entente n'est pas une preuve

(1) Que l'Entente soit résiliée ou non, les Parties conviennent que ni l'Entente ni aucun élément des présentes, ni aucune des négociations ou Procédures qui s'y rattachent, ni aucun document connexe, ni aucune autre mesure prise pour mettre en œuvre l'Entente ne sera mentionné, présenté en preuve ou reçu en preuve dans toute affaire civile en cours ou future, toute procédure pénale, quasi-pénale, réglementaire ou administrative, dans toute juridiction, comme étant une présomption, une concession ou un aveu :

(a) de la validité de toute réclamation qui a été ou aurait pu être invoquée dans les Procédures par les Demandeurs contre l'un des Défendeurs, ou de la faiblesse de tout moyen de défense qui a été ou aurait pu être invoqué dans les Procédures ;

(b) d'actes répréhensibles, de faute, de négligence ou de responsabilité de la part de l'un des Défendeurs ; ou

(c) que la contrepartie à donner en vertu des présentes représente le montant qui aurait pu être ou aurait été recouvré dans le cadre des Procédures après le procès.

(2) Nonobstant l'article 8.2(1) de l'Entente, l'Entente peut être mentionnée ou présentée comme preuve dans une procédure visant à la faire approuver ou appliquer, ou pour se défendre contre la revendication de Réclamations quittancées, et lorsque la loi l'exige.

8.3 Restrictions relatives aux renseignements

Il est interdit aux Parties et à leurs avocats de divulguer à quiconque, à quelque fin que ce soit, des renseignements non publics obtenus dans le cadre de la négociation, de la préparation ou de l'exécution de l'Entente, sans le consentement écrit préalable de l'autre Partie ou à moins que la Cour ne l'ordonne.

8.4 Meilleurs efforts

Les Parties feront tout en leur pouvoir pour mettre en œuvre les termes de l'Entente. Les Parties conviennent de suspendre toutes les étapes des Procédures, à l'exception de ce qui est prévu dans l'Entente, incluant la Première demande, la Deuxième demande et toute autre procédure nécessaire à la mise en œuvre des termes de l'Entente, jusqu'à la date à laquelle l'Entente devient définitive ou à la date de résiliation de l'Entente.

SECTION 9 – AUTORISATION ET APPROBATION DU RÈGLEMENT

Les Défendeurs consentent à l'Autorisation en vertu de l'article 225.4 de la LVM et à l'Autorisation en vertu du CPC uniquement aux fins de la mise en œuvre de la présente Entente uniquement, et sous réserve de l'approbation de la Cour dans les conditions prévues par l'Entente, à la condition expresse que ce consentement ou cette Autorisation ne dérogera pas aux droits respectifs des Parties dans l'éventualité où l'Entente n'était pas approuvée, était résiliée ou ne prenait pas effet pour quelque raison que ce soit. L'Autorisation sera réputée avoir été sans préjudice de toute position que l'une des Parties pourrait prendre ultérieurement.

SECTION 10 – AVIS AUX MEMBRES DU GROUPE

10.1 Forme et distribution des avis

(1) Les avis doivent être rédigés selon une forme convenue par les Parties et approuvée par la Cour ou, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur la forme, les avis doivent être rédigés selon la forme prescrite par la Cour.

(2) Les avis doivent être diffusés selon une méthode convenue par les Parties et approuvée par la Cour ou, si les Parties ne parviennent pas à s'entendre sur une méthode de diffusion, les avis doivent être diffusés selon une méthode prescrite par la Cour.

10.2 Premier avis

Les Avocats du Groupe doivent faire traduire, publier et distribuer le Premier avis conformément au présent article et au Plan de distribution des avis, et les coûts afférents constituent des Dépenses non remboursables tels que prévus à l'article 4.1(1)(b) de l'Entente.

10.3 Deuxième avis

Les Avocats du Groupe doivent faire traduire, publier et distribuer le Deuxième avis conformément au présent article et au Plan de distribution des avis, et les coûts constituent des Dépenses non remboursables tels que prévus à l'article 4.1(1)(b) de l'Entente.

10.4 Rapport à la Cour

Immédiatement après la publication et la distribution de chacun des avis exigés par le présent article, les Avocats du Groupe doivent déposer auprès de la Cour une lettre confirmant que les avis ont été traduits, publiés et distribués conformément à l'Entente et au Plan de distribution des avis, ou à une ordonnance de la Cour.

10.5 Avis de résiliation

(1) Si l'Entente n'est pas approuvée, est résiliée ou ne prend pas effet, le Groupe sera informé de cet événement.

(2) Les Avocats du Groupe doivent faire traduire, publier et distribuer l'avis de résiliation, sous une forme approuvée par la Cour, conformément au présent article. Les frais afférents constituent des Dépenses non remboursables conformément à l'article 4.1(1)(e) de l'Entente.

SECTION 11 – EXCLUSION

11.1 Exclusions potentielles

Les parties et leurs avocats déclarent et garantissent qu'ils n'encourageront ni ne solliciteront aucun Membre du Groupe à s'exclure du Groupe.

11.2 Procédure d'exclusion

(1) Chaque Membre du Groupe qui souhaite s'exclure doit soumettre un Formulaire d'exclusion dûment rempli, ainsi qu'une copie conforme de : (i) tous les bordereaux de transactions de Titres éligibles pendant la Période du recours (et dix jours après la fin de la Période du recours) ; ou (ii) tous les relevés mensuels contenant des informations concernant les

transactions de Titres éligibles pendant la Période du recours (et dix jours après la fin de la Période du recours) (les « **documents justificatifs** ») à l'Administrateur et à la Cour au plus tard à la Date limite d'exclusion, conformément à la procédure d'exclusion approuvée par la Cour.

(2) Si un Membre du Groupe fait défaut de soumettre un Formulaire d'exclusion dûment rempli et/ou tous les documents justificatifs avant la Date limite d'exclusion, le Membre du Groupe ne sera pas exclu des Procédures, sous réserve de toute ordonnance contraire de la Cour, et sera à tous égards lié par les dispositions de l'Entente et les quittances prévues par cette dernière, ainsi que par toute ordonnance rendue dans le cadre des Procédures.

(3) La Date limite d'exclusion ne sera pas prolongée, à moins que la Cour n'en ordonne autrement.

(4) Les Parties Exclues ne pourront bénéficier d'aucun droit et obligation découlant de l'Entente. Les Membres du Groupe qui ne s'excluent pas seront liés par l'Entente et les termes de l'Entente, qu'ils soumettent ou non un Formulaire de réclamation ou qu'ils reçoivent ou non une part du Montant du règlement.

(5) Les Défendeurs conservent tous leurs droits et moyens de défense face aux Membres potentiels du Groupe qui se sont valablement exclus des Procédures.

11.3 Notification du nombre d'exclusions

Dans les cinq (5) jours suivant la Date limite d'exclusion, l'Administrateur doit faire rapport à la Cour et aux Parties du nombre de Parties exclues, du nombre de Titres éligibles détenu par chaque Partie exclue et du nombre total de Titres éligibles détenu collectivement par toutes les Parties exclues. L'Administrateur doit également fournir un résumé des informations fournies par chaque Partie exclue.

SECTION 12 – RÉSILIATION DE L'ENTENTE

12.1 Général

(1) La présente Entente peut être résiliée par les Parties si :

(a) la Deuxième ordonnance n'est pas accordée par la Cour ;

(b) la Deuxième ordonnance est rendue par la Cour, mais la forme de l'ordonnance rendue est sensiblement différente de celle de l'Annexe « D » ;

(c) la Deuxième ordonnance est rendue par la Cour, mais elle est infirmée en appel et cette décision devient définitive ; ou

(d) le Seuil d'Exclusion est dépassé, tel que prévu à l'article 12.2 de l'Entente, à la seule discrétion des Défendeurs.

(2) Le refus de la Cour d'approuver dans son intégralité la demande des Avocats du Groupe relative à leurs Honoraires ne constitue pas un motif de résiliation de l'Entente.

(3) Si l'Entente est résiliée conformément à ses termes, n'est pas approuvée par la Cour, ou si toute ordonnance constituant la Deuxième ordonnance est annulée ou résiliée par une cour d'appel et/ou si la Deuxième ordonnance n'est pas définitive :

(a) les Parties seront remises dans leurs positions respectives antérieures à la conclusion de l'Entente (sous réserve des dispositions contraires de la présente Entente);

(b) les Parties consentiront aux ordonnances infirmant toute ordonnance d'Autorisation en vertu de la LVM et d'Autorisation en vertu du CPC à des fins de règlement;

(c) sous réserve de l'article 12.1 (4) de l'Entente, l'Entente n'aura plus force exécutoire et n'aura aucun effet sur les droits des Parties;

(d) l'Autorisation de la procédure sera réputée avoir été sans préjudice;

(e) les sommes payées pour l'ouverture et la gestion du Compte d'entiercement, la traduction, la publication et la diffusion de l'Entente, du Premier avis, du Second avis et de l'avis de résiliation, le cas échéant, ne pourront être récupérées auprès du Demandeur et des Membres du Groupe en vertu du paragraphe 4.1 (1) de l'Entente;

(f) le Montant du Règlement, ainsi que les intérêts perçus depuis le transfert des fonds, seront restitués aux Parties contributrices, moins les Dépenses non remboursables qui ont déjà été engagées en bonne et due forme, dans la proportion dans laquelle elles ont chacune contribué; et

(g) l'Entente ne pourra constituer un élément de preuve, ou être mentionnée dans le cadre d'un litige ou d'une poursuite contre les Défendeurs.

(4) Nonobstant les dispositions de l'alinéa 12.1(3)c) de l'Entente, en cas de résiliation de l'Entente, les dispositions du présent article et des articles 2, 4, 5.2, 5.3, 8.1, 8.2, 8.3, 10.5, 12.1(3), 12.1(4), 12.3, 12.4, 16.1(2), 16.3(4), 16.5(2), 16.6(2), 19.1, 19.2, 19.3, 19.4, 19.5, 19.7(2),

19.8, 19.9, 19.10, 19.11, 19.12, 19.13, 19.14, 19.15, 19.16, 19.17 survivront à la résiliation et resteront en vigueur.

12.2 Effet du dépassement du Seuil d'Exclusion

(1) Nonobstant toute autre disposition de l'Entente, les Défendeurs, à leur seule discrétion, peuvent choisir de résilier l'Entente si le Seuil d'Exclusion est dépassé, à condition que leur choix soit fait dans les dix (10) jours ouvrables suivant la réception de l'avis de l'Administrateur ou des Avocats du Groupe concernant les renseignements décrits à l'article 11.3 de l'Entente. Si les Défendeurs ne choisissent pas de résilier l'Entente (ou n'informent pas les Demandeurs de leur décision de résilier l'Entente) dans ce délai, leur droit de résilier l'Entente conformément aux dispositions du présent article expirera.

(2) Si le Seuil d'Exclusion n'est pas dépassé, le droit des Défendeurs de résilier l'Entente conformément aux dispositions du présent article est inopérant.

(3) Le Seuil d'exclusion est gardé confidentiel par les parties et leurs avocats, et peut être partagé avec la Cour sous scellés uniquement aux fins de la Deuxième demande, mais ne doit pas être divulgué autrement par les Parties et leurs avocats, à moins que la divulgation ne soit ordonnée par la Cour ou que les Défendeurs ne donnent leur consentement par écrit préalablement à la divulgation.

12.3 Attribution des sommes dans le Compte d'entiercement après la résiliation

(1) L'Administrateur et/ou les Avocats du Groupe doivent rendre compte à la Cour des montants conservés dans le Compte d'entiercement. Cette reddition de comptes doit être fournie au plus tard dix (10) jours après la résiliation, le cas échéant.

(2) Si l'Entente est résiliée, les Défendeurs devront, dans les trente (30) jours suivant la résiliation, demander à la Cour de rendre une ordonnance :

(a) déclarant l'Entente nulle et non avenue, et sans effet ou force exécutoire, à l'exception des articles énumérés à l'article 12.1(4) de l'Entente;

(b) exigeant que l'avis de résiliation soit envoyé aux Membres du Groupe et, le cas échéant, la forme et les modalités de diffusion d'un tel avis;

(c) annulant, *nunc pro tunc*, toutes les ordonnances ou jugements antérieurs rendus conformément à l'Entente, sauf celles rendues en lien avec des dispositions qui

sont réputées survivre à la résiliation ou qui devraient raisonnablement rester en vigueur;

(d) autorisant le paiement dans le compte en fidéicommis des avocats des Parties contributrices, proportionnellement à la contribution respective de chaque Partie contributrice au Compte d'entiercement (directement ou indirectement), de :

(i) tous les fonds reçus par les Avocats du Groupe de l'une des Parties contributrices qui n'ont pas encore été versés dans le Compte d'entiercement conformément à l'article 4.1 de l'Entente ; et

(ii) tous les fonds du Compte d'entiercement, y compris les intérêts courus, moins les montants payés à partir du Compte d'entiercement à titre de Dépenses non remboursables conformément aux termes de l'Entente.

12.4 Différends relatifs à la résiliation

La Cour statuera sur tout différend relatif à la résiliation de l'Entente sur la base d'une demande notifiée à toutes les Parties.

SECTION 13 – CONSTATATION DU CARACTÈRE DÉFINITIF DE L'ENTENTE

(1) L'Entente sera considérée comme définitive à la Date d'entrée en vigueur.

(2) Dans les vingt (20) jours suivant la Date d'entrée en vigueur, les Avocats du Groupe transféreront le Compte d'entiercement à l'Administrateur.

SECTION 14 – INSOLVABILITÉ, FAILLITE OU DÉFAUT DE PAIEMENT

Si une ou plusieurs des Parties contributrices devient insolvable, dépose une demande de faillite ou ne paie pas sa contribution au Montant du règlement, les Demandeurs pourront demander à la Cour l'homologation immédiate de l'Entente. Les Défendeurs ne s'opposeront pas à cette demande.

SECTION 15 – QUITTANCES ET COMPÉTENCE DE LA COUR

15.1 Libération des Renonciataires

À compter de la Date d'entrée en vigueur, à condition que le Montant du règlement ait été déposé dans le Compte d'entiercement, les Renonciateurs, en échange et en contrepartie de ce qui précède, et dans la mesure où les termes et conditions de l'Entente sont approuvés par la Cour, résolvent, règlent et libèrent pleinement, définitivement et de façon permanente les

Renonciataires de toutes les Réclamations quittancées, liées, directement ou indirectement, aux Procédures contre les Défendeurs par les Demandeurs en leurs propres noms et/ou au nom du Groupe qu'ils cherchent à représenter, afin d'éviter les dépenses supplémentaires, les inconvénients, la distraction d'un litige fastidieux et les risques inhérents à un litige incertain, complexe et contesté, et mettre ainsi un terme aux Procédures.

15.2 Aucune autre réclamation

(1) À la Date d'entrée en vigueur, et si le Montant de Règlement a été versé au Compte d'entiercement, les Renonciateurs et les Avocats du Groupe ne doivent pas, maintenant ou par la suite, instituer, continuer, maintenir ou faire valoir, directement ou indirectement, au Canada ou ailleurs, individuellement ou au nom du Groupe ou de toute autre personne (y compris au nom de toute Partie exclue), toute action, poursuite, cause d'action, réclamation ou demande à l'encontre de tout Renonciataire ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution ou une indemnité à l'un ou plusieurs des Renonciataires relativement à une Réclamation quittancée. De plus, les Avocats du Groupe ne doivent pas aider, soutenir, encourager ou coopérer de quelque manière que ce soit avec un tiers dans l'institution, la poursuite ou l'affirmation d'une telle action, poursuite, cause d'action, réclamation ou demande contre un Renonciataire ou toute autre personne qui pourrait réclamer une contribution ou une indemnité d'un Renonciataire à l'égard d'une Réclamation quittancée.

(2) Il est entendu que les Renonciateurs reconnaissent qu'ils pourraient éventuellement découvrir des faits qui s'ajoutent à ceux qu'ils connaissent déjà, mais conviennent néanmoins qu'à la Date d'entrée en vigueur, ils auront entièrement, définitivement et de façon permanente réglé, renoncé et libéré toutes les réclamations, qu'elles aient été inconnues, insoupçonnées ou non divulguées. Par la présente Entente, les Renonciateurs renoncent à tout droit qu'ils pourraient avoir en vertu d'une loi, d'une règle, d'un règlement, du droit, de la *common law*, du droit civil, de l'*equity* ou autrement en lien avec les Procédures, qu'ils soient connus ou inconnus, et acceptent d'être forclos de déposer de nouvelles réclamations à cet égard et chaque Membre du Groupe sera réputé avoir renoncé à ce droit et y avoir renoncé. Les Renonciateurs acceptent cette quittance de leur plein gré, et en comprennent les conséquences. Cette quittance a été négociée et constitue un élément clé de l'Entente.

SECTION 16 – ADMINISTRATION

16.1 Nomination de l'Administrateur

(1) La Cour nommera l'Administrateur, qui exercera ses fonctions jusqu'à une nouvelle ordonnance de la Cour, afin de mettre en œuvre l'Entente et le Plan de répartition, selon les modalités et conditions et avec les pouvoirs, droits, devoirs et responsabilités énoncés dans l'Entente et le Plan de répartition.

(2) En cas de résiliation de l'Entente, les honoraires, débours et taxes de l'Administrateur seront fixés de la manière prévue à l'article 4.1(1)(f) de l'Entente.

(3) Si l'Entente devient définitive comme le prévoit l'article 13, la Cour établira le calendrier de rémunération et de paiement de l'Administrateur.

16.2 Nomination de l'Arbitre

(1) La Cour nommera l'Arbitre, qui aura les pouvoirs, devoirs et responsabilités énoncés dans l'Entente et le Plan de répartition.

(2) Les honoraires, débours et taxes de l'Arbitre seront fixés par la Cour et ne dépasseront pas 10 000 $ CAN, excluant les débours et taxes applicables. L'Arbitre sera en droit de demander une révision de cette somme à la hausse, si nécessaire. Lorsque la Cour l'ordonnera, l'Administrateur paiera l'Arbitre à même le Montant du règlement dans le Compte d'entiercement.

16.3 Information et assistance de la part des Défendeurs

(1) Dans les trente (30) jours suivant l'approbation de l'Entente, sur demande, les Défendeurs fourniront toute l'aide dont l'Administrateur pourrait raisonnablement avoir besoin pour identifier les Membres du Groupe.

(2) Les Défendeurs désigneront une personne à qui l'Administrateur peut adresser toute demande de renseignements en vertu du paragraphe 16.3(1) de l'Entente. Les Défendeurs conviennent de faire des efforts raisonnables pour répondre à toute demande raisonnable de l'Administrateur afin de faciliter l'administration et la mise en œuvre de l'Entente et du Plan de répartition.

(3) Les Avocats du Groupe et/ou l'Administrateur peuvent utiliser les renseignements obtenus en vertu des articles 16.3(1) et (2) de l'Entente uniquement aux fins d'expédition du Deuxième avis et de l'administration et de la mise en œuvre de l'Entente et du Plan de répartition.

(4) Tous les renseignements obtenus ou créés dans le cadre de l'administration de l'Entente sont confidentiels et, sauf si la loi l'exige, ne doivent être utilisés et divulgués qu'aux fins de la distribution d'avis et de l'administration de l'Entente et du Plan de répartition.

16.4 Procédure de réclamation

(1) Pour réclamer sa part du Montant du règlement dans le Compte d'entiercement, un Membre du Groupe doit soumettre un Formulaire de réclamation dûment rempli à l'Administrateur, conformément aux dispositions du Plan de répartition, au plus tard à la Date limite de réclamation. Tout Membre du Groupe qui omet de le faire ne peut pas participer à une distribution effectuée conformément au Plan de répartition, à moins que la Cour n'en ordonne autrement.

(2) Pour remédier à une lacune identifiée dans un Formulaire de réclamation, l'Administrateur peut exiger et demander que des renseignements supplémentaires soient fournis par le Membre du Groupe qui l'a transmis. Ce Membre du Groupe aura alors trente (30) jours à compter de la date de la demande de l'Administrateur ou de la Date limite de réclamation (selon la dernière éventualité) pour corriger la lacune. Toute personne qui ne répond pas à la demande de renseignement de l'Administrateur dans le délai de trente (30) jours ne pourra recevoir aucune forme d'indemnisation en vertu de l'Entente, sauf ordonnance contraire de la Cour, mais sera à tous autres égards liée par les dispositions et quittances prévues à l'Entente.

16.5 Différends concernant les décisions de l'Administrateur

(1) Dans l'éventualité où un Membre du Groupe conteste la décision de l'Administrateur, en tout ou en partie, le Membre du Groupe peut interjeter appel de la décision auprès de l'Arbitre conformément au Plan de répartition. La décision de l'Arbitre sera définitive et sans appel.

(2) Aucune action ne sera intentée contre les Renonciataires, les Défendeurs, les avocats des Défendeurs, les Avocats du Groupe, l'Administrateur ou l'Arbitre pour une décision prise dans l'administration de l'Entente et du Plan de répartition sans une ordonnance de la Cour autorisant une telle action.

16.6 Conclusion de l'administration

(1) Après la Date limite de réclamation, et conformément aux modalités de l'Entente, du Plan de répartition et de toute ordonnance de la Cour, si nécessaire ou si les circonstances l'exigent, l'Administrateur distribuera le Montant du règlement dans le Compte d'entiercement aux Demandeurs autorisés.

(2) Aucune réclamation ni aucun appel ne peut être intenté contre les Renonciataires, les Défendeurs, les avocats des Défendeurs, les Parties contributrices, les Avocats du Groupe, l'Administrateur ou l'Arbitre sur la base de distributions effectuées essentiellement conformément à l'Entente et au Plan de répartition.

(3) À la fin de l'administration, ou à tout autre moment indiqué par la Cour, l'Administrateur doit faire rapport à la Cour sur l'administration et doit rendre compte de toutes les sommes qu'il a reçues, administrées et déboursées. L'Administrateur doit obtenir une ordonnance de la Cour pour être libéré en tant qu'Administrateur.

SECTION 17 – LE PLAN DE RÉPARTITION

(1) Les Défendeurs n'ont aucune obligation de consentir à l'approbation du Plan de répartition, mais ne s'y opposeront pas.

(2) Aucune disposition de la présente Entente ne doit être interprétée comme une reconnaissance que les Défendeurs ont l'intérêt requis pour faire quelque représentation que ce soit relativement au Plan de répartition.

SECTION 18 – HONORAIRES DES AVOCATS DU GROUPE

18.1 Demande d'approbation des Honoraires des Avocats du Groupe

(1) Lors de l'audition de la Deuxième demande, les Avocats du Groupe demanderont l'approbation des Honoraires des Avocats du Groupe à payer à même le Montant du règlement dans le Compte d'entiercement à titre de première charge. Les Avocats du Groupe ne sont pas privés du droit de présenter des demandes supplémentaires à la Cour pour des dépenses encourues par la mise en œuvre des modalités de l'Entente. Tous les montants accordés à titre d'Honoraires des Avocats du Groupe seront payés à même le Montant du règlement dans le Compte d'entiercement.

(2) Les Défendeurs reconnaissent qu'ils ne sont pas parties à la demande d'approbation des Honoraires des Avocats du Groupe. Ils ne participeront pas au processus d'approbation visant à déterminer le montant des Honoraires des Avocats du Groupe et ils ne feront aucune représentation à la Cour concernant les Honoraires des Avocats du Groupe.

(3) Toute ordonnance ou procédure relative aux Honoraires des Avocats du Groupe, ou tout appel d'une ordonnance relative aux Honoraires des Avocats du Groupe, ou toute annulation ou modification de celle-ci, ne pourra pas avoir pour effet de résilier ou d'annuler l'Entente, d'affecter ou de retarder le caractère définitif de la Deuxième ordonnance ou du règlement des Procédures.

L'approbation ou la détermination par la Cour des Honoraires des Avocats du Groupe n'aura aucun effet sur la validité de l'Entente, et toute ordonnance ou procédure relative aux Honoraires des Avocats du Groupe, ou tout appel de toute ordonnance s'y rapportant ou à leur annulation ou modification, n'aura pas pour effet de résilier ou d'annuler l'Entente.

18.2 Paiement des Honoraires des Avocats du Groupe

(1) Immédiatement après que l'Entente soit devenue définitive, les Avocats du Groupe auront droit aux Honoraires des Avocats du Groupe approuvés par la Cour et seront payés à partir du Compte d'entiercement, conformément à l'article 13 de l'Entente.

SECTION 19 – DIVERS

19.1 Demandes d'instructions

(1) Une ou plusieurs Parties, les Avocats du Groupe, l'Administrateur ou l'Arbitre peuvent demander à la Cour des instructions concernant toute question relative à l'Entente et au Plan de répartition.

(2) Toutes les demandes envisagées par l'Entente doivent être notifiées aux Parties.

19.2 Absence de responsabilité des Défendeurs à l'égard de l'administration

Outre l'obligation des Parties contributrices de payer le Montant du règlement et l'obligation des Défendeurs de fournir les renseignements et l'assistance prévus aux articles 16.3(1) et (2), aucun des Renonciataires, Défendeurs ou avocats des Défendeurs n'encoure de responsabilité eu égard à l'administration ou à la mise en œuvre de l'Entente et du Plan de répartition, y compris, sans s'y limiter, eu égard au traitement et au paiement des réclamations par l'Administrateur.

19.3 Titres, modalités et calcul des délais

(1) Dans l'Entente :

(a) la division de l'Entente en sections et l'insertion de titres sont uniquement destinées à faciliter sa lecture et n'ont aucune incidence sur l'interprétation de l'Entente;

(b) les termes « l'Entente », « à la présente », « au présent » et autres expressions similaires réfèrent à l'Entente et non à un article ou section en particulier de l'Entente;

(c) sauf indication contraire, tous les montants mentionnés sont en monnaie ayant cours légal au Canada; et

(d) « personne » désigne toute entité juridique, incluant, sans limitation, les individus, sociétés, entreprises individuelles, sociétés en nom collectif ou en commandite, ou sociétés à responsabilité limitée.

(2) Lors du calcul des délais de l'Entente, sauf lorsqu'une intention contraire apparaît :

(a) si le délai est exprimé en nombre de jours séparant deux évènements, celui-ci se calcule en excluant le jour où a lieu le premier évènement, mais en incluant le jour où a lieu le second, y compris tous les jours de calendrier ; et

(b) si le délai d'exécution d'un acte expire un jour férié, l'acte peut être exécuté le jour ouvrable suivant.

19.4 Loi applicable et compétence de la Cour

(1) L'Entente est régie et interprétée conformément aux lois de la province du Québec.

(2) La Cour exerce sa compétence en ce qui concerne la mise en œuvre, l'administration, l'interprétation et l'application des termes de l'Entente.

19.5 Intégralité de l'Entente

L'Entente constitue l'intégralité de l'entente conclue entre les Parties et se substitue à toutes les ententes, engagements, négociations, représentations, promesses, ententes de principe et protocole d'entente, antérieurs et contemporains, s'y rapportant. Aucune des Parties ne sera liée par des obligations, des conditions ou des déclarations antérieures relatives à la présente, sauf si elles sont expressément incorporées dans la présente.

19.6 Modification de l'Entente

L'Entente ne peut être modifiée ou amendée que par écrit, et avec le consentement de toutes les Parties. Toute modification ou amendement devra être approuvé par la Cour.

19.7 Effet contraignant

(1) Si l'Entente est approuvée par la Cour et devient définitive comme le prévoit l'article 13, elle liera et sera au bénéfice des Demandeurs, des Membres du Groupe, des Défendeurs, des Renonciataires, des Renonciateurs et de tous leurs héritiers, exécuteurs testamentaires, prédécesseurs, successeurs et ayants-droits respectifs. Sans limiter la généralité de ce qui

précède, chaque engagement des Demandeurs inclus à cette Entente lie tous les Renonciateurs et chaque engagement des Défendeurs inclus à cette Entente lie tous les Renonciataires.

(2) La personne signataire de l'Entente déclare et garantit (si applicable) que :

(a) elle dispose de tous les pouvoirs et de l'autorité requis pour signer, livrer et exécuter l'Entente et pour réaliser la transaction ci-incluse en son propre nom;

(b) toutes les actions corporatives nécessaires à l'exécution et la réalisation de l'Entente ont été prises;

(c) l'Entente a été dûment et valablement exécutée par celle-ci et contient des obligations juridiques, valides, contraignantes et exécutoires; et

(d) elle s'engage à faire de son mieux pour satisfaire à toutes les conditions préalablement à la Date d'entrée en vigueur.

19.8 Survie

Les déclarations et garanties contenues dans l'Entente survivront à son exécution et à sa mise en œuvre.

19.9 Entente négociée

L'Entente a fait l'objet de négociations et de nombreuses discussions entre les Parties. Chacun des soussignés a été représenté et conseillé par un avocat compétent, de sorte que toute loi, jurisprudence ou règle d'interprétation qui ferait ou pourrait faire interpréter une quelconque disposition à l'encontre des rédacteurs de l'Entente n'aura aucun effet. Les projets de l'Entente, ou tout accord de principe, n'ont aucune incidence sur l'interprétation correcte de l'Entente.

19.10 Confidentialité

(1) Les Demandeurs et les Avocats du Groupe conviennent et s'engagent à ne pas divulguer, commenter ou publier de quelque manière que ce soit les termes de l'Entente, ni à inviter, encourager ou aider les médias à les commenter, autrement qu'en conformité avec le présent article, et les Demandeurs et les Avocats du Groupe garantissent qu'ils ont mis en place les procédures et les précautions nécessaires pour assurer le respect du présent article.

(2) Les Parties conviennent de ne pas divulguer la teneur des négociations qui ont mené à l'Entente, y compris le bien-fondé des positions prises par l'une ou l'autre des Parties, sauf si cela est requis pour fournir à la Cour les renseignements nécessaires à l'approbation de l'Entente.

Nonobstant ce qui précède, tout Défendeur peut divulguer les renseignements contenus dans l'Entente à une autorité réglementaire s'il estime que la divulgation est requise.

(3) Dans toute discussion publique, tout commentaire, tout communiqué de presse ou toute communication de quelque nature que ce soit au sujet de l'Entente et du Plan de répartition, les Parties et leurs avocats conviennent et s'engagent à décrire l'Entente comme étant juste, raisonnable et dans le meilleur intérêt du Groupe, et à s'abstenir de :

(a) contredire la présente Entente, y compris le Préambule, ou de faire des déclarations incompatibles avec les termes de l'Entente ; ou

(b) dénigrer l'une des Parties, leurs avocats ou leurs experts.

Il est entendu que le communiqué de presse de Lightspeed Commerce Inc. daté du 16 juin 2025 ne contredit pas l'Entente.

19.11 Préambule et Annexes

(1) Le Préambule et les Annexes à l'Entente sont des parties importantes et intégrantes de l'Entente et y sont entièrement incorporés.

(2) Les Annexes de l'Entente sont les suivantes :

(c) Annexe « A » – Première ordonnance

(d) Annexe « B » – Premier avis

(e) Annexe « C » – Plan de distribution des avis

(f) Annexe « D » – Deuxième ordonnance

(g) Annexe « E » – Deuxième avis

(h) Annexe « F » – Plan de répartition

(i) Annexe « G » – Formulaire d'exclusion

19.12 Confirmations

Chacune des Parties déclare, affirme et reconnaît que :

(a) il, elle ou son représentant a le pouvoir de lier la Partie relativement aux questions énoncées dans les présentes, et a lu et compris l'Entente;

(b) les conditions de l'Entente et ses effets lui ont été pleinement expliqués (ou à son représentant) par son avocat; et

(c) il, elle ou son représentant comprend parfaitement chaque clause de l'Entente et ses effets.

19.13 Signataires autorisés

Chacun des soussignés déclare qu'il ou elle est pleinement autorisé(e) à conclure l'Entente et à l'exécuter au nom de la Partie pour laquelle il ou elle signe.

19.14 Exécution en plusieurs exemplaires

L'Entente peut être signée en plusieurs exemplaires, qui, pris dans leur ensemble, sont réputés ne constituer qu'une seule et même Entente; une signature par télécopieur ou PDF sera considérée comme une signature originale aux fins de l'exécution de l'Entente.

19.15 Traduction

Les Parties ont demandé que l'Entente et tous les documents connexes soient rédigés en anglais. Néanmoins, une traduction française de l'Entente sera préparée, dont le coût sera payé à partir du Montant du règlement. En cas de différend quant à l'interprétation ou à l'application de l'Entente, la version anglaise prévaudra.

19.16 Avis

Tout avis, instruction, demande d'approbation à la Cour, demande de directives ou d'ordonnances judiciaires relative à l'Entente ou tout autre rapport ou document devant être remis par l'une des Parties à une autre Partie doit être par écrit et remis en mains propres, par télécopieur ou par courrier électronique pendant les heures normales de bureau, ou envoyé par courrier recommandé ou certifié, ou par courrier affranchi, comme suit :

Pour les Demandeurs

FAGUY & CIE AVOCATS INC.
329 de la Commune Street West, Suite 200
Montréal, QC H2Y 2E1

ELIZABETH MELOCHE
Tél: 514.285.8100, poste 228
Fax: 514.285.8050
Courriel: emeloche@faguyco.com

SHAWN K. FAGUY
Tél: 514.285.8100, poste 225

Fax: 514.285.8050
Courriel: sfaguy@faguyco.com

Pour PricewaterhouseCoopers LLP :

OSLER, HOSKIN & HARCOURT S.E.N.C.R.L., s.r.l.,
1000, rue De La Gauchetière Ouest, bureau 2100
Montréal (Québec) H3B 4W5

ÉRIC PRÉFONTAINE
Tél: 514.904.5282
Fax: 514.904.8101
Courriel: eprefontaine@osler.com

Pour les défendeurs Lightspeed :

STIKEMAN ELLIOTT S.E.N.C.R.L., S.R.L.
1155, boul. René-Lévesque Ouest, bureau 4100
Montréal, QC H3B 3V2

STÉPHANIE LAPIERRE
Tél: 514.397.3029
Fax: 514.397.3222
Courriel: slapierre@stikeman.com

FRÉDÉRIC PARÉ
Tél: 514.397.3690
Fax: 514.397.3222
Courriel : fpare@stikeman.com

13.2 Date d'entrée en vigueur

Les Parties ont signé l'Entente à la date indiquée sur la page couverture.

(s) Tarique Plummer

Tarique Plummer

(s) Steven Holcman

Steven Holcman

PricewaterhouseCoopers S.E.N.C.R.L./s.r.l.

Par: *(s) Michael Paterson*

Nom : Michael Paterson
Titre : Partner

Lightspeed Commerce Inc.

Par: *(s) Dax Dasilva*

Nom : Dax Dasilva
Titre : CEO

(s) Dax Dasilva

Dax Dasilva

(s) Paul McFeeters

Paul McFeeters

(s) Jean-Paul Chauvet

Jean-Paul Chauvet

(s) Merline Saintil

Merline Saintil

(s) Marie-Josée Lamothe

Marie-Josée Lamothe

(s) Daniel Micak

Daniel Micak

(s) Patrick Pichette

Patrick Pichette

(s) Asha Bakshani

Asha Bakshani

(s) Rob Williams

(s) Brandon Nussey

Rob Williams

Brandon Nussey

En cas de divergence entre la version française et la version anglaise de cette Entente, la version anglaise prévaut.

ANNEXE "B"

NOTICE OF THE SETTLEMENT OF THE CLASS ACTION PROCEEDINGS RELATING TO LIGHTSPEED SECURITIES

Read this notice carefully as it may affect your rights.

This notice is directed to all persons and entities, excluding certain persons associated with the defendants, who acquired securities of LIGHTSPEED COMMERCE INC. or LIGHTSPEED POS INC. between March 7, 2019 and November 3, 2021 inclusively (collectively, the "Class" or "Class Members").

A class action was commenced against Lightspeed Commerce Inc., several of its directors and officers, and PricewaterhouseCoopers LLP (collectively the "**defendants**") before the Superior Court of Québec. The plaintiffs allege that the defendants misrepresented material facts relating to Lightspeed Commerce Inc.'s financial performance in its public filings and statements.

On ●, the Honourable Lukasz Granosik, J.S.C., approved the settlement of these proceedings without any admission of liability on the part of the defendants, who deny any and all claims of wrongdoing. This notice provides a summary of the settlement and of what Class Members must do if they wish to receive compensation under the settlement.

SUMMARY OF THE SETTLEMENT TERMS

The defendants will pay CDN $11 million, in full and final settlement of all claims made against them. Class counsel fees were fixed by the Court at CDN $ ●, plus disbursements and taxes, to be paid as a first charge on the settlement amount. The settlement amount, less class counsel fees and disbursements, the Administrator's expenses, and taxes, will be distributed to the Class on a *pro rata* basis, in accordance with the Court-approved plan of allocation. The settlement agreement and plan of allocation may be viewed at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

A CLAIM FOR COMPENSATION MUST BE MADE BY ●, 2026

Each Class Member must submit a completed Claim Form on or before ●, 2026 to receive compensation under the settlement. The Claim Form can be accessed or downloaded at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed **or obtained by calling the Administrator at 1-888-350-7708. If you do not submit a completed Claim Form by ●, 2026, you will not receive any part of the net settlement amount.**

The Court appointed Concilia Services Inc. as the Administrator of the settlement to, among other things: (i) receive and process Claim Forms; (ii) decide eligibility for compensation; and (iii) distribute the net settlement amount to eligible Class Members. The Claim Form should be submitted to the Administrator by using the secure online claims system at https://www.lightspeedsettlement.com. You may submit a paper Claim Form only if you do not have internet access. The paper Claim Form may be sent by mail or courier to the Administrator at:

CONCILIA SERVICES INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com
Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings"

QUESTIONS

All questions regarding the claims process, the Claim Form, the supporting documentation, or your eligibility as a Class Member must be **directed to the administrator Concilia Services Inc.** at:

CONCILIA SERVICES INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com
Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings"

Other questions may be directed to:

Mtre Lea Bruyere
LPC Avocats Inc.
276, Saint-Jacques Street, Suite 801
Montréal, Québec, H2Y 1N3
Tel: 514.379.1572
Fax: 514.221.4441
lbruyere@lpclex.com

FOR MORE INFORMATION

Further information is available at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed. The main documents relating to the class action proceedings are available on the *Registre des actions collectives* at https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (search by court file no. 500-06-001164-215).

NOTICE TO BROKERAGE FIRMS

Please deliver this notice in English and French by email to your clients who purchased Lightspeed securities between March 7, 2019 and November 3, 2021 inclusively, and for whom you have a valid email address. If you do not have a valid email address for some of those clients, please send them this notice by regular mail. Brokerage firms may collectively request up to an aggregate of $15,000 for the expenses relating to the distribution of this notice to the Class Members. If the amounts submitted in aggregate exceed $15,000, each brokerage firm's claim shall be reduced on a *pro rata* basis.

This notice has been approved by the Court. Questions about matters in this notice should NOT be directed to the Court.

****Une version française de cet avis est disponible au* https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.**

ANNEXE "C"

AVIS DE RÈGLEMENT
DE L'ACTION COLLECTIVE RELATIVE AUX
VALEURS MOBILIÈRES DE LIGHTSPEED

VEUILLEZ LIRE ATTENTIVEMENT : CE QUI SUIT POURRAIT AFFECTER VOS DROITS.

Cet avis s'adresse à toutes les personnes et entités, à l'exception de certaines personnes associées aux défendeurs, qui ont acquis des titres de LIGHTSPEED COMMERCE INC. ou de LIGHTSPEED POS INC. entre le 7 mars 2019 et le 3 novembre 2021 inclusivement (collectivement, le « Groupe » ou les « Membres du Groupe »).

Une action collective a été intentée contre Lightspeed Commerce inc., plusieurs de ses administrateurs et dirigeants et PricewaterhouseCoopers LLP (collectivement les « **défendeurs** ») devant la Cour supérieure du Québec. Les demandeurs allèguent que les défendeurs ont fait des déclarations fausses ou trompeuses relativement au rendement financier de Lightspeed Commerce inc. dans ses déclarations et documents publics.

Le ●, l'honorable Lukasz Granosik, j.c.s., a approuvé le règlement de cette action collective sans admission de responsabilité de la part des défendeurs, qui nient toute allégation d'acte répréhensible. Le présent avis résume les principales modalités du règlement ainsi que les démarches que les Membres du Groupe doivent entreprendre pour obtenir une indemnisation.

RÉSUMÉ DES MODALITÉS DU RÈGLEMENT

Les défendeurs paieront 11 millions de dollars canadiens à titre de règlement complet et final de toute réclamation faite à leur encontre. Les honoraires des avocats du Groupe ont été fixés par la Cour à ● dollars canadiens, plus les déboursés et les taxes, et seront payés en priorité sur le montant du règlement. Le montant du règlement, déduction faite des honoraires et frais engagés par les avocats du Groupe, des frais de l'Administrateur et des taxes, sera distribué aux Membres du Groupe au prorata, conformément au plan de répartition approuvé par la Cour. Le texte complet de l'entente de règlement et du plan de répartition peut être consulté au https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed.

TOUTE DEMANDE D'INDEMNISATION DOIT ÊTRE PRÉSENTÉE AU PLUS TARD LE ● 2026

Chaque Membre du Groupe doit soumettre un Formulaire de réclamation dûment complété au plus tard le ● 2026 pour être indemnisé dans le cadre du règlement. Le Formulaire de réclamation peut être consulté ou téléchargé au https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed ou être obtenu en téléphonant à l'Administrateur au 1-888-350-7708. Si vous ne soumettez pas un Formulaire de réclamation dûment complété au plus tard le ● 2026, vous ne recevrez aucune part du montant net du règlement.

La Cour a nommé Services Concilia inc. à titre d'Administrateur du règlement. Ce dernier doit notamment: (i) recevoir et traiter les Formulaires de réclamation ; (ii) déterminer qui peut être indemnisé; et (iii) distribuer le montant net du règlement aux Membres du Groupe admissibles. Le Formulaire de réclamation devrait être soumis à l'Administrateur via le système sécurisé de réclamations en ligne au https://www.reglementlightspeed.com. Vous ne pouvez soumettre un Formulaire de réclamation en format papier que si vous n'avez pas accès à internet. Le Formulaire de réclamation en format papier peut être envoyé à l'Administrateur par courrier ou par messager à l'adresse suivante :

SERVICES CONCILIA INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com
À l'attention de : « Action collective Lightspeed Commerce Inc. »

QUESTIONS

Toute question portant sur le processus de réclamation, le Formulaire de réclamation, les documents justificatifs requis ou votre admissibilité en tant que Membre du Groupe doit être **adressée à l'administrateur Services Concilia Inc.** au:

SERVICES CONCILIA INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com

À l'attention de : « Action collective Lightspeed Commerce Inc. »

Pour toute autre question, vous pouvez vous adresser à :

Me Léa Bruyère
LPC Avocat Inc.
276, rue Saint-Jacques, bureau 801
Montréal, Québec, H2Y 1N3
Tél: 514-379-1572
Téléc.: 514-221-4441
Courriel: lbruyere@lpclex.com

POUR PLUS D'INFORMATIONS

De plus amples informations sont disponibles au https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed. Les principaux documents relatifs à l'action collective sont disponibles sur le Registre des actions collectives au https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (effectuer une recherche par numéro de dossier: 500-06-001164-215).

AVIS AUX FIRMES DE COURTAGE

Veuillez transmettre le présent avis, en français et en anglais, par courriel à vos clients qui ont acheté des titres de Lightspeed Commerce Inc. entre le 7 mars 2019 et le 3 novembre 2021 inclusivement, et pour lesquels vous disposez d'une adresse électronique valide. Si vous ne disposez pas d'une adresse électronique valide pour certains de vos clients, veuillez leur faire parvenir le présent avis par la poste, en anglais et en français. Les firmes de courtage peuvent collectivement demander un remboursement maximal total de 15 000 $ pour les frais liés à la distribution du présent avis aux Membres du Groupe. Si le montant total des demandes de remboursement dépasse 15 000 $, le montant payable à chaque firme de courtage sera réduit au prorata.

Cet avis a été approuvé par la Cour.
Prière de ne PAS adresser de question relativement aux sujets discutés dans cet avis à la Cour.

****An English version of this notice is available at* https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed**

ANNEXE "D"

CANADA
PROVINCE OF QUÉBEC

DISTRICT OF MONTRÉAL
No.: 500-06-001164-215

SUPERIOR COURT
(Class Action)

STEVEN HOLCMAN *ET AL.*

Plaintiffs

v.

LIGHTSPEED COMMERCE INC. *ET AL.*

Defendants

NOTICE PLAN

---

1. Capitalized terms that are not defined in this notice plan (the "**Notice Plan**") have the meanings ascribed to them in the *Re-Re-Amended Application to Bring an Action Pursuant to Section 225.4 of the Québec* Securities Act *and for Authorization to Institute a Class Action* dated December 27, 2024.

2. Class Counsel have posted key information about the nature and status of the proceedings in both English and French at https://www.faguyco.com/class-actions/lightspeed ("**Website**"). The information posted on the Website will be updated regularly. Copies of important publicly available court documents, decisions, notices, and other information relating to the proceedings are and will be accessible on the Website and/or on the *Registre des actions collectives* at https://www.registredesactionscollectives.quebec/en/Consulter/RecherchePublique (under file no. 500-06-001164-215).

3. The Website also provides:

   a. a bilingual communication interface, a feature that allows Class Members to submit inquiries in English and French to Class Counsel. These inquiries will be received by a designated member of the Class Counsel team who will promptly respond to them; and

   b. information in English and French enabling Class Members to contact Class Counsel free of charge should they wish to make an inquiry in person.

4. Class Counsel will retain the services of Concilia Services Inc. ("**Administrator**") to administer the Notice Plan in both languages.

NOTICE OF AUTHORIZATION AND OPT-OUT PROCEDURE

5. A first bilingual notice ("**First Notice**"), attached hereto as **Schedules "A"** (English) and **"B"** (French), and a second bilingual notice ("**Second Notice**"), attached hereto as **Schedules "C"** (English) and **"D"** (French) (collectively, "**Notices**"), will be disseminated to the Class.

6. As of seven (7) business days after the date of the First Order, the First Notice shall be disseminated as follows:

a. Class Counsel shall post the First Notice in English and French on the Website www.faguyco.com;

b. Lightspeed Commerce Inc. shall share the First Notice in English and French through a link accessible on the landing page of its Investor Relations webpage at investors.lightspeedhq.com. The link will appear on the title bar as "Class Action Settlement" and shall appear for 10 (ten) days as of XX [seven (7) business days after the date of the Order];

c. It shall also be published on the *Registre des actions collectives*;

d. The Administrator shall

i. publish the First Notice in English and French on PR Newswire in the following categories: Global Business and Finance, Canadian Comprehensive, and Québec Comprehensive;

ii. publish the First Notice in French once in a weekday tablet (online) edition of La Presse+; and

iii. publish the First Notice in English in a weekday online edition of The National Post, Financial Post section;

7. The Second Notice shall be disseminated in a similar fashion to the First Notice.

8. No later than ten (10) business days after the date of the judgment authorizing the Notice Plan, the Administrator shall cause a copy of the Notices to be sent by electronic mail to its proprietary list of institutional brokers ("**Brokers**") and request that, within ten (10) business days of receipt of the Notices from the Administrator:

a. Each Broker shall forward a copy of the Notices to all persons or entities for whose benefit the Broker purchased or otherwise acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities during the Class Period ("**Beneficial Owners**"). The Broker shall forward the Notices to the Beneficial Owners only by email, unless regular mail is absolutely required. Each Broker shall send a statement to the Administrator confirming that the mailing, by email or regular mail, of the Notices to Beneficial Owners is completed. Each Broker shall retain its mailing records for use in connection with any further notices that may be required in connection with these proceedings; and

b. Each Broker shall also post the Notices on internal electronic bulletin boards to their retail investors, their institutional investors, internal investment advisor, and portfolio manager network.

9. Upon full compliance with the Administrator's request, the Brokers may seek reimbursement of their reasonable expenses actually incurred in compliance with this request by providing the Administrator with proper documentation supporting the expenses for which reimbursement is sought. The Brokers may only cumulatively request up to CDN$15,000 in total for the expenses relating to the distribution of the Notices to Beneficial Owners. If the amounts submitted in the aggregate exceed CDN$15,000, each Broker's claim shall be reduced on a *pro*

rata basis. Each brokerage firm must submit its account by the date specified in the Second Order to be entitled to a *pro rata* payment within ten (10) business days of sending of notice.

MONTREAL, this XX day of ___, 2025

(S) Faguy & Co.

FAGUY & CO. BARRISTERS & SOLICITORS INC.
Class Counsel

ANNEXE "E"

PLAN OF ALLOCATION

***Holcman* et al. v. *Lightspeed Commerce Inc.* et al.**

TABLE OF CONTENTS

I- DEFINED TERMS 1
II- OVERVIEW 3
III- CALCULATION OF THE DISTRIBUTION 4
IV- GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION OF THE SETTLEMENT 4
V- ADMINISTRATOR 5
VI- REFEREE 9
VII- PROCEDURE FOR REFERENCE 9
VIII- ADMINISTRATION EXPENSES 10
IX- DISTRIBUTION TO AUTHORIZED CLAIMANTS 11
X- RESTRICTION ON CLAIMS 11
XI- NO ASSIGNMENT 12
XII- ADMINISTRATOR'S FINAL REPORT TO THE COURT 12

I- DEFINED TERMS

1. The definitions set out in the settlement agreement entered into between the Plaintiffs and the Defendants on July 16, 2025 ("**Agreement**") apply to and are incorporated into this Plan of Allocation, except as modified herein:

(a) "**Acquisition Expense**" means the total sum paid by the Claimant (including brokerage commissions) to acquire Eligible Securities;

(b) "**Authorized Claimant**" means any Class Member who has been approved for compensation by the Administrator and who (i) submitted a properly completed Claim Form and all required supporting documentation to the Administrator prior to the Claims Bar Deadline and (ii) is eligible to receive a Distribution from the Compensation Fund;

(c) "**Claimant**" means a Class Member who submits a properly completed Claim Form and all required supporting documentation to the Administrator on or before the Claims Bar Deadline;

(d) "**Class Period**" means the period from March 7, 2019 to and including November 3, 2021;

(e) "**Compensation Fund**" means the Settlement Amount less Class Counsel Fees, Administration Expenses, Non-Refundable Expenses, and other expenses decided by the Court;

(f) "**Defendants**" means, as the context may require, Lightspeed Commerce Inc., the Individual Defendants, and PricewaterhouseCoopers LLP;

(g) "**Court**" means the Superior Court of Québec;

(h) "**Database**" means the web-based database in which the Administrator stores information received from the Claimants and/or acquired through the claims process;

(i) "**Distribution**" means payment to Authorized Claimants in accordance with this Plan of Allocation, the Agreement, and any order of the Court;

(j) "**Distribution List**" means a list containing the name and address of each Authorized Claimant, the calculation of his/her/its net loss, and the calculation of the Authorized Claimant's *pro rata* share of the Compensation Fund;

(k) "**Eligible Securities**" means the securities held by the Class Members that are the basis for inclusion in the Primary Market or Secondary Market Sub-Classes, defined as follows (other than Excluded Persons):

i. **Primary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering on or after March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding United States residents who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an Offering in the United States between September 11, 2020 and September 28, 2021; and

ii. **Secondary Market Sub-Class**: All persons and entities who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on the secondary market on or after

March 7, 2019, and held some or all of those securities until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021, excluding investors who acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities on a U.S. exchange between September 11, 2020 and September 28, 2021;

(l) "**Escrow Account**" means the trust account holding the Compensation Fund and used by the Administrator to make the Distribution in accordance with this Plan of Allocation;

(m) "**Fonds d'aide**" means the *Fonds d'aide aux actions collectives*;

(n) "***Pro Rata* Distribution"** means the Distribution to each Authorized Claimant in accordance with her/his/its proportionate share of the Compensation Fund;

(o) "**Reference**" means the procedure by which a Claimant who disagrees with the Administrator's decision relating to eligibility for compensation, the determination of the number of Eligible Securities, or the amount of her/his/its compensation, may appeal the Administrator's decision and have it reviewed by the Referee;

(p) "**Settlement Amount**" means CDN $11,000,000, inclusive of capital, interest, additional indemnity, Administration Expenses, Class Counsel Fees, taxes, and any other costs or expenses related to the Proceedings or the Agreement;

(q) "**Securities**" means securities of Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. that are or were listed for trading on the TSX, the NYSE, or on alternative trading platforms;

(r) "**Sub-Class**" means each of the Primary and Secondary Market sub-classes; and

(s) **"Website"** means the website at www.lightspeedsettlement.com.

II- OVERVIEW

2. This Plan of Allocation lays out how eligibility and Distribution to each Authorized Claimant of a share of the Compensation Fund shall be determined or calculated.

III- CALCULATION OF THE DISTRIBUTION

3. The Distribution for each Authorized Claimant will be calculated as follows:

(a) If Eligible Securities are sold after September 28, 2021 but before November 17, 2021[1]: (average purchase price for Eligible Securities - average sales price for Eligible Securities) X number of Eligible Securities = Authorized Claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(b) If Eligible Securities are held until Nov 17, 2021: (average purchase price for Eligible Securities - $87.40 (10 day avg)) X number of Eligible Securities = Authorized Claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(c) Each Authorized Claimant's *Pro Rata* Distribution = (each Authorized Claimant's total damages (i.e. (a) + (b) above) X Compensation Fund) / Total damages of all Authorized Claimants on the Distribution List.

IV- GENERAL PRINCIPLES OF THE ADMINISTRATION OF THE SETTLEMENT

4. The administration process shall:

(a) implement and conform to the Plan of Allocation;

(b) employ secure, paperless, web-based systems with electronic registration, claim form, and record keeping, wherever practical; and

(c) be bilingual (English, French) in all respects and include a bilingual website and a bilingual toll-free telephone helpline.

---

[1] November 3, 2021 plus ten (10) trading days, as per section 225.28 of the QSA, is November 17, 2021.

V- ADMINISTRATOR

5. The Administrator shall have such powers and rights reasonably necessary to discharge its duties and obligations to implement and administer the Escrow Account and the Plan of Allocation in accordance with their terms, subject to the direction of the Court.

6. The Administrator shall administer the Plan of Allocation under the oversight and direction of the Court and act as trustee in respect of the monies held within the Escrow Account upon receipt from Class Counsel.

7. The Administrator shall, wherever practical, develop, implement, and operate an administration system utilizing web-based technology and other electronic systems for the following:

(a) receipt of information from Computershare, TMX Equity Transfer Services, Broadridge Financial Solutions Inc., or a similar firm concerning the identity and contact information of registered holders or beneficial owners of Securities, respectively;

(b) Class notification, as required;

(c) claim filing and document collection;

(d) claim evaluation, analysis, and Reference procedures;

(e) distribution analysis and Distributions;

(f) *cy près* award distribution, if any, and reporting thereon;

(g) payments of Administration Expenses; and

(h) cash management, audit control, and reporting thereon.

8. The Administrator's duties and responsibilities shall include the following:

(a) receiving the monies in the Escrow Account and investing them in trust in accordance with the Agreement;

(b) paying the levy to the Fonds d'aide based on the applicable regulation;

(c) preparing any protocols required for submission to and approval of the Court;

(d) preparing and disseminating the notices pursuant to the Notice Plan;

(e) providing notice of (i) the Second Application, namely that the settlement was approved, and (ii) details of how, where, and by when to submit completed Claim Forms;

(f) providing the hardware, software solutions, and other resources necessary for an electronic web-based bilingual claims processing center to function in a commercially reasonable manner;

(g) providing training and instructing personnel as reasonably required for the performance of its duties in the most expedient and commercially reasonable manner;

(h) developing, implementing, and operating electronic web-based systems and procedures for receiving, processing, evaluating, and making decisions regarding the claims of Class Members, including making all necessary inquiries to determine the validity of such claims;

(i) performing industry standard verification procedures, including industry state-of-the-art fraud detection measures on Claims made to ensure their validity;

(j) if practicable, providing any Claimant whose Claim Form is not properly completed or does not include some of the required supporting documentation an opportunity to remedy the deficiency as stipulated in the Agreement;

(k) making timely assessments of eligibility for compensation and providing prompt notice thereof;

(l) paying all taxes accruing on the interest earned in the Escrow Account and adding that interest (net of taxes) to the Compensation Fund;

(m) making Distributions from the Compensation Fund in a timely fashion;

(n) dedicating sufficient personnel to communicate with Claimants in English or French as each Claimant elects;

(o) using its best efforts to ensure that its personnel provides timely, helpful, and supportive assistance to Claimants in completing the claims application process and in responding to inquiries respecting claims;

(p) preparing for, attending, and defending its decisions at all References;

(q) distributing and reporting on any *cy près* awards;

(r) making payments of Administration Expenses;

(s) maintaining a Database with all information necessary to enable the Court to evaluate the progress of the administration, as may, from time to time, be required;

(t) reporting to the Court regarding claims received and administered, and Administration Expenses; and

(u) preparing such financial statements, reports, and records as directed by the Court.

9. The Administrator shall pay the levy to the Fonds d'aide based on applicable regulations.

10. The Administrator shall pay all of the costs and expenses reasonably and actually incurred in connection with the provision of notices, locating Class Members for the sole purpose of providing notice to them, soliciting Class Members to submit a Claim Form, including the notice expenses reasonably and actually incurred by the Administrator and brokerage firms in connection with the provision of notice of the Agreement to Class Members (provided, however, that the Administrator shall not pay in excess CAD $15,000 in the aggregate to all brokerage firms and, if the aggregate amount claimed by such brokerage firms exceeds CAD $15,000, then the Administrator shall distribute the sum of CAD $15,000 to such brokerage firms on a pro rata basis).

11. The Administrator shall cause the information in the Database to be secured and accessible from the Website to an individual with a user identification name and password, or through any authentication mechanism providing an equivalent or higher level of security assurance, including

but not limited to a passwordless authentication system utilizing the user's verified email address (magic link).

12. Information in the Database concerning a claim shall be accessible to the Claimant electronically. Each Claimant shall, upon request, receive a unique personal user identification URL by email that will permit the Claimant to access only his/her/its own information in the Database.

13. Once a Claim Form and required supporting documentation is received by the Administrator, the Administrator shall:

(a) determine the number of Eligible Securities;

(b) decide whether the Claimant is eligible to participate in the Distribution; and

(c) calculate the *Pro Rata* Distribution.

14. Once the Administrator determines a Claimant's Authorized Claimant status, the respective number of his, her or its Eligible Securities and his, her or its *Pro Rata* Distribution from the Compensation Fund, the Administrator shall advise the Claimant of the Administrator's decision by posting it on the Claimant's online claim file.

15. The Administrator may deal with Claimants in a manner that is not through an electronic medium, as and when it determines that such a step is feasible and/or necessary. However, in all cases, the information acquired concerning Claimants shall be entered into the Database.

16. A decision of the Administrator in respect of a claim and any Claimant's entitlement to participate in or receive a share of the Distribution will be final and binding upon the Claimant and the Administrator, subject to the Claimant's right to refer the decision to the Referee for review.

VI- REFEREE

17. The Referee shall have such powers and rights as are reasonably necessary to discharge his duties and obligations.

18. The Referee shall establish and employ a summary procedure to review any disputes arising from a decision of the Administrator, and may enter into such mediation and arbitration proceedings as the Referee deems necessary.

19. All decisions of the Referee shall be in writing and shall be final and conclusive. There shall be no appeal therefrom.

VII- PROCEDURE FOR REFERENCE

20. If a Claimant disagrees with the Administrator's decision relating to eligibility to share in the Distribution, the determination of the number of Eligible Securities, or the amount of her/his/its compensation, a Claimant may elect a Reference by the Referee by delivering a written election for review to the Administrator within fifteen (15) days of receipt of the Administrator's decision.

21. The election for a Reference must set out the basis for the disagreement with the Administrator's decision and attach all documents relevant to the review which have not previously been delivered to the Administrator. This election for a Reference must be accompanied by a certified cheque or money order, payable to the Administrator, in the amount of $100.

22. Upon receipt of an election for a Reference, the Administrator shall provide the Referee with online access to a copy of:

(a) the election for a Reference and accompanying documents;

(b) the Administrator's decision on eligibility, the number of Eligible Securities, and its calculation of the Claimant's compensation, as applicable; and

(c) the Claim Form and supporting documents.

23. The Referee will carry out the Reference in an inexpensive, summary manner. The Referee will provide all necessary procedural directions, and the review will be in writing unless the Referee provides otherwise.

24. The Administrator shall participate in the process established by the Referee to the extent directed by the Referee.

25. The Referee shall deliver a written decision to the Claimant and the Administrator within thirty (30) days of having been granted access to the election for Reference and the related documentation.

26. If the Referee disturbs the Administrator's decision, the Administrator shall return the $100 deposit to the Claimant. If the Referee does not disturb the Administrator's decision, the Administrator shall add the $100 to the Compensation Fund.

VIII- ADMINISTRATION EXPENSES

27. The Administrator shall pay the fees, disbursements, taxes, levies, and other costs of:

(a) the Administrator;

(b) the Referee;

(c) the Fonds d'aide; and

(d) such other persons at the direction of the Court;

out of the Settlement Amount, in accordance with the provisions of the Agreement, the Second Order, and any other orders of the Court.

28. The costs of giving the notices required pursuant to the Second Order and the Plan of Allocation are not to be paid by the Administrator from its fee.

XI- NO ASSIGNMENT

36. No amount payable under this Plan of Allocation may be assigned without the written consent of the Administrator.

XII- ADMINISTRATOR'S FINAL REPORT TO THE COURT

37. Upon the conclusion of the administration, or at such other time as the Court directs, the Administrator shall report to the Court on the administration and shall account for all monies it has received, administered, and disbursed by Distribution or otherwise, and may obtain an order from the Court discharging it as Administrator.

ANNEXE "F"

CLAIM FORM

Holcman v. *Lightspeed Commerce Inc.* et al.
Province of Québec / District of Montréal
(500-06-001164-215)

You must submit this duly completed claim form and the required supporting documentation by no later than XX.

You can submit the claim form to any of the following coordinates:

Via the **website:** https://www.lightspeedsettlement.com
By **email: lightspeed@conciliainc.com**

IDENTIFICATION OF CLAIMANT

Provide your name and contact information below. If your contact information changes after you submit this claim form, please provide the new information to the Administrator.

Your claim may be subject to identity verification.

First Name:	Last Name:	
Current address (civic number, street):		
City	Postal Code / Zip Code	Province / State
Country	Telephone (work)	Telephone (home)
E-mail		

CALCULATION OF THE *PRO RATA* DISTRIBUTION

"**Eligible Securities**" means the securities of Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. acquired on or after March 7, 2019, and held until after the close of trading on (1) September 28, 2021 or (2) November 3, 2021[1].

[1] Excluding the securities held by investors who, between September 11, 2020 and September 28, 2021, acquired Lightspeed Commerce Inc. or Lightspeed POS Inc. securities in an offering in the United States or on a U.S. exchange.

IX- DISTRIBUTION TO AUTHORIZED CLAIMANTS

29. As soon as practicable after the completion of the claims submission and election for review process, the Administrator will bring a motion to the Court for authorization to make Distributions from the Compensation Fund. In support of this motion, the Administrator will file the Distribution List with the Court in a manner that protects the privacy of persons on the Distribution List.

30. No Distribution shall be made by the Administrator until authorized by the Court.

31. No Distribution shall be made by the Administrator in respect of any amount under $50, and the name(s) of the Authorized Claimant(s) with claims under this amount shall be excluded from the Distribution List.

32. The Administrator may make interim Distributions if authorized by the Court.

33. Each Authorized Claimant whose name appears on the Distribution List shall comply with any condition precedent to Distribution that the Court may impose.

34. The Administrator shall make Distributions from the Compensation Fund forthwith after the Court grants authorization to make Distributions to the Authorized Claimants whose names are on the Distribution List.

X- RESTRICTION ON CLAIMS

35. Any Class Member who does not submit a Claim Form and the required supporting documentation with the Administrator on or before the Claims Bar Deadline will not be permitted to participate in the Distribution without the permission of the Court. The Administrator will not accept or process any Claim Form received after the Claims Bar Deadline unless directed to do so by the Court.

The Administrator will distribute to each authorized claimant her/his/its proportionate share of the Compensation Fund calculated as follows:

(a) If Eligible Securities are sold after September 28, 2021 but before November 17, 2021[2]: (average purchase price for Eligible Securities - average sales price for Eligible Securities) X number of Eligible Securities = authorized claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(b) If Eligible Securities are held until November 17, 2021: (average purchase price for Eligible Securities - $87.40 (10-day average)) X number of Eligible Securities = authorized claimant's damages for this category of Eligible Securities;

(c) Each authorized claimant's proportionate share of the Compensation Fund = (each authorized claimant's total damages (i.e. (a) + (b) above) X Compensation Fund) / Total damages of all authorized claimants on the distribution list.

NOTE: If the Administrator determines that your distribution amount is LESS THAN $50, the Administrator will NOT issue a payment to you.

This will be calculated by the Administrator[3]. A claimant only needs to provide the following information and supporting documentation:

Number of Eligible Securities acquired on or after March 7, 2019 and sold between September 28, 2021 and November 17, 2021 (exclusively):

Number of Eligible Securities acquired on or after March 7, 2019 that were not sold by November 17, 2021:

Supporting Documentation

"**Supporting Documentation**" means a true copy of:

i. All trade confirmation slips in respect of transactions in the Eligible Securities between March 7, 2019 and November 17, 2021, or

[2] November 17, 2021 is November 3, 2021 plus ten (10) trading days, as per section 225.28 of the Québec *Securities Act*, chapter V-1.1.

[3] If need be, you will have the possibility to appeal from its decision.

ii. all monthly statements with information concerning transactions in the Eligible Securities between March 7, 2019 and November 17, 2021.

If a Claimant fails to provide the Administrator the required Supporting Documentation in an organized manner and clear format to allow the Administrator to readily discern the amount of the Claim and the adjudication of the Claim Form, the Administrator may exercise the right to reject the Claim Form in its entirety.

Payment Method

☐ Interac e-Transfer (to the email address provided above) (Canada only);

☐ Cheque (to the address provided above); or

☐ Bank Transfer (only available outside Canada and USA).

Declarations

☐ I solemnly declare that all of the information provided in this Claim Form is true and correct.

☐ I acknowledge that knowingly submitting a false claim could constitute civil or criminal fraud and would be contrary to the order of the Court in these proceedings.

SIGNATURE	**DATE** (dd/mm/yyyy)

FULL NAME

For assistance, you may contact the Administrator at:

CONCILIA SERVICES INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com
Attention: "Lightspeed Commerce Inc. Class Action Proceedings"

FORMULAIRE DE RÉCLAMATION

Holcman c. *Lightspeed Commerce inc.* et al.
Cour Supérieure du Québec
(500-06-001164-215)

Votre formulaire de réclamation dûment rempli et la documentation requise doivent être soumis au plus tard le XX.

Vous pouvez soumettre le formulaire de réclamation à l'une des adresses suivantes:

Via le **site web:** https://www.reglementlightspeed.com
Par **courriel: lightspeed@conciliainc.com**

NOM ET COORDONNÉES

Indiquez votre nom et vos coordonnées ci-dessous. Si vos coordonnées changent après avoir soumis le formulaire, veuillez fournir vos nouvelles coordonnées à l'Administrateur.

Votre réclamation peut être soumise à une vérification d'identité.

Prénom :	Nom de famille :	
Adresse :		
Ville :	Code postal :	Province / État :
Pays :	Téléphone (travail) :	Téléphone (résidence) :
Courriel :		

CALCUL DES DISTRIBUTIONS AU PRORATA

« **Titres admissibles** » désigne les titres de Lightspeed Commerce Inc. ou de Lightspeed POS Inc. acquis le ou après le 7 mars 2019 et détenus jusqu'après la fermeture des marchés boursiers le (1) 28 septembre 2021 ou (2) le 3 novembre 2021[1].

L'Administrateur distribuera à chaque demandeur autorisé sa part proportionnelle du Fonds d'indemnisation calculée comme suit :

[1] À l'exclusion des titres qui, entre le 11 septembre 2020 et le 28 septembre 2021, ont été acquis dans le cadre d'un placement privé aux États-Unis ou sur une bourse américaine.

(a) Pour les Titres admissibles vendus après le 28 septembre 2021 mais avant le 17 novembre 2021[2] : (prix d'achat moyen pour les Titres admissibles - prix moyen de vente pour les Titres admissibles) X nombre de Titres admissibles = dommages-intérêts du demandeur autorisé pour cette catégorie de Titres admissibles;

(b) Pour les Titres admissibles détenus jusqu'au 17 novembre 2021 : (prix d'achat moyen pour les Titres admissibles - 87,40 $ (moyenne sur 10 jours)) X nombre de titres admissibles = dommages-intérêts du demandeur autorisé pour cette catégorie de Titres admissibles;

(c) La part proportionnelle du Fonds d'indemnisation de chaque demandeur autorisé = (le total des dommages de chaque demandeur autorisé (c.-à-d. (a) + (b) ci-dessus) X Fonds d'indemnisation) / Total des dommages de tous les demandeurs autorisés figurant sur la liste de distribution.

REMARQUE : Si l'Administrateur détermine que le montant de votre distribution est INFÉRIEUR à 50 $, vous ne recevrez AUCUNE somme.

Votre part du Fonds d'indemnisation sera calculé par l'Administrateur[3]. Vous n'avez qu'à fournir les informations et documents justificatifs suivants :

Nombre de Titres admissibles acquis le ou après le 7 mars 2019 et vendus entre le 28 septembre 2021 et le 17 novembre 2021 (exclusivement) :

Nombre de Titres admissibles acquis le ou après le 7 mars 2019 qui n'ont pas été vendus avant le 17 novembre 2021 :

Documents justificatifs

« Documents justificatifs » désigne des copies conformes de :

i. Tous les avis de confirmation de transactions pour les Titres admissibles transigés entre le 7 mars 2019 et le 17 novembre 2021, ou

[2] Le 17 novembre 2021 correspond au 3 novembre 2021 plus dix (10) jours pendant lesquels la bourse transige, conformément à l'article 225.28 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, chapitre V-1.1.
[3] Vous pourrez en appeler de sa décision devant un arbitre, au besoin.

ii. Tous les relevés mensuels contenant des informations concernant les transactions de Titres admissibles entre le 7 mars 2019 et le 17 novembre 2021.

Si un demandeur ne fournit pas à l'Administrateur les Documents justificatifs requis de manière organisée et claire permettant à l'Administrateur de déterminer facilement le montant de la réclamation et traiter efficacement le Formulaire de réclamation, l'Administrateur pourra exercer son droit de rejeter le Formulaire de réclamation dans son intégralité.

Mode de paiement

☐ Transfert Interac (à l'adresse électronique fournie ci-dessus) (seulement au Canada);

☐ Chèque (à l'adresse fournie ci-dessus); ou

☐ Virement bancaire (disponible seulement à l'extérieur du Canada et des États-Unis).

Déclarations

☐ J'affirme solennellement que tous les renseignements fournis dans le présent Formulaire de réclamation sont véridiques et exacts.

☐ Je reconnais que le fait de soumettre sciemment une fausse réclamation pourrait constituer une fraude civile ou criminelle et serait contraire au jugement du Tribunal dans le cadre de cette procédure.

SIGNATURE

DATE (jj/mm/aaaa)

NOM COMPLET

Si vous avez des questions, veuillez contacter l'Administrateur au :

SERVICES CONCILIA INC.
1-5900 Andover Ave.
Montréal (QC) H4T 1H5
Tel: 1-888-350-7708
lightspeed@conciliainc.com
À l'attention de : « Action collective Lightspeed Commerce Inc. »